

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR LA
PUBLICITÉ DE L'ÉTAT DES PERSONNES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le Mardi 30 Mai 1899, à 8 heures 1/2

PAR

Albert LESMARIS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1899



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ÉTUDE
SUR LA
PUBLICITÉ DE L'ÉTAT DES PERSONNES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mardi 30 Mai 1899, à 8 heures 1/2

PAR

Albert LESMARIS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. WEISS.

*Suffragants : { MM. BOISTEL, } professeurs.
 PILLET, }*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13,

1899

A MON PÈRE

—

A MA MÈRE



BIBLIOGRAPHIE

- Accollas.** — Les actes de l'état civil, in-18, Paris, 1886.
- d'Albiousse.** — Casier d'état civil, *Revue pratique*, t. IX, 1860.
— Casier des objets divers, *Revue pratique*, t. XIII, 1862.
- Astriè-Rolland.** — Rapport sur le livret civil de M. Barrau, notaire à Foix, *Recueil de l'Académie de Législation de Toulouse*, t. XXIX, p. 462.
- Beaune.** — Droit coutumier français. Condition des personnes, 1882.
- Berriat-Saint-Prix.** — Recherches sur la législation et la tenue des actes de l'état civil depuis les Romains jusqu'à nos jours. Œuvres, 2^e édition, 1842.
- Bourgeois.** — De l'interdiction judiciaire, *Thèse pour le doctorat*, Paris, 1897.
- Brunet.** — Rapport sommaire à la Chambre des Députés sur la proposition de loi de M. Chassaing tendant à compléter la rédaction des actes de l'état civil. *Annexe à la séance du 23 janvier 1896*, n^o 1749.
- Cocat.** — De la publicité en matière d'état et de capacité des personnes. Organisation d'un casier civil. *Thèse pour le doctorat*, Grenoble, 1898.
- Danty.** — Traité de la preuve par témoins en matière civile, Paris, 1745.
- Denos.** — La bigamie, moyens de la prévenir et d'éviter les suppositions de noms de personnes ou d'état civil. Établissement du casier civil. Chartres, 1891.
- Desforges.** — Etude historique sur la formation du mariage en droit romain et en droit français. *Thèse pour le doctorat*, Paris, 1887.

Doublet. — Etudes sur la centralisation des actes de l'état civil. *Le Droit*, n° du 27 octobre 1860.

Egger. — Communication sur les institutions qui représentaient à Athènes nos registres de l'état civil. *Journal des Economistes*, juillet 1861 ; — Observations historiques sur les formalités de l'état civil chez les Athéniens. *Mémoires d'histoire ancienne et de philologie*, Paris, 1863.

Mis de la Ferronnays. — Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 74 du Code civil. *Annexe à la séance de la Chambre du 4 juin 1897*, n° 2509.

Ganivet. — Rapport sur la proposition de loi présentée par M. Morel et relative à la création d'un casier civil. *Annexe à la séance de la Chambre du 17 février 1887*, n° 1543.

R. de la Grasserie. — De la publicité personnelle. *Revue générale de droit*, 1898, t. XXII ; 1899, t. XXIII.

Guérin. — Rapport sur la proposition de loi de M. Michelin votée par la Chambre et relative à la publicité du mariage. *Annexe à la séance du Sénat du 19 mars 1897*, n° 80 (*Journal Officiel*, 20 janvier 1888) ; — Rapport supplémentaire sur la même proposition de loi. *Annexe à la séance du Sénat du 14 juin 1897* (*Journal officiel*, 23 janvier 1898).

Haussoullier. — La vie municipale en Attique. Essai sur l'organisation des dèmes au IV^e siècle. Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, t. XXXVIII.

Hottenger. — De la publicité appliquée aux éléments de la personnalité juridique. *Thèse pour le doctorat*, 1894.

Hutteau d'Origny. — De l'état civil et des améliorations dont il est susceptible, Paris, 1823.

Lansel. — Le nom en droit civil, Lausanne, 1892.

Lallier. — De la propriété des noms et titres, Paris, 1890.

Leloir. — De quelques mentions à faire en marge des actes de l'état civil. Impôts perçus en matière d'état civil. *France judiciaire* 1897, part. I, p. 7.

Letellier. — Proposition de loi ayant pour objet la publicité du mariage et la publicité à donner aux différentes causes d'incapacité. *Annexe à la séance du 6 août 1890*, n° 901. *Documents parlementaires* 1892, p. 605.

Levievier. — Étude des moyens les plus propres à assurer la sécurité des transactions et notamment des transactions immobilières. *Thèse pour le doctorat*, Paris, 1897.

Dr Loir. — Du service des actes de naissance en France et à l'étranger. Nécessité d'améliorer ce service, Paris 1846 ; — De l'exécution de l'article 55 du Code civil relatif à la constatation des naissances, Paris 1846 ; — De l'état civil religieux des catholiques avant 1792. Étude pour servir à l'histoire de l'état civil, Paris 1849 ; — Du baptême considéré dans ses rapports avec l'état civil. Étude pour servir à l'histoire de l'état civil, Paris, 1849 ; — De l'état civil des nouveaux nés, au point de vue de l'histoire, de l'hygiène et de la loi, Paris 1854 ; — Mémoire sur la centralisation des actes l'état civil au domicile d'origine. *Recueil de l'Académie des sciences morales et politiques*, t. XXXVIII, 1856 ; — Nouveau mémoire. *Même recueil*, t. LXIII, 1863 ; — Centralisation des actes de l'état civil. Bulletins ou tableaux complémentaires d'état civil ou de filiation. *Revue pratique*, t. XV et XVI, 1864.

Mercier. — Traité théorique et pratique des actes de l'état civil, 1873.

Michelin. — Proposition de loi ayant pour objet la publicité du mariage. *Annexe à la séance de la Chambre du 22 janvier 1894*, n° 294 ; — Rapport sur sa proposition de loi. *Annexe à la séance du 6 novembre 1893*, n° 952 ; — Rapport sur sa proposition de loi adoptée par la Chambre et adoptée avec modification par le Sénat. *Annexe à la séance du 6 juillet 1897*, n° 2612 (*Journal Officiel*, 31 décembre 1897) ; — Proposition de loi sur l'abolition de l'incapacité de la femme mariée. *Annexe à la séance du 22 octobre 1885*, n° 1564.

Morel. — Proposition de loi sur l'obligation d'un casier civil, *Annexe à la séance de la Chambre du 5 février 1887*, n° 1514.

Paulmier. — Proposition de loi ayant pour objet de compléter les articles 78 et 98 du Code civil, *Annexe à la séance de la Chambre du 21 mars 1893*, n° 2658.

R. Petiet. — Publicité en matière d'état et d'incapacité des personnes, *Revue critique*, t. XVI, nouv. sér., 1887.

Theureau. — Les casiers judiciaires et un projet de casiers civils, Paris 1892. Cet ouvrage a fait l'objet d'un rapport de M. Béranger

à l'Académie des Sciences morales et politiques, V. *Recueil de l'Académie*. t. CXXXVII, 1892, et les observations faites au cours de la discussion du Rapport notamment par MM. Block, de Franqueville, Glasson.

Thézard. — Rapport au Sénat sur la proposition de loi de M. Royer, votée par la Chambre et relative à la publicité de la décision qui pourvoit un individu d'un conseil judiciaire, *Annexe à la séance du 12 janvier 1893*, n° 4.

Thibaud. — Histoire des actes de l'état civil, 1891.

Viollet. — Histoire du droit français, 1893.

Weiss. — Traité élémentaire de droit international privé, 2 édit. 1890.

INTRODUCTION

Dans l'acception la plus large du mot, l'état est suivant une définition récente « le faisceau de liens plus ou moins forts, plus ou moins étroits qui unissent l'homme à un certain nombre de ses semblables et qui fixent la situation qu'il occupe dans le milieu social » (1).

L'état, en d'autres termes, c'est la place que cette personne occupe dans la famille et dans la société, le rôle qu'elle joue dans l'un et dans l'autre. La nature de ce rôle est d'ailleurs chose très variable. L'individu est de tel sexe ou de tel autre, enfant naturel ou enfant légitime, national ou étranger, célibataire ou marié, veuf ou divorcé, majeur ou mineur..., autant de rôles, autant d'états différant matériellement et se traduisant en droit par une diversité certaine de capacité, de pouvoir juridique. Chaque situation, en effet, que peuvent occuper les individus au sein du corps social comporte un ensemble d'obligations et de droits spéciaux, une capacité particulière. Tel individu a la jouissance et l'exercice de tous les droits consacrés par le législateur,

(1) V. Capitant, *Introduction à l'étude du droit civil*, 1898, p. 67.

tel autre ne jouit ou n'a l'exercice que d'une partie de ces mêmes droits. Et les motifs de cette diminution de capacité sont multiples.

Pour les uns c'est un motif d'indignité : certains condamnés, en effet, parce qu'ils sont frappés de peines graves, sont en même temps atteints par des déchéances de droits (1). Pour d'autres, l'incapacité a sa raison d'être dans une idée de protection pour l'incapable et cette idée a conduit le législateur à considérer comme sources principales d'incapacité trois circonstances de la vie : le jeune âge, le mariage et le mauvais état des facultés mentales.

Le mineur, de par le développement insuffisant de ses facultés, son inexpérience, ne saurait être laissé sans protection. Son intérêt et l'intérêt général commandent qu'il n'ait point le gouvernement exclusif de sa personne et de sa fortune. Aussi les législateurs l'ont-ils de tout temps placé, au point de vue de sa capacité juridique, dans une situation inférieure, au fond privilégiée. Qu'il soit encore sous la puissance de ses père et mère, ou que, cette puissance étant disparue, la garde, la surveillance de sa personne et de ses biens soient confiées à un tuteur, le mineur est incapable d'accomplir seul certains actes de la vie civile (2).

De même le mariage est une cause d'incapacité pour la femme. Cette incapacité a-t-elle pour fondement l'inexpérience de la femme, la *fragilitas sexus*, ou bien le souci d'assurer l'unité de vue dans la gestion des intérêts communs de ménage : c'est là un point que nous

(1) V. C. pén., art. 28, 29, 34, 42.

(2) V. C. civ., art. 457 et suiv. Jg. Pothier, *Traité des personnes et des choses*, t. IX, nos 123, 146 et s., 162.

n'avons pas à étudier ici. Le fait seul nous suffit, et il est constant : la femme mariée est incapable, elle ne peut seule valablement accomplir nombre d'actes juridiques sans l'autorisation de son mari ou de justice (1).

Enfin ceux-là aussi sont incapables auxquels le trouble de leurs facultés mentales ne laisse point la possibilité de gouverner sagement leur personne ou de prendre soin de leurs intérêts. Ceux qui se trouvent dans un état habituel de fureur, d'imbécillité ou de démence, peuvent être interdits ; on donne un conseil judiciaire aux prodigues et aux faibles d'esprit ; des aliénés même non interdits peuvent être enfermés dans des asiles spéciaux (2).

Encore ne sont-ce là que les principales des incapacités existantes. Il en est bien d'autres qui prennent leur source dans ces mêmes idées d'indignité ou de protection. C'est, par exemple, à la première que se rattachent les incapacités qu'entraîne la déchéance de la puissance paternelle (3), c'est de la seconde que sont inspirées les incapacités découlant des conventions matrimoniales (4).

Ainsi le législateur a retiré à de nombreuses catégories de personnes l'exercice, quelquefois même la jouissance de certains droits. Mais il n'eut pas suffi assurément d'édicter de telles prohibitions, il était indispensable pour en obtenir le respect de sanctionner énergiquement leur inobservation, et c'est ce que le législateur a fait

(1) V. C. civ., art. 214 et suiv.

(2) V. C. civ., art. 489 et s., 499 ; Loi du 30 juin 1838.

(3) V. Loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés.

(4) V. C. civ., spéc. art. 1540 et suiv.

en frappant d'inefficacité, de nullité les actes accomplis au mépris des dispositions qu'il édictait. Ainsi donc, nullité si le mineur a passé un acte que le tuteur seul pouvait faire, et nullité encore si le tuteur, en agissant, n'a pas observé toutes les formalités prescrites par la loi. De même, nullité de l'acte accompli par la femme sans autorisation de son mari ou de justice, enfin nullité des actes passés par un interdit même dans un intervalle lucide (1). — Et comme il s'agit ici de protection et de privilège pour l'incapable, le mineur, la femme mariée, l'interdit, pourront seuls attaquer pour cause d'incapacité les engagements qu'ils auront pris ; les tiers qui, pleinement capables de s'engager, auront contracté avec eux, ne pourront se prévaloir de la même nullité (2).

Mais alors on aperçoit immédiatement quelle menace toute cette organisation contient pour les tiers. Que ceux-ci viennent à contracter avec un incapable, et les conventions ainsi formées pourront être déclarées non avenues, réduites à néant sur la demande de cet incapable ; et cela, alors même que les tiers auraient agi de la meilleure foi du monde, ignorant l'incapacité de leur cocontractant, incapacité que celui-ci d'ailleurs a pu tout faire pour leur dissimuler. Or ces tiers ainsi trompés, faisant état des résultats de ce premier contrat, ont pu en passer d'autres, à l'exécution desquels il se pourra qu'ils soient dans l'impossibilité de faire face. Une telle situation est donc pleine de périls pour les tiers.

Il est clair, au surplus, que cette situation est également périlleuse pour le crédit en général, car si les

(1) V. C. civ., art. 1304 et s., 502.

(2) V. C. civ., art. 225, 1225.

tiers peuvent craindre tant soit peu la survenance de troubles, d'évictions semblables, ils se garderont bien de traiter avec ceux dont la capacité en dépit de son existence réelle fait pour eux quelque doute.

La solution de la difficulté se dégage d'elle-même. Ce qu'il faut pour la sécurité des transactions, la sauvegarde du crédit, c'est que tous les intéressés aient un moyen de connaître l'état, la capacité, la situation juridique de l'individu quelconque avec lequel ils se proposent d'entrer en relations d'affaires. Un individu se présente à moi pour passer un contrat, il se dit majeur, célibataire ; il importe qu'un moyen existe me permettant de vérifier promptement et sans erreur possible, la vérité de ses affirmations. Ce moyen c'est que l'état des individus, tous les faits intéressant leur personnalité civile soient l'objet d'une certaine publicité.

Et cette publicité ne présente point seulement un intérêt considérable pour les tiers, susceptibles sans elle de faire un acte sans valeur, elle en présente un autre tout aussi pressant pour les individus dont la capacité est en question, puisque si ces individus ne peuvent établir d'une façon irrécusable leur capacité, ils se verront dans l'impossibilité de se livrer à des opérations peut-être fructueuses. Du reste ce sont évidemment là les deux faces d'une même situation. Il faut sans doute que je puisse, moi, déjouer la fraude de mon cocontractant, et alors qu'il m'affirme sa capacité acquérir la certitude qu'il est au contraire incapable, parce que mineur, interdit par exemple. Mais il faut aussi que celui qui est en possession de toute sa capacité puisse en fournir, le cas échéant, la preuve indiscutable.

Aussi bien si l'on voulait faire œuvre complète, se-

rait-il complètement inexact, de maintenir cette question de la publicité sur l'étroit terrain de la capacité de contracter sur lequel nous l'avons plutôt envisagée jusqu'ici. La vérité est que cette question intéresse l'état complet de l'individu, c'est-à-dire l'efficacité et la mise en œuvre de tous les droits actifs et passifs, dont il peut avoir la jouissance ou la charge. Être enfant légitime ou légitimé, enfant naturel reconnu ou enfant adoptif, être marié, divorcé ou célibataire, être national, c'est posséder tout un ensemble de droits, mais c'est aussi être soumis à tout un ensemble d'obligations et de charges. Eh bien, il faut que l'individu ait le moyen d'établir contre quiconque, le cas échéant, les droits dont il est investi, comme il faut que les tiers ou la société elle-même par les différentes autorités qui la représentent puissent établir contre lui, par la preuve de son état, des différentes qualités de sa personnalité juridique, les obligations auxquelles par la dissimulation de cette personnalité il tenterait de se soustraire.

Pour préciser davantage encore, on aperçoit que les éléments divers dont l'ensemble constitue la situation, l'état juridique d'un individu donné, peuvent se grouper en trois catégories assez distinctes : d'un côté la catégorie des *droits immobiliers*, de l'autre ce que nous pouvons appeler *l'état criminel* de l'individu, c'est-à-dire sa situation au regard des prescriptions de la loi pénale, enfin les droits et obligations de l'individu qui ne se rattachent ni à ses biens immobiliers ni à son état criminel, ceux dont l'ensemble constitue plutôt son *état*, son *pouvoir personnel et civil*. Ni l'un ni l'autre de ces trois éléments ne saurait rester dépourvu de toute publicité. Si j'achète un immeuble ou si je me

fais concéder sur cet immeuble une hypothèque, il importe que je puisse savoir si mon vendeur ou mon débiteur est bien le véritable propriétaire, ou s'il n'a point déjà grevé son immeuble de charges qui enlèvent toute valeur au droit qu'il me concède. — Et de même, il ne m'est point indifférent, si je veux contracter avec un tiers, de savoir que ce tiers a ou n'a pas subi telle ou telle condamnation. De cette condamnation en effet, comme nous l'avons dit déjà, peuvent découler des incapacités plus ou moins étendues et prononcées par la loi elle-même ; et du reste il est clair qu'en dehors même de ces incapacités expresses et légales, la valeur de l'engagement, la confiance qui peut s'attacher à la parole donnée varient dans la plus large mesure suivant les antécédents bons ou mauvais de celui qui prend cet engagement.

Ainsi à l'égard de ces deux premiers éléments de l'état des individus, la publicité s'impose. Nous pouvons ajouter qu'à l'heure actuelle cette publicité existe : pour les droits immobiliers elle est régie par la loi du 23 mars 1855 qui organise la formalité de la transcription ; et pour l'état criminel des individus, elle l'est par la circulaire ministérielle du 6 novembre 1850 qui a organisé le casier judiciaire.

Mais nous nous bornons à signaler ces deux points en passant, car ce n'est pas sur eux que nous entendons porter notre attention. L'objet direct de notre étude c'est le troisième élément que nous avons dégagé, c'est-à-dire l'ensemble des droits et obligations constituant *l'état personnel et civil* de l'individu. La publicité sur ce terrain est-elle nécessaire, quelle doit être son étendue et comment doit-elle être en fait organisée : voilà ce

que nous voudrions rechercher. Que la publicité de l'état des personnes (et nous sommes maintenant fixés sur la portée de ces expressions), que cette publicité soit utile, nécessaire, c'est un point sur lequel nous sommes déjà fixés par les quelques aperçus qui précèdent. Seulement, une observation plus complète s'impose.

Et d'abord il s'en faut évidemment de beaucoup que ce besoin de publicité soit le même dans tous les temps et dans tous les pays. Ce n'est point, par exemple, dans les sociétés primitives qu'il pouvait se faire sentir, alors que les individus vivaient par agglomérations restreintes sur un territoire étroitement limité. Alors, chacun était connu de tous, et à supposer que cette connaissance directe fit défaut, la commune renommée, le témoignage des anciens avaient vite fait d'établir la situation familiale exacte d'un individu donné, et par là même, les différents droits que cet individu pouvait exercer. Et la preuve était ainsi fournie pour ainsi dire par la nature même des choses, sans le secours d'aucune institution légale ou plutôt coutumière. Seulement, on conçoit qu'avec le développement des sociétés, le procédé ne peut que perdre chaque jour de son efficacité. Nous sommes bien loin aujourd'hui de la vie isolée et sédentaire d'autrefois. Grâce à la multiplicité sans cesse croissante des moyens de communication, c'est entre les différentes parties du territoire d'un même pays un incessant mouvement de population. Le développement du commerce, de l'industrie, appelle en certains lieux, dans les grandes villes, un nombre considérable d'individus qui sans hésitation quittent leur pays dans l'espoir de trouver ailleurs avec une meil-

leure rémunération de leur travail une existence plus agréable. Dès lors, et dans ces conditions chaque individu est un inconnu pour ceux qui l'entourent, nul ne peut dire qui il est, d'où il vient, quelle est exactement sa condition familiale et sociale. Et c'est alors, d'autant mieux que les affaires se traitent aujourd'hui plus rapidement, c'est alors que les mensonges et les fraudes se multiplient.

Tel individu, déjà marié se présentera dans une famille, se disant célibataire et fera consacrer par un officier de l'état civil sa nouvelle union. Des époux dissimulant leurs conventions matrimoniales se déclareront mariés sous tel régime favorable au tiers, et le contrat passé, exciperont pour se soustraire à son exécution, des clauses prohibitives de leurs conventions matrimoniales.

Il est évidemment du devoir du législateur, puisque la nature même des choses n'y suffit plus, de rendre impossible de semblables faits en assurant l'ordre, la sincérité dans les transactions. Et pour cela, il lui appartient de prescrire et d'assurer une publicité sérieuse, efficace de l'état, de la situation des individus. Que chacun ait toute facilité de fournir la preuve de son propre état et qu'il ait toute facilité aussi de se procurer la preuve de l'état des autres, c'est-à-dire de tous ceux avec qui il va rentrer en relations, voilà le but à atteindre.

Et pourtant, il faut bien se garder de toute exagération. C'est ainsi, par exemple, qu'en dépit de toute importance et de toute leur nécessité, on ne saurait faire des formalités de publicité dont nous parlons une *condition d'existence* de l'état ou de l'incapacité des individus. Nous voulons dire, en d'autres termes, que l'état

et la capacité des individus sont choses qui, normalement, ne sauraient subir aucune atteinte de l'inaccomplissement des mesures ordonnées par le législateur pour les porter à la connaissance des tiers. Ce n'est point parce que les personnes auxquelles la loi en fait obligation, n'auront point déclaré la naissance à laquelle ils ont assisté ; ce n'est point parce que l'officier de l'état civil aura commis quelque irrégularité dans la confection de l'acte que le nouveau-né perdra pour cela l'état véritable que lui donne sa naissance. Tout ce qui peut et doit résulter de pareils faits, c'est d'abord une peine contre ceux qui se seront rendus coupables de négligence et c'est aussi, et fatalement, soit une autorité moindre pour l'acte irrégulier, soit même, si l'acte exigé par la loi fait complètement défaut, la nécessité de recourir à d'autres moyens de preuve de leur état ou de leur capacité.

Le législateur, au moins en général, n'a pas autrement compris sa mission : contre les parties ou les officiers de l'état civil qui n'obéissent pas aux prescriptions qu'il a édictées, il prononce des pénalités (1). A ceux qui, par suite d'une tenue irrégulière des registres ou des actes les concernant n'auraient point, pour établir leur état, la preuve normale des actes de l'état civil, il a fourni, avec les moyens de faire rectifier ces actes (2), des modes de preuve subsidiaires (3).

Et le même système se retrouve encore à l'égard d'autres actes intéressant l'état des personnes. Par exemple, on sait qu'indépendamment de sa célébration

(1) V. C. pén., art. 346, 492.

(2) V. C. civ., art. 101 ; C. proc. civ., art. 857.

(3) V. C. civ., art. 46, 197, 323.

publique devant l'officier de l'état civil le mariage doit être précédé de publications (1); eh bien, que ces publications n'aient point eu lieu, et cela ne suffira pas à faire considérer le mariage comme nul; ici encore la sanction de l'exigence légale est une peine contre l'officier de l'état-civil et les contrevenants (2). — Autre exemple : la reconnaissance de l'enfant naturel n'en reste pas moins pleinement valable bien que la mention n'en ait point été faite en marge de l'acte de naissance. — De même encore, si l'officier de l'état civil néglige de faire aux parties l'interpellation que prévoit la loi de 1850 relativement à l'existence ou à l'absence d'un contrat de mariage, ou si l'interpellation faite, l'officier de l'état civil ne mentionne point la réponse par lui reçue, la sanction est encore dans des amendes prononcées contre l'officier coupable de n'avoir pas respecté la loi, mais les conventions matrimoniales sont pleinement opposables aux tiers. — Enfin la situation n'est point différente encore en matière d'interdiction ou de nomination d'un conseil judiciaire. La nullité des actes passés par l'interdit ou le pourvu d'un conseil judiciaire, frappe tous les actes passés depuis le juge-

(1) V. C. civ., art. 63, 164.

(2) V. C. pén., art. 192. — La même solution est admise par la majorité des auteurs à l'égard du mariage contracté à l'étranger par des français, alors que ceux-ci n'ont point accompli les formalités exigées par la loi française (C. civ., art. 170, 171). La jurisprudence, tout en admettant la même solution en général, a tendance cependant à la repousser et à prononcer la nullité du mariage pour clandestinité au cas où les époux ont agi par fraude et n'ont été contracter leur mariage à l'étranger que pour se soustraire aux obligations imposées par la loi française. Cf. Aubry et Rau, *op. cit.*, 4^e édit., 1872, V. 468, p. 123.

ment, même avant l'accomplissement des formalités de publicité, même avant l'expiration du délai de dix jours accordé aux demandeurs par l'article 501 (Loi du 16 mars 1893, art. 1) pour accomplir ces formalités. Comme le disent Aubry et Rau, ces formalités sont purement réglementaires, leur omission peut bien donner ouverture à une demande en dommages-intérêts contre ceux auxquels elle est imputable, mais non frapper d'inefficacité le jugement d'interdiction (1).

Ainsi donc, normalement l'état, la capacité des individus existent, leurs effets se produisent à l'égard de tous d'une façon immédiate indépendamment des formalités de publicité exigées par la loi. L'état ne peut dépendre de la tenue plus ou moins régulière d'un registre, de la rédaction plus ou moins parfaite d'un acte. « Ce serait remettre le sort d'un individu, ou tout au moins sa situation sociale entre les mains d'un officier public plus ou moins capable, plus ou moins consciencieux, ce serait en un mot rendre instable, exposer à

(1) V. Aubry et Rau, 4^e édit., § 123, p. 517, note 27. Jg. *eod. loc.*, p. 516 : « L'inobservation des prescriptions de l'art. 501 ne porte aucune atteinte à l'efficacité du jugement ou de l'arrêt d'interdiction qui n'en produit pas moins, quant à l'incapacité de l'interdit ou de l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, son effet à partir du jour de la prononciation ; et ce, non seulement dans l'arrondissement où il doit être publié, mais en tous lieux. Les tiers qui ont contracté avec un interdit ou avec un individu pourvu d'un conseil judiciaire, fut-ce même après l'expiration des dix jours à partir de la prononciation du jugement ou de l'arrêt d'interdiction, ne peuvent donc se prévaloir de l'absence de publication de ce jugement ou de cet arrêt pour demander le maintien des actes consentis à leur profit. » La même solution s'impose encore pour les nouvelles mesures de publicité prescrites par la loi de 1893. — V. aussi Laurent, t. V, 283 ; Demolombe, VIII, 550, 630.

l'équivoque et à des menaces continuelles de trouble, un droit que le législateur s'est efforcé au contraire de fixer d'une façon définitive et invariable (1). » Et de même pour la capacité. La loi peut et doit prendre tous les moyens pour que les tiers n'ignorent point la situation de l'incapable. Si la loi n'est pas exécutée, il n'est pas possible sous le prétexte de protéger les tiers d'aller jusqu'à faire retomber les conséquences de cette inexécution sur l'incapable lui-même, en faisant table rase de tout le régime de protection que l'on avait institué en sa faveur (2).

Mais alors, c'est plus encore qu'auparavant toute l'importance, toute la nécessité de cette publicité qui nous apparaît. D'autant mieux qu'elle ne peut être,

(1) V. Cocat, *De la publicité en matière d'état et de capacité des personnes*. Grenoble 1898, p. 16.

(2) Cf. Cocat, *op. cit.*, p. 16 et suivantes. Notons cependant qu'il est un certain nombre de cas où le législateur s'est départi de ce système. C'est ainsi que la publicité de la demande en séparation de biens principale, celle du jugement prononçant la séparation sont requises à peine de nullité. De même l'adoption est non avenue, si elle n'a point été inscrite sur les registres de l'état-civil comme le veut l'art. 359 du C. civ. Et de même encore pour le divorce, qui sera considéré comme nul s'il n'a point été suivi dans les deux mois de transcription sur les registres. Mais ce sont là des dispositions toutes spéciales et répondant à des idées particulières. Le législateur a fait de l'adoption un contrat solennel, et voilà pourquoi toutes les formalités en sont rigoureusement exigées. Il désire jusqu'au bout le rapprochement entre les époux divorcés, et c'est pourquoi il ajoute à la procédure du divorce une formalité de plus, moyen nouveau de rendre possible la réconciliation. Enfin la nullité de la séparation de biens principale pour défaut de publicité vient peut-être d'une idée semblable : le législateur désirant le maintien des conventions matrimoniales existantes rend leur destruction plus difficile.

pour ainsi dire, que *préalable*, il faut qu'elle soit vraiment sérieuse et efficace.

Mais dans quelle mesure, avec quelle étendue cette publicité doit-elle être organisée, c'est-à-dire à quels faits de la vie civile est-il juste et utile qu'elle s'applique ? N'y a-t-il point quelques réserves à faire ? Et puis, surtout, par quels moyens la publicité sera-t-elle assurée ? Celle qui résulte de publications orales ou d'affiches peut-elle être suffisante ? N'est-elle point au contraire trop passagère et trop localisée ? D'autre part, suffit-il d'avoir recours à la mention des faits dont il s'agit sur des registres *ad hoc* ? Pour permanente qu'elle soit, cette publicité restreinte dans ces termes, n'est-elle point elle-même très imparfaite ? Enfin pour être vraiment complète et efficace n'est-il point nécessaire qu'entre les différents actes intéressants à connaître pour les tiers, un lien existe qui permette, l'un d'eux étant connu, de les retrouver tous ? En d'autres termes, n'y a-t-il pas lieu d'opérer une *centralisation* concernant la vie, la personnalité civile des individus ?

C'est l'ensemble des questions que nous proposons d'examiner dans cette étude. Mais pour découvrir la solution qui présentement doit être acceptée comme la plus rationnelle et la plus pratique, il est indispensable à notre sens de faire appel en première ligne à une méthode historique et de montrer comment ont évalué les idées en cette matière, par quelles étapes successives a passé dans son développement progressif la publicité de l'état des personnes. Deux lois récentes, l'une du 16 mars 1893 et l'autre du 17 août 1897, ont introduit à cet égard des perfectionnements considérables au système jusque là suivi et consacré par notre

législation. Mais comment, par quels progrès successifs, sous l'empire de quels nouveaux besoins le législateur est-il arrivé à ces perfectionnements ? Il y a là toute une évolution intéressante d'idées et d'institutions. Avant tout, et au moins dans ses grandes lignes, c'est elle que nous voudrions ici retracer. Quelles règles ont gouverné la publicité de l'état des personnes aux époques antérieures au droit moderne ? — Quels changements y ont apporté soit le Code civil soit les lois postérieures ? — De quelles modifications les règles présentement applicables peuvent-elles être susceptibles ? Voilà les questions principales autour desquelles nous grouperons les développements qui vont suivre.

Nous étudierons donc successivement dans trois chapitres :

- 1^o Les précédents historiques ;
- 2^o Le droit moderne ;
- 3^o Les systèmes proposés pour la centralisation de tous les renseignements intéressant l'état des personnes.

CHAPITRE PREMIER

LES PRÉCÉDENTS HISTORIQUES.

Les usages des peuples primitifs ne peuvent assurément présenter à notre étude des institutions conçues et organisées comme celles de sociétés modernes. L'observation est vraie d'une façon générale ; elle l'est tout autant en cette matière spéciale de la publicité qu'il convient d'attacher à l'état et à la capacité des personnes. Sans nul doute, le besoin de régler juridiquement cette publicité ne pouvait se faire sentir à l'origine, et la raison en apparaît immédiatement : c'est qu'alors toute la publicité désirable était acquise, en fait, sans aucune institution.

La société primitive est, en effet, infiniment restreinte, sa vie est toute familiale. Les individus qui la composent ne sont point appelés par les nécessités de l'industrie et du commerce — encore peu développés à cette époque — hors d'un territoire déterminé ; ils vivent et meurent sur le sol où ils sont nés, connaissant tous les membres du groupe dont ils font partie et connus d'eux tous. Naissances, mariages, décès sont des faits dont il est inutile de faire une constatation matérielle, ils se gravent suffisamment dans la mémoire et le retour périodique des anniversaires est là pour en empêcher l'ou-

bli (1). Quelque circonstance survient-elle qui nécessite la connaissance, la détermination de l'état, de la condition d'un individu, alors deux choses y suffisent et permettent à l'intéressé d'obtenir tous les renseignements qui peuvent lui être utiles : c'est d'un côté la rumeur publique, la renommée, c'est d'autre part l'appellation, le nom lui-même que porte l'individu.

D'une façon certaine, en effet, quoique très générale, l'état de la personne se manifeste au début par le *nom* (2). Dès que l'individu vit au milieu de ses semblables, le besoin se fait sentir d'une appellation qui l'individualise, il lui faut une qualification qui soit comme l'expression abrégée, la synthèse de son état. Sans doute, à l'origine, ce nom semble bien avoir été unique, arbitraire et variable : c'était alors une épithète absolument personnelle. Mais ce sont là des caractères qui ne peuvent tarder à se modifier. Peu à peu, en effet, avec les progrès de la civilisation, l'extension des sociétés, le développement des relations commerciales, le nom prend chaque jour une fixité plus grande et tend à devenir héréditaire. Il se complique alors par l'adjonction d'éléments nouveaux et devient ainsi l'expression plus complète des qualités, de l'état, de la situation sociale de celui qui en est l'objet.

« Par le premier des deux mots dont il se compose, nous disent les lois de Manou, que le nom d'un Brâh-

(1) V. Mersier, *Traité théorique et pratique des actes de l'état civil*, p. 4.

(2) V. Henri Lancel, *Le nom en droit civil*, Lausanne, 1892. — Cf. J.-A. Lallier, *De la propriété des noms et titres*, Paris, 1890 ; Henry Salveton, *Le nom en droit romain et en droit français*, Lyon, 1887.

mane exprime la faveur propice ; celui d'un Kchatria, la puissance ; celui d'un Vaisya, la richesse ; celui d'un Soudra, l'abjection. »

« Le nom d'un Brâhmane par son second mot doit indiquer la félicité ; celui d'un guerrier, la protection ; celui d'un marchand, la libéralité ; celui d'un Soudra, la dépendance. »

« Que celui d'une femme soit facile à prononcer, doux, clair, agréable, propice, qu'il se termine par des voyelles longues et ressemble à des paroles de bénédiction (1). »

Ainsi le nom hindou est multiple, à l'époque où nous pouvons l'étudier ; mais il est possible qu'il ait été unique au début, comme on peut le constater chez la plupart des peuples de civilisation moins avancée. Au reste, le nom hindou dut se compliquer davantage encore dans la suite, puisque le nom de Boudha se composait de quatre éléments, son nom personnel, son nom de famille, son nom de secte et son titre de noblesse (2).

Chez les Juifs, le nom nous apparaît encore arbitrairement choisi par les parents suivant les destinées qu'ils souhaitent pour leur enfant. Souvent aussi, le nom ainsi donné ne garde pas par la suite une fixité absolue, les personnes changent de nom en entrant dans de nouvelles fonctions (3). Quelquefois aussi, au nom individuel vient de joindre le nom du père avec

(1) V. Lois de Manou, trad. Loiseleur-Deslongchamps, Paris, 1833, Liv. II, V. 31, 32 et 33, p. 32.

(2) Cf. L. von Schroder, *Indiens Literatur und Cultur*, p. 263.

(3) V. *Gen*, XLI, 45 ; *Daniel*, I, 7 ; *Esther*, II, 7 ; *Rois*, IV, XXXIV, 17.

l'indication de la filiation (1). Nous retrouvons cette mention de la filiation dans le nom égyptien, mais avec cette particularité que la filiation indiquée n'est point la filiation paternelle, mais la filiation maternelle (2). Même indication également dans le nom arabe : l'arabe est désigné sous le nom de fils d'un tel ou père d'un tel ou comme ressortissant de telle tribu ou de telle ville (3).

Ainsi, celui qui veut entrer en rapport avec un individu, sait par la rumeur publique et par le nom de cet individu, son origine, sa famille, la cité à laquelle il appartient ; il sait donc par là même où il pourra s'adresser pour obtenir de plus complets renseignements. Habitué que nous sommes à la complexité de nos institutions, de tels procédés peuvent nous paraître étrangements rudimentaires ; mais, étant donné le cercle restreint dans lequel évolue, au sein des sociétés primitives, l'activité individuelle, il n'est guère permis de douter que leur réunion ait assuré, avec une publicité suffisante de l'état des personnes, la satisfaction complète des besoins alors existants.

Mais ce n'est là, on le comprend, qu'un état primitif et passager. Avec le temps les familles se développent, les individus se séparent, les groupes primordiaux

(1) V. *Rois*, II, IV, 8 et s.

(2) Cette particularité n'a point échappé à Hérodote qui en fait la remarque, trouvant : « qu'en cela les Égyptiens se distinguent de tous les autres peuples. » V. Hérodote, Livr. I, 173, ed. Dietsch, p. 91, 92. Un tel usage pourrait être considéré comme un vestige de gynécocratie. V. Henri Lausel, *Le nom en droit civil*, Lausanne 1892, p. 8.

(3) V. Lancel, *op. cit.* ; Müller, *Das Islam in Morgen und Abendland*, p. 7 ; Rosenmüller, *Das alte und das neue Morgenland*, I, p. 63.

cessent de se suffire à eux-mêmes et de vivre à l'état isolé, ils se rapprochent et se compénètrent mutuellement, les relations se multiplient. C'est toute une évolution profonde qui a sa répercussion en notre matière comme en beaucoup d'autres. De bonne heure déjà, les familles avaient pris l'habitude de consigner sur des registres domestiques, les principaux faits de leur existence, soit que ces faits intéressent la collectivité en général, soit qu'ils intéressent plus particulièrement tel ou tel membre de cette collectivité. Mais ce n'était là qu'une constatation toute privée, et pour ainsi dire d'ordre interne. Or, ce sont non seulement les membres de la famille, mais encore tous les citoyens, que l'état de tel ou tel individu peut un jour ou l'autre intéresser. La constatation de cet état rentre donc dans la fonction d'une autorité plus générale et supérieure.

C'est la notion que nous allons voir se dégager peu à peu en parcourant les différentes époques du droit qui se sont succédé jusqu'au commencement de notre siècle. Le droit grec, le droit romain, le droit de notre ancienne France doivent successivement attirer notre attention.

SECTION PREMIÈRE

LE DROIT GREC.

Telle que nous la révèlent les discours des orateurs et les poésies des poètes athéniens, la législation grecque

nous offre déjà, il faut le reconnaître, un ensemble de mesures aboutissant en fait à la constatation officielle de l'état des personnes. Sans doute, ce sont là des mesures très insuffisantes, mais enfin ces mesures sont certaines, et il n'est pas sans intérêt d'en rappeler l'existence.

A la naissance d'un enfant, fils ou fille d'un Athénien et d'une Athénienne unis en légitime mariage, le père, après avoir prêté serment de la légitimité de l'enfant, requérait son inscription sur le registre de la phratrie (1). Les membres de la phratrie décidaient par un vote si la requête devait être acceptée. Le vote ayant été affirmatif, l'enfant était inscrit sur un registre sous tel nom que lui donnait son père. Le nom de celui-ci était joint à celui de l'enfant (2). — A dix-huit ans, époque de la majorité l'Athénien est inscrit sur un second registre, celui du dème et, désormais, son nom se complète par l'indication du dème auquel il appartient.

(1) La formalité avait lieu le troisième jour de la fête des *Apaturia* dans le mois de la Pyanepsion qui suivait la naissance. Cf. du reste sur ce point Daremberg et Saglio, *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, Art. *Apaturia* ; Egger, *Mémoires d'histoire ancienne et de philologie*, IV, *Observations critiques sur les formalités de l'état civil chez les Athéniens*, p. 443 et s. ; Haussoullier, *La vie municipale en Attique, Essai sur l'organisation des dèmes au IV^e siècle*, p. 45 ; Gustave Gilbert, *Handbuch der Griechischen Staatssalterthümer*, Zweite Auflage Erster Band, p. 233 (Leipzig 1893).

(2) Il est à présumer qu'en Grèce, comme partout ailleurs, ces formalités relatives à la constatation de l'état des citoyens, furent d'abord inspirées des pratiques religieuses. Ce furent sans doute les prêtres qui imaginèrent les premiers de constater la naissance des individus, et lorsque la loi civile s'occupa de cette question, ce ne fut qu'à leur imitation.

Les historiens ne pouvaient manquer de rapprocher ces registres du dème et de la phratrie de nos registres de l'état civil, et ils ont eu évidemment raison de le faire. Nous sommes bien là, en effet, en présence d'une constatation officielle de l'état des personnes, mais combien imparfaite ! Très peu de faits sont consignés aux registres ; nous y trouvons la constatation de la naissance, soit à la vie matérielle, soit à la vie politique ; nous y trouvons aussi relatées les adoptions, mais nous y chercherions en vain, par exemple, les mariages qui semblent bien n'avoir pas été soumis en Grèce à la formalité de l'inscription.

Au surplus, une fois terminés, les registres étaient scellés et conservés chez le démarque ; il est fort douteux qu'ils y fussent souvent consultés. Rarement on devait y avoir recours : ils n'avaient, en effet, aucune force probante particulière, et celui qui avait besoin d'établir son état ou de se renseigner sur l'état d'un tiers avait à sa disposition d'autres moyens.

Et d'abord, ici encore, le nom se trouvait lui fournir de précieuses indications. En outre, en effet, de son nom personnel destiné à l'individualiser (1) parmi les

(1) Le nom athénien suffisait en effet à individualiser parfaitement chaque citoyen. Nous en avons la preuve dans un passage du discours de Démosthènes pour Mantitheos contre Beotos (V. Démosthènes, C. Beotos, trad. Dareste, *Plaidoyers civils de Démosthènes*, t. 2. p. 111 et s.). Ces deux Athéniens sont fils d'un même père, Mantias, et tous deux sont inscrits dans le même dème de Thorikos. Le demandeur se plaint que Beotos usurpe le nom de leur grand-père en se faisant appeler Mantitheos, nom qui d'après l'usage revient de droit seulement à l'ainé. (Cf. sur ce point Dareste, *Plaidoyers civils de Démosthènes*, *Introduction*, p. XXII, et Salverte, t. I, p. 125). Il se trouve donc que contrairement aux

enfants nés d'un même père que lui, l'Athénien portait deux autres noms, intéressants à connaître, celui de son père qui révélait sa filiation, et celui du dème auquel il appartenait. Quiconque voulait traiter avec un tiers savait donc par la simple indication du nom de ce tiers l'endroit précis où il pourrait se renseigner sur le compte de son contractant. Il pouvait donc aller au dème dont ce tiers était originaire, interroger le démarque, les vieillards et contrôler par leur témoignage les allégations de celui avec lequel il se proposait d'entrer en relations d'affaires.

Lysias dans un de ses plaidoyers (1) nous raconte ainsi comment son client qui poursuit un certain Panklèon, se disant Platéen, découvre enfin l'état d'esclave de celui-ci. Il lui demande d'abord dans quel dème il est inscrit. Panklèon lui indique le dème de Décélie. Il se rend alors dans la boutique d'un barbier voisin des Hermès, où descendent à Athènes les habitants de Décélie. Il interroge ceux qu'il rencontre, leur demande s'ils connaissent un certain Panklèon inscrit dans leur dème. Et comme personne ne le connaît, il interroge un vieillard et lui demande s'il connaît Panklèon, fils d'Hipparmodoros; il apprend qu'Hipparmodoros est mort sans laisser d'enfant. Sur le conseil des Platéens déjà interrogés, il attend pour continuer son enquête le jour du marché aux fromages; ce jour venu, il questionne de nouveau les membres du dème et il apprend

règles admises Beotos se qualifie comme son frère *Μαντιῆος* *Μαντίου* *Θορίκίος* ce qui d'abord est une source de confusion, et ce qui de plus ne doit pas être d'après les anciennes traditions.

(1) Lysias, C. Panklèon (XXIII), 4-9, édit. Carl Muller (Didot 1838), p. 198.

alors que son adversaire n'est autre qu'un esclave échappé de chez son maître. — L'espèce est saisissante, elle met bien en relief toute l'importance du nom et spécialement du démotique, à l'époque où nous nous plaçons, comme élément de publicité de l'état des personnes.

Le démotique faisait, du reste, clairement ressortir autre chose encore que le lieu d'origine de l'individu, nous voulons dire sa qualité de citoyen ou d'étranger. Sans doute le nom des étrangers établis dans l'Attique se rapprochait parfois dans une large mesure du nom des citoyens, il en restait cependant toujours différent par le démotique (1). Or étant donné l'abîme qui séparait dans ces temps reculés la condition du citoyen et celle de l'étranger, on aperçoit encore à ce nouveau point de vue combien le nom grec était à lui seul une source féconde des plus utiles renseignements. — On a pu en l'opposant au nom latin lui reprocher « sa sécheresse et sa maigreur » (2), on ne saurait lui refuser d'être éminemment expressif, puisque par lui seul sont révélés les éléments constitutifs et en somme principaux de la condition de l'individu : sa filiation, son lieu d'origine, sa qualité de citoyen ou d'étranger. Un tel

(1) V. Haussoullier, *op. cit.*, p. 30, Evenor médecin d'Argos en Arcanie Εὐχώρας Εὐχωρίου οἰκῶν ἐν [Γαργηττωί] devenu citoyen d'Athènes en récompense de ses services s'appelle dans la suite Εὐχώρας Εὐχωρίου Γαργήττιος.

(2) Surtout si on le compare aux noms de quelques grands personnages romains, Publius Cornelius Scipio Æmilianus Africanus Numantius. V. Perrot, *L'éloquence politique et judiciaire à Athènes*, p. 361. Encore faut-il remarquer évidemment que tous les Romains n'étaient pas des Scipions grands seigneurs et grands hommes, Cf. Haussoullier, *op. cit.*, p. 15.

procédé de publicité est évidemment simple à l'extrême, mais il n'en devait pas moins tant par sa transparence que par les enquêtes qu'il permettait, aboutir très complètement à la satisfaction des besoins du temps (1).

SECTION II

LE DROIT ROMAIN.

Nous sommes ici en présence de textes beaucoup plus abondants et autrement précis ; grâce à eux nous allons constater l'existence à Rome de véritables modes légaux de publicité de l'état des personnes. Denys d'Halicar-

(1) On a cru trouver en Grèce les traces d'une publicité encore plus parfaite. (V. Egger, *Les formalités de l'état civil chez les Athéniens*, p. 203, dans les *Mémoires d'histoire ancienne et de philologie*, IV). Il croit pouvoir démontrer à l'aide de trois textes que chaque Athénien possédait une tablette de bronze où était constaté son état civil. Le premier de ces textes est une inscription gravée sur un petit bronze du Musée Britannique. Le second, un passage du discours de Démosthènes pour Mantithéos, dont nous avons déjà parlé (V. *supra*, p. 23 note 1) et qui semble confirmé par Hesychius. Sans entrer dans la discussion de ces textes nous nous bornerons à constater que cette plaque du Musée Britannique dans laquelle M. Egger croit reconnaître une sorte de carte d'état civil, ne porte ni cachet ni timbre qui en garantissent l'authenticité. Le doute est donc permis. (Cf. Haussoullier, *op. cit.*, p. 23). Si l'on se range à l'opinion de M. Egger on peut conjecturer que cette plaque suffisait à prouver l'identité tant que celle-ci n'était pas contestée, ce qui devait se produire généralement ; dans le cas contraire la preuve se faisait par témoins.

nasse nous rapporte sur la foi de l'annaliste Pison que Servius Tullius avait fait obligation de déclarer à ses fonctionnaires publics la naissance et le décès de chaque citoyen (1). Si l'on se rappelle qu'à ce même Servius Tullius est attribuée la création du cens (2), on ne peut s'empêcher de croire à une corrélation entre les deux institutions. Apparemment la déclaration des naissances eut pour but direct de faciliter l'établissement des listes du cens, mais on pouvait aussi, le cas échéant, faire la preuve de l'âge des individus au moyen des mentions portées sur les registres des fonctionnaires chargés de recevoir les tributs publics (3).

Au surplus, à Rome comme en Grèce, le recours aux registres publics pour la preuve de la filiation, de la légitimité, de l'âge des individus dut être tout exceptionnel. Celui qui se trouvait dans la nécessité d'établir l'un ou l'autre de ces faits avait à sa disposition ici encore, d'autres moyens. Ce pouvaient être des écrits, par exemple, des lettres écrites à la mère par le père, ce pouvait être aussi la possession d'état attestée par le témoignage de proches ou d'amis, ce pouvait être enfin la présentation des registres, non point publics mais domestiques sur lesquels les pères de famille notaient eux-mêmes les faits intéressants de leur vie et de celle

(1) V. Denys d'Halicarnasse, *Antiquités romaines*, IV, 45. La déclaration des naissances était faite au gardien du temple de Junon Lucine, celle des décès à celui du temple de Venus Libitine. — On mentionnait également la prise de la robe virile.

(2) V. Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, p. 46.

(3) V. D. L. 3 de censibus, liv. L., tit. XV. Cf. Danty, *Traité de la preuve par témoins en matière civile*. Paris, 1725, p. 62.

de leurs enfants (1). Il semble du reste que l'usage de faire constater les naissances sur les registres publics fut longtemps à se généraliser.

Un moment vint pourtant où sous la pression des nécessités l'institution se perfectionna, et c'est ce qui ressort d'un passage d'Apulée (2). La déclaration faite, un procès-verbal en était dressé, et ce procès-verbal demeurait dans les archives du *tabularius publicus*. Mais les parties intéressées pouvaient s'en faire délivrer copie. La copie ainsi délivrée était revêtue de cachets (*signa*) qui en garantissaient l'authenticité, elle était datée comme l'original lui-même par la mention du nom des consuls en charge au moment de sa délivrance. Qu'il y ait eu là quelque chose de très analogue à nos actes et à nos extraits des actes de l'état civil, qu'il y ait eu là également pour les parties un moyen certain de prouver leur état, cela est incontestable ; malheureusement nous en sommes réduits à cette simple constatation et à ce vague rapprochement, les renseignements faisant défaut sur la portée exacte et précise de l'institution.

C'est du reste la même absence de renseignements détaillés que nous constatons à propos de la décision de Marc-Aurèle que rapporte Julius Capitolinus (3). Il était enjoint par cette décision à tout citoyen de déclarer la

(1) Cf. A. Blanche, *Code-Formulaire des actes de l'état civil*, Paris, 1884, p. 3.

(2) Apulée, *De magia liber cap.* LXXXIX, édit. Hildebrand, t. 2, p. 612. — Cf. Dion Cassius, XLVIII, 44.

(3) Julius Capitolinus, *Vie de Marc-Antonin le Philosophe*, IX, éd. Valton, p. 52-53,

naissance et le nom du nouveau-né. La déclaration devait avoir lieu dans le délai de trente jours. La décision est d'ailleurs générale et s'applique à tout l'Empire. A Rome elle sera faite au préfet du trésor de Saturne ; dans les provinces au *tabularius publicus* délégué pour remplir ces fonctions.

Est-ce à dire que les mentions ainsi consignées aux registres aient acquis de par la décision de Marc-Aurèle une force probante particulière ? En aucune façon et la preuve en est que postérieurement à cette décision nous voyons encore les questions d'état se prouver par témoins (1). — En réalité, l'Empereur en ordonnant ainsi la déclaration des naissances visait, comme l'avait déjà fait Servius Tullius, un tout autre but, un but beaucoup plus politique que civil : c'était de faciliter l'établissement des listes administratives (2). — Mais on aperçoit que là encore, sans que la pensée du législateur romain se soit portée directement sur une publicité à donner à l'état des personnes, en fait pourtant ce résultat se trouvait atteint du même coup dans une assez large mesure.

Il faut ajouter, du reste, ici encore, à ces moyens de publicité, un autre élément qui à Rome comme en Grèce, jouait sans aucun doute un rôle fort important ; nous voulons parler du nom. Dans sa forme ordinaire, en effet, le nom romain est au plus haut point caracté-

(1) L. 15, C., *de lib. caus.*, VII, 16.

(2) A cet égard, l'institution de la déclaration des naissances se complète de l'habitude prise par les Empereurs de prescrire le recensement des habitants de l'Empire, dont le premier nous est attesté par saint Luc (*Evang.* ch. II, V, 4-3) lors de la naissance de Jésus-Christ.

ristique, car il fait ressortir la qualité d'esclave, de pérégrin, d'affranchi ou de citoyen, et par là même la capacité ou l'incapacité civile et juridique de celui qui la porte (1).

L'esclave, primitivement, n'avait aucun nom, c'était l'esclave d'un tel (*Lucipor, Marcipor*), et l'application fut suffisante tant que les esclaves restèrent peu nombreux. Mais dans la suite, leur nombre s'étant accru dans des proportions énormes par l'effet des victoires remportées, il devint impossible de se contenter de la désignation tirée du nom du maître ; l'esclave recevait alors un nom individuel qui se joignait à celui du maître (*Hermodorus Tullii Marci servus* ou *M. Tullii Ciceronis servus*, ou enfin *M. Tullii Ciceronis*) (2). Le nom seul désigne donc clairement l'esclave. — Il désigne tout autant le pérégrin. Le nom du pérégrin revêt, en effet, une physionomie particulière ; l'individu pérégrin est désigné d'ordinaire par un surnom, *cognomen*, qu'il fait suivre du nom de son père au génitif (*Diophanes Diophanis, Maximus Batonis*) et défense lui est faite de prendre des noms de forme romaine. — L'affranchi porte le nom de famille de son patron et même parfois son prénom, mais il garde son nom d'es-

(1) On sait, en effet, quelles profondes différences existaient à Rome entre le citoyen et le non citoyen, même aux temps moins barbares où l'étranger n'était plus considéré comme un ennemi. Impossibilité pour l'étranger non seulement de jouir des droits politiques ou d'exercer des fonctions publiques, mais impossibilité d'acquérir même des droits civils analogues à ceux des citoyens romains, le *dominium ex jure quiritium* par exemple. Nous n'avons point à retracer ici les éléments de cette différence, il nous suffit d'en avoir rappelé l'existence.

(2) V. Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, p. 91, 95.

clave, qui devient son *cognomen*. — Enfin le citoyen, au moins à partir des dernières années de la République, possède trois noms : un prénom, le nom de sa gens, et un surnom (*cognomen*). S'il est ingénu, né en mariage, on y ajoute encore l'indication de sa filiation (par la mention du prénom de son père) et aussi parfois, le nom de la tribu à laquelle il appartient (1).

Ainsi constitué, le nom fournissait donc à Rome, dans une mesure certaine, quoique restreinte, d'utiles renseignements sur l'état et la capacité des individus.

Du reste, la qualité de citoyen et la capacité qui en est la conséquence, se révélait quelquefois par un mode de publicité un peu spécial, mais en somme très effectif. Voici en quoi il consistait. Souvent le titre de citoyen servait à récompenser des services rendus à l'Etat romain, et par exemple on l'accordait aux soldats des troupes auxiliaires au moment de leur congé ; or, la concession faite souvent en bloc à tous les soldats d'une même catégorie par une décision commune était l'objet d'une large publicité. D'abord, en effet, elle était gravée sur une table de bronze, et affichée à Rome ; mais, en outre, il en était rédigé pour chaque soldat un extrait que l'on gravait sur deux plaques de bronze reliées entre elles à la façon d'un carnet (diptyque). Ainsi, à la publicité générale, et forcément limitée de l'affiche, venait se joindre une publicité individuelle et permanente résultant de l'extrait remis au sol-

(1) V. Girard, *Manuel élémentaire*, p. 403, 407, 447. Jg. du reste sur les noms des citoyens romains, Mommsen, *Droit public*, 6, 1, pp. 226-242 ; Henry Michel, *Du droit de cité romaine*, 1885, pp. 44-361 ; Cagnat, *Cours d'épigraphie*, pp. 37-64.

dat, extrait qu'il lui suffisait de montrer pour établir sa qualité de citoyen (1).

Il faut bien remarquer en outre que longtemps à Rome, les modifications à l'état des personnes s'opérèrent par des actes extérieurs auxquels la plus large publicité était inhérente. Souvent l'assemblée même du peuple, réunie dans ses comices, en tous cas de nombreux témoins, y intervenaient. Et, par exemple, si le mariage n'était pas astreint pour sa validité à de véritables formalités de publicité (2), ne s'annonçait-il donc pas par des faits assez significatifs ? Le fait de la cohabitation (*usus*) de l'achat de la femme (*coemptio*), la cérémonie de la *confarreatio* qui avait lieu, comme on sait, en présence de dix témoins, devant le grand pontife, et le flamine de Jupiter, enfin les réjouissances traditionnelles (3) des fiançailles et du mariage lui-même, tout cela ne constituait-il pas une large publicité, en tout cas suffisante pour l'époque ? De même, l'émancipation nécessitait au début trois ventes successives, l'adrogation n'était opérée que par une loi curiate, l'adoption naissait d'un procès fictif, l'affranchissement ne pouvait avoir lieu que par une inscription sur les

(1) V. Girard, *Texte de droit romain*, pp. 108-110.

(2) Il est probable que les grandes familles avaient coutume de faire inscrire les mariages qui intéressaient quelqu'un de leurs membres, dans les registres appelés *acta publica*, *libri actorum*. On l'induit de ce que les divorces y étaient parfois inscrits, suivant Suetone (*Calig.* 36), ce qui n'aurait aucun intérêt, ni aucune signification, si les mariages n'y avaient été préalablement consignés.

(3) Ces réjouissances n'étaient pas obligatoires. V. Girard, *Manuel élémentaire*, p. 147.

registres du cens, par un procès fictif ou enfin par testament, c'est-à-dire encore en réalité sous le contrôle du peuple; or évidemment de pareilles circonstances assuraient une large publicité aux différents faits les plus importants de la vie civile.

Seulement, ce qu'il faut reconnaître, c'est qu'avec la marche du temps, le développement continu de l'empire et des relations commerciales, la disparition des anciennes institutions à forme solennelle, cette publicité de fait perdit chaque jour davantage de son efficacité. Il suffit pour produire émancipation, adrogation, légitimation, d'un rescrit du prince. Aucune publicité n'entoure l'adoption, aucune n'est requise en droit pour le mariage, et aucune n'est exigée davantage pour le divorce. La répudiation, il est vrai, fut soumise par la loi *Julia de adulteriis* à certaines formalités destinées à en assurer la preuve : une notification adressée à l'autre époux devant sept témoins. Mais tout cela était manifestement insuffisant, et aussi loin que possible d'un système général de publicité tel que nous en concevons aujourd'hui la possibilité et même la nécessité. Du reste l'usage de ces déclarations des principaux faits de la vie des citoyens et celui des registres destinés à recevoir ces déclarations, tomba peu à peu en désuétude et tout cela fut sans influence sur le développement que l'institution devait recevoir. C'est de toutes pièces que notre ancien droit allait créer l'état civil dans une forme plus appropriée aux besoins et beaucoup plus perfectionnée.

SECTION III

L'ANCIEN DROIT.

§ 1^{er}. — Des origines à 1539.

On chercherait vainement dans les usages des peuples barbares qui envahirent notre sol des vestiges même lointains d'une institution analogue à notre état civil. Et la constatation n'a évidemment rien qui puisse surprendre étant donné le défaut d'organisation sociale de ces peuples envahisseurs, le caractère rudimentaire de leur civilisation.

D'autre part les usages et les institutions consacrées par les lois romaines étaient peu à peu tombées en désuétude. Fussent-elles d'ailleurs restées en pleine vigueur qu'on ne voit point comment elles auraient survécu à ce choc brutal des invasions. A l'origine de notre ancien droit, aucune institution spéciale n'existe donc, par conséquent, qui assure la publicité de l'état juridique des personnes.

Aussi bien, une fois de plus, le besoin n'en est-il pas ressenti, toute la publicité désirable se trouvant réalisée en fait sans le secours d'aucune institution. C'est qu'en effet, après les invasions, les individus reviennent à la vie familiale des premiers âges. Le territoire est démembré au profit des chefs conquérants, morcelé en petits domaines distincts. Sur chacun telle famille se fixe

à demeure, les déplacements deviennent rares à raison de l'insécurité des routes, chaque famille se suffit à elle-même, les transactions rendues difficiles se trouvent limitées à quelques rapports entre un nombre restreint de personnes se connaissant toutes.

Dans un tel état de choses, nous l'avons dit déjà, les notions d'état et de capacité perdent évidemment de leur importance et le besoin d'institutions particulières de publicité à cet égard ne peut être ressenti. Le cas échéant, la commune renommée, le témoignage des proches sont là et suffisent pleinement.

Mais ce n'est ici, on le conçoit, qu'une période transitoire. Peu à peu, par la force même des choses, les éléments divers épars sur le territoire se rapprochent : l'élément franc fusionne avec l'élément gallo-romain. Avec l'affermissement chaque jour plus complet du pouvoir royal, les relations, les transactions deviennent plus fréquentes, la société s'organise et le besoin apparaît à nouveau d'assurer par la publicité de l'état des personnes la sécurité de ces transactions. Les circonstances se multiplient où la preuve doit être fournie, de l'âge, de la filiation, du mariage, du décès d'un individu donné. Il y va de la capacité des contractants, de la validité des actes passés. Il faut tel âge pour entrer dans les ordres, tel autre pour occuper telle magistrature, tel âge pour contracter mariage. Il faut être telle personne et non telle autre pour avoir tel droit successoral.

La parenté est aussi en droit canonique un empêchement au mariage. En ligne directe l'empêchement était absolu quel que fut le degré de parenté. En ligne collatérale, depuis le concile de Latran tenu par Innocent III

en 1215 (1) la défense existe entre parents jusqu'au quatrième degré (2). L'alliance engendre également des empêchements de mariage, et non seulement l'alliance naturelle, c'est-à-dire le lien qui unit l'un des conjoints aux parents de l'autre, mais encore l'alliance *spirituelle*, car le baptême crée en droit canon une sorte de parenté entre le parrain et la marraine ainsi que le baptisé.

Or comment assurer l'observation de ces lois, comment acquérir la preuve qu'elles ont été méconnues ? Comment surtout s'en remettre pour l'administration de cette preuve à la renommée, à de simples témoignages ?

Ce qu'il fallait et ce dont le besoin se faisait sentir, c'était une preuve matérielle et permanente, une preuve écrite, car « l'écriture est un témoin qui est difficilement corrompu... et il est plus aisé d'aller chercher dans les registres de baptême si Pierre est fils de Paul que d'aller prouver ce fait par une longue enquête » (3).

L'établissement de cette preuve devenait du reste chaque jour plus facile, pour une raison qu'il importe

(1) V. Labbe, t. VII, p. 55.

(2) Un concile tenu à Agde en 506 avait défendu les mariages entre parents sans limitation de degré. Plusieurs autres conciles postérieurs avaient déclaré incestueux les mariages entre cousins germains et issus de germains. En 721, le pape Grégoire II revint à la prohibition rigoureuse de tout mariage entre parents. Un concile tenu à Donzy limita la prohibition au septième degré et le concile de Latran au quatrième, et ce fut cette dernière décision qui fut observée tant que le droit canon fut en vigueur. — Cf. Pothier, *Traité du contrat de mariage*, art. I, part. III, ch. III, § II.

(3) V. Montesquieu, *Esprit des lois*, t. I, XXVIII, XLIV (*De la preuve par témoins*).

de signaler : la fixation des noms. Au nom germanique composé d'un seul mot emprunté le plus souvent aux langues du Nord (1) se substitue un nom plus compliqué. La désignation uninominale n'étant plus suffisante pour individualiser celui qui en est l'objet, à ce nom que chaque individu reçoit lors du baptême vient s'ajouter une appellation tirée des circonstances spéciales à son possesseur, de ses particularités physiques, de sa profession, de son origine. en un mot une qualification qui l'individualise bien et qui traduit par sa formule même la condition sociale de celui qui le porte. Puis aussi, peu à peu, cette appellation tend à se fixer et à devenir héréditaire, c'est le nom de famille ou nom patronymique qui naît et vient désormais se joindre au nom de baptême devenu prénom (2).

La détermination est même plus complète encore pour certaines catégories de personnes, par exemple pour les propriétaires de fiefs, nobles ou roturiers qui joignent aux précédents le nom du fief qu'ils possèdent (3).

Au XVI^e siècle les noms sont fixés, et c'est évidemment la condition première de toute constatation écrite vraiment sérieuse de l'état des personnes.

(1) Par exemple Albertus, Franciscus, Bertha.

(2) L'Eglise a toujours considéré le prénom reçu au baptême, comme le nom véritable, aussi trouvons-nous parfois d'anciennes tables d'état civil dressées par ordre alphabétique des prénoms, le nom de famille n'étant ajouté que pour éviter toute confusion. Aujourd'hui encore, les évêques signent seulement de leur prénom.

(3) V. Loyseau, *Traité des ordres et simples dignitez*, ch. XI, n° 58 ; Beautemps-Beaupré, *Du droit des propriétaires de fiefs d'ajouter le nom de leur fief à leur nom patronymique*. (*Rev. historiq. du dr.*, 1863, p. 381 et s.) ; Lancel, *op. cit.*, p. 24.

Au surplus, à cette constatation écrite l'Eglise avait songé de très bonne heure. L'usage s'était d'abord introduit de tenir registre des baptêmes (1). L'existence de ces registres dont saint Grégoire de Nysse, saint Augustin parlent dans leurs ouvrages, nous est attestée dès les premiers siècles du christianisme. Longtemps après, les curés commencèrent à mentionner également les mariages et sépultures afin de pouvoir établir ainsi le compte des honoraires reçus à l'occasion de ces cérémonies ou ceux qui leur étaient dus pour le même objet. Puis différents usages s'étaient introduits qui pouvaient assurer en fait une large publicité.

A l'égard des mariages, c'était d'abord l'usage des *bans*, proclamation faite trois dimanches consécutifs par le prêtre des intentions réciproques des futurs époux, avec invitation aux personnes qui connaîtraient des empêchements au mariage projeté, de les dévoiler. C'était ensuite la cérémonie elle-même du mariage, simple usage pieux, sans doute, et dont l'absence n'entraînait point nullité du mariage, mais enfin usage certain et d'une application sans nul doute très générale (2).

(1) La raison de cet usage fut probablement la suivante. On sait que le baptême est un sacrement qui ne peut être administré qu'une seule fois, il fallait donc en conserver la preuve, puisqu'il ne laissait après lui aucune trace matérielle comme la circoncision. V. J. N. Loir, *De l'état civil religieux des catholiques en France avant 1789*, Paris, 1849, p. 4.

(2) Que la bénédiction nuptiale ne fut point d'abord un élément nécessaire à la validité du mariage, c'est ce dont on ne peut douter : « Mariage, dit Boutillier, est un lien à proprement parler qui se fait par le consentement de l'homme et de la femme, puisque les cœurs d'eux se consentent à avoir l'un l'autre à mariage, com-

Du reste, de très bonne heure, dans le même but de faire respecter les défenses du droit canon, de nombreux capitulaires étaient intervenus. A peine de nullité ils avaient ordonné aux parties de contracter leur mariage en face de l'Église (1). Quant au clergé, il lui avait été enjoint à de multiples reprises de rendre les mariages publics (2) et d'informer l'assemblée des fidèles avant de procéder à la bénédiction nuptiale (3).

Enfin grâce à une coutume aujourd'hui encore existante dans certains de nos départements (4), la coutume des *obits*, les décès recevaient, eux aussi, une certaine publicité.

Le clergé régulier et séculier avait, en effet, pris l'habitude d'inscrire le nom des bienfaiteurs de l'Eglise dans des *obituaires*, livres appelés ainsi parce qu'on y inscrivait uniquement les noms des personnes décédées

bien que autres solennités de bans et de fiançailles n'en fussent faites. Mais honneste chose est de les faire en l'église. » *Somme rural*, l. II, t. VIII. « Cette bénédiction nuptiale, dit aussi Pothier, n'était néanmoins qu'un pieux usage, et n'était pas nécessaire pour le mariage qui pouvait sans cela être valablement contracté. » *Contrat de mariage*, part. IV, ch. I, n° 343. — Mais l'usage de recourir malgré tout à la bénédiction nuptiale est contemporain de l'origine même du christianisme. V. les textes nombreux que cite Pothier, *op. et loc. cit.*, p. 344.

(1) V. les textes cités par Pothier, *Contrat de mariage*, n° 346.

(2) Walter, *Cop. jur. german.*, t. II, p. 42 (*Capitulaire de Pépin*) : « Ut omnes homines laici publicas nuptias faciant, tam nobiles quam ignobiles. »

(3) V. Walter, *op. cit.*, t. II, p. 167 (capit. 802) : « Presbyteri cum senioribus populi consanguinitatem conjungentium deligenter exquirant. »

(4) Principalement dans les départements du centre : le Puy-de-Dôme, la Haute-Loire, le Cantal, la Corrèze, etc.

(*qui obierunt*) et qui, en mourant, avaient fait à l'Eglise une libéralité, à charge de prières pour le repos de leur âme. Afin de conserver la mémoire de ces bienfaiteurs et les donner en exemple au peuple, l'usage s'était introduit de lire leurs noms à haute voix et de convier les fidèles à prier en signe de reconnaissance. Mais peu à peu l'institution dévia et le don grâce auquel on put prendre place dans l'obituaire devint de plus en plus modique. On en arriva bientôt à y faire inscrire à peu près toutes les personnes décédées moyennant une minime offrande payée chaque année par les familles des défunts. Ces listes étaient lues au prône des messes paroissiales (1), les dimanches et jours de fêtes. Ainsi, quoique créé dans un tout autre but, cet usage aboutissait à une publicité réelle des décès.

Et pourtant, il s'en faut de beaucoup que tous ces usages réunis aient jamais constitué une publicité vraiment sérieuse et efficace de l'état des personnes. Ce n'étaient là, du reste, que de simples usages et nullement l'observation stricte de prescriptions légales et obligatoires. — Sans doute, par exemple, le mariage pouvait avoir été précédé de fiançailles célébrées devant l'Eglise et lui-même pouvait être accompagné de bénédiction nuptiale, et nombre de capitulaires avaient expressément ordonné qu'il en soit ainsi. Mais l'autorité de ces décisions s'effaca, elles tombèrent en désuétude. La bénédiction redevint comme à l'origine un pieux usage auquel les parties pouvaient se soustraire sans que pour cela, aussi bien au point de vue du droit canonique

(1) Comme elles le sont du reste encore aujourd'hui dans les anciennes provinces d'Auvergne et de Limousin.

qu'au point de vue du droit civil, la validité du mariage ainsi contracté en fut atteinte.

Et l'on sait à quels abus cette possibilité de contracter un mariage secret avait donné naissance. Se soustrayant aux considérations de famille, de fortune, qui prédominaient dans la société aristocratique de l'ancien régime pour la conclusion des mariages, il arrivait souvent que des enfants, pour suivre leurs préférences personnelles, se mariaient en secret et cela sans avoir obtenu aucun consentement de leurs parents. Le fait, évidemment, était regrettable et beaucoup plus grave à cette époque encore que de nos jours.

D'autre part, il est certain que tous ces registres étaient très irrégulièrement tenus. Les curés les considéraient comme leur propriété personnelle (1), aussi nous apparaissent-ils au début comme étant bien plutôt des livres de comptes que des recueils d'actes ; ce qui explique que parfois on y trouve seulement la mention des cérémonies dont les frais n'ont pas été payés comptant (2). Les mentions portées aux registres étaient donc très incomplètes. Elles étaient aussi quelquefois absolument sans aucun rapport avec l'état civil ou même religieux. Tel registre ne contient aucun acte pour les deux mois de janvier et de février. Pour le premier mois le rédacteur a écrit : « Nihil » ; pour le second : « Nota que le mois de febvrier je fus malade (3). »

(1) V. H. de Fontenay, *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1869 ; Simonnet, *Le Clergé de Bourgogne (Mémoires Acad. Dijon)*, 2^e série, 1863, t. XIII, p. 31.)

(2) V. Viollet, *Histoire du droit civil français*, p. 461.

(3) Cf. Thibeaud, *Histoire des Actes de l'État-civil en droit français*, Bordeaux, 1891, p. 53 et s.

Dans un acte de décès nous trouvons indiqué le détail de la cérémonie, les ornements, les tentures, le prix, etc., il n'y manque que le nom du décédé. Le rédacteur mentionne au registre ses recettes et ses dépenses, les cadeaux par lui reçus, voire même ses invitations à dîner : « M. de Saint-Paul me commanda d'aller dîner chez lui, où de sa grâce je fis bonne chère : *Vivat ad multos annos* », ou ses réflexions personnelles : « Au baptême d'une fille nous trouvons : c'est la dixième de suite sans aucun mâle et toutes les autres sont vivantes (1). » — On conçoit que de tels registres ne pouvaient avoir grande valeur ; invoqués et présentés en justice, la preuve qui s'en dégageait était évidemment d'une faiblesse extrême.

Mais il y a plus, car enfin que constatait-on sur ces registres ? Le baptême, la sépulture. Or, ces faits-là n'ont, en réalité, de valeur qu'au seul point de vue religieux. Au contraire, ce qui importe, au point de vue civil, ce n'est pas le fait du baptême, le nom du parrain et celui de la marraine. C'est le fait de la naissance, sa date, le nom du père et celui de la mère ; or, ces faits-là n'étaient pas consignés au registre des baptêmes. Il est vrai que la coutume était de faire baptiser le nouveau-né quelques jours seulement après sa naissance, de telle sorte que dans une certaine mesure, la date du baptême pouvait indiquer et prouver la date de la naissance. Mais ici encore c'était un usage qui pouvait en fait n'être pas suivi. D'autant que depuis un capitulaire

(1) V. Berriat Saint Prix, *Recherches sur la législation et la tenue des actes de l'état-civil depuis les Romains jusqu'à nos jours*, Paris, 1842, p. 44, 45, 46.

de Charlemagne toute l'exigence était de faire baptiser le nouveau-né dans l'année de sa naissance (1).

Et de même pour les décès, ce n'était point la date de la sépulture qui était utile à connaître, mais bien celle du décès, car c'est du jour même du décès que les droits passent d'une tête sur une autre. Aussi, en cette matière, des fautes s'étaient-elles produites qui appelaient une prompte intervention de l'autorité royale : c'était en matière de collation des bénéfices. Il arrivait souvent, en effet, que le décès du bénéficiaire était tenu secret pendant un certain temps, afin de permettre à celui qui convoitait le bénéfice de se le faire attribuer avant que tout autre compétiteur ait connu le décès et fait les démarches nécessaires.

En somme, toute cette organisation pratique était manifestement insuffisante. Ni les publications, ni la bénédiction nuptiale, ni les registres du clergé n'établissaient une publicité vraie de l'état des personnes. La preuve testimoniale, la notoriété publique, la possession d'état restaient malgré tout les seuls moyens de preuve de l'état-civil (2).

Une réforme, ou mieux une organisation légale s'imposait. Le premier pas dans la voie de cette organisa-

(1) Cap. de part. Saxon, c. XIX (ann. 789), Baluzius, t. I, p. 253.

(2) Citons à ce propos un passage des établissements de Saint-Louis, L. I, ch. XXVIII, ed. P. Viollet : « et cil offrist à prover qu'il aüst XXI ans, il le proverait o sos parrains et o ses marraines et o le preste qui le batia : et en jurerioient sor sainz ; et li preste le diroit en parole de prevoire. Et se il ne povit avoir ses parrains et ses marraines ne le preste que il fussient tuit mort il le prove-roit par preudes homes et par preudes fames qui seroient bien certain de son aage et le jurroient sor sainz ».

tion fut fait par François I^{er}. Ce fut l'objet de l'Ordonnance de Villers-Cotterets.

§ II. — L'ordonnance de Villers-Cotterets.

Enregistrée au Parlement de Paris le 6 septembre 1539, cette ordonnance (1) règle d'une façon générale la procédure à suivre dans l'administration de la justice ; mais, en s'occupant spécialement de la *preuve*, elle impose au clergé dans ses articles 51 à 54 toute une série d'obligations qui ont trait à l'état-civil des individus.

Et d'abord, afin de couper court aux nombreux abus auxquels avait donné lieu la collation des bénéfices, ordre est donné aux chapitres, collèges, monastères et curés de tenir registre en forme de preuve des sépultures des bénéficiers (art. 51). Les domestiques du bénéficiaire devront incontinent après le décès le venir déclarer aux églises « et rapporter au vrai le temps dudict décès sous peine de grosse punition corporelle ou autre » (art. 54). La déclaration inscrite au registre « fera foi et pour la preuve du temps de la mort, duquel temps sera fait expresse mention esdicts registres et pour servir au jugement des procès où il serait question de prouver ledit temps de la mort, au moins quant à la récréance ». Ainsi se trouve constaté, au moins pour

(1) V. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, t. XII, pp. 600 et suiv.

toute une catégorie de personnes, l'un des faits importants entre tous, non plus le fait des funérailles, de la sépulture, mais le fait du décès lui-même. — L'utilité de la constatation était du reste si manifeste que la pratique s'en généralisa bientôt et que la déclaration fut faite non seulement du décès des bénéficiaires, mais du décès de toute personne quelle qu'elle fût.

Une semblable généralisation fut inutile à l'égard des naissances, l'ordonnance elle-même consacre en effet l'obligation de la déclaration pour toutes les naissances. Livrée jusque-là, par suite de l'insuffisance des registres du clergé, aux hasards des enquêtes, la preuve de l'âge, de la capacité par conséquent, restait pleine d'incertitude : le roi régularise la tenue des registres de baptême et enjoint au clergé de constater non seulement le baptême, mais encore la naissance de tout nouveau-né (art. 52), le jour et l'heure à laquelle cette naissance se sera produite. Chaque acte devait être signé du rédacteur et des témoins.

De plus, afin d'assurer la conservation et la publicité régulière des constatations ainsi faites, il est ordonné aux curés de déposer leurs registres à la fin de chaque année au greffe du plus prochain siège des baillis ou sénéchaux royaux « pour y être fidèlement gardés et y avoir recours quand mestier et besoin sera » (art. 53). La communication des registres était possible pour toutes personnes. Apparemment elle devait se faire au moyen d'extraits : c'est du moins ce que l'on peut induire de la forme générale de l'ordonnance de Blois, qui, en organisant la délivrance de ces extraits, paraît bien ne pas innover.

Telles étaient les dispositions de l'Ordonnance. Il faut

bien remarquer que, quoiqu'il en puisse paraître au premier abord, elles constituent une innovation considérable. Sans doute, elles ne faisaient que consacrer des usages existants déjà, mais, remarquons-le, ces usages étaient transformés en obligations légales, et c'était le pouvoir civil qui les établissait. Or, c'était là un empiètement certain de l'autorité civile sur une matière qui, jusque-là, n'avait point relevé de sa compétence. La conséquence en fut, et elle était fatale, une résistance très vive de la part du clergé. Soustraits jusque-là, de par leur caractère, à l'autorité royale, les curés ne se virent point soumis à sa surveillance et à son contrôle, sans un vif déplaisir, et ce déplaisir se traduisit, en fait, par un manque absolu de bonne volonté, une inertie telle qu'une longue lutte sera nécessaire pour en triompher.

Malgré l'ordonnance, le clergé n'en continua pas moins les errements du passé; les mêmes irrégularités se produisirent dans la tenue des registres.

Aussi bien les dispositions de l'ordonnance étaient-elles en elles-mêmes certainement insuffisantes. Ce n'était point seulement le décès des bénéficiers qu'il fallait constater, mais celui de toute personne indistinctement, et il fallait aussi s'occuper non seulement des naissances et des décès, mais encore des mariages; or les mariages étaient restés absolument en dehors de sa réglementation.

Sur cette lacune, l'attention fut bientôt attirée par la multiplicité des mariages clandestins. En 1563, du reste, le Concile de Trente avait tranché la question et ordonné qu'à l'avenir les futurs époux devraient contracter mariage devant le propre curé de l'un d'eux ou son délé-

gué, en présence de deux ou trois témoins, à défaut de quoi le mariage serait considéré comme nul (1).

D'autre part, aux Etats-Généraux de 1876, l'obligation de porter à la fin de chaque année les registres au greffe soulève les doléances du clergé : « Plaise à votre Majesté, écrit-il dans son cahier, ordonner que lesdits curés porteront lesdits registres aux archives des évêchés quand ils iront à leurs synodes... » (art. 109). Mais le Tiers-Etat n'est point de cette avis, il dénonce la mauvaise tenue des registres et demande au contraire que les curés soient forcés d'apporter au greffe du siège royal dans les deux premiers mois de l'année courante les registres de l'année précédente, s'ils ne veulent y être contraints par saisie de leur temporel, et que les greffiers soient astreints à les garder soigneusement pour en délivrer des extraits aux parties (2).

En présence des lacunes de l'ordonnance de 1539 et des réclamations du Tiers, le roi intervient à nouveau, et dans une ordonnance datée de Blois, il reprend, précise et complète les obligations imposées au clergé.

§ III. — L'ordonnance de Blois.

« Avons ordonné, porte cette ordonnance, que nos sujets ne pourront valablement contracter mariage sans proclamations précédentes faites par trois jours de festes avec intervalle compétent, dont on ne pourra ob-

(1) V. Pothier, *Contrat de mariage*, Part. IV, ch. I, § IV, n° 348.

(2) Art. 190 du cahier général du Tiers. V. A. Desjardins, *Etats-Généraux*, Paris, 1871, p. 439.

tenir dispense, sinon après la première proclamation faite, après lesquels bans, seront épousés publiquement : et pour témoigner de la forme esdicts mariages y assisteront quatre témoins dignes de foy pour le moins, dont sera fait registre, le tout sur les peines portées par les conciles. » Telle était la disposition de l'article 40 de l'ordonnance, et l'article 44 ajoutait : « Défendons pareillement à tout notaire, sous peine de punition corporelle de passer ou recevoir aucunes promesses de mariage par paroles de présent (1). » Ainsi, obligation des publications préalables, obligation de la célébration religieuse du mariage en présence de témoins, nullité du mariage contracté au mépris de ces dispositions ; l'économie de l'ordonnance est très simple. Ce n'était point à une solution différente que s'était arrêté le Concile de Trente. Seulement, comme les canons du concile ne furent pas reçus et considérés en France comme lois d'État, rien n'avait été changé relativement à la validité des mariages clandestins et l'ordonnance de Blois apporte ainsi au système ancien une transformation radicale.

A l'avenir, les curés devront tenir registre de toute naissance, de tout mariage et de tout décès. L'article 181 de l'ordonnance renouvelle l'obligation mise à la charge des curés par l'ordonnance de Villers-Cotterets de déposer chaque année leurs registres au greffe pour qu'on puisse en délivrer extraits « aux parties qui le requerront » (2). Que fallait-il entendre par ce mot « parties » ?

(1) V. Isambert, *op. cit.*, t. XIV, pp. 391 et suiv.

(2) Art. 181 : « Afin d'éviter preuve par témoins que l'on est souvent contraint faire en justice, touchant les naissances, mariages, morts et enterrements de personnes, les greffiers seront tenus

Les termes de l'article 181 semblaient restreindre cette qualification aux personnes engagées dans un procès, et ce fut, en effet, l'opinion que soutinrent plusieurs commentateurs de l'ordonnance. Mais l'opinion contraire appuyée sur la tradition prévalut, et en fait les extraits furent délivrés à toutes personnes engagées ou non dans un procès où devait être tranchée une question d'état (1).

Au surplus, comme il en avait été pour les prescriptions de l'ordonnance de Villers-Cotterets, celles de l'ordonnance de Blois ne furent guère mieux obéies. L'autorité royale se heurta une fois de plus à l'indifférence, à l'inertie du clergé. Celui-ci se considérant toujours comme propriétaire des registres et se plaignant des vexations que lui faisaient subir les greffiers (2), apportait aux communications de ces registres d'incessantes entraves. Sur ce point une nouvelle réforme s'imposait, c'était d'assurer toujours ces communications aux parties, en un mot d'organiser une publicité certaine et efficace.

Du reste, à l'égard des mariages, il semble bien que

de garder soigneusement lesdits registres pour y avoir recours et en délivrer des extraits aux parties qui le requerront. »

(1) V. Guy Coquille, sur l'art. 181 de l'ordonnance.

(2) Les greffiers étaient, en effet, autorisés à poursuivre les curés récalcitrants et au besoin à faire saisir leur temporel. Il est possible que parfois les greffiers n'aient point usé de tous les ménagements désirables, mais on peut penser que les vexations des greffiers, si elles eurent lieu, durent probablement avoir pour cause la négligence et la mauvaise volonté des curés. Quoiqu'il en soit, les plaintes furent formulées notamment dans une des délibérations de l'Assemblée générale des prélats français tenue en 1625. V. *Abrégé des Mémoires du Clergé*, cap. I, p. 376, cité par Loir, *op. cit.*, p. 4.

l'ordonnance de Blois fût considérée comme n'entraînant pas de plein droit la nullité des mariages contractés clandestinement au mépris de ses prescriptions; et là encore, le besoin se faisait sentir de dispositions plus claires, prononçant plus expressément la nullité. Ce fut du reste l'objet de nombreuses décisions postérieures qui vinrent rappeler les prescriptions toujours mal observées de l'ordonnance de Blois (1). Entre toutes, l'une d'elles a une importance capitale au point de vue qui nous occupe : c'est l'ordonnance de 1667 sur la procédure.

§ IV. — L'ordonnance de Saint-Germain-en-Laye.

Cette ordonnance, rendue en 1667, rappelle à nouveau toutes les prescriptions antérieures; mais aussi pour la première fois elle organise la publicité des registres en s'occupant de la délivrance des extraits et de leur force probante (2).

(1) V. par exemple : Ordonnance de décembre 1606 (Isambert, *op. cit.*, t. XVI, p. 307) où le roi donne au juge d'Eglise le droit de déclarer la nullité des mariages qui n'auraient pas été contractés conformément à l'ordonnance de Blois. — Une déclaration de 1639 (Isambert, *op. cit.*, t. XVI, p. 520) ordonne que les majeurs doivent contracter mariage publiquement et en face de l'Eglise avec les solennités prescrites par l'ordonnance de Blois et déclare que les enfants qui naîtront de mariages clandestins seront incapables de succéder ainsi que leur postérité. Cf. Beauchet, *Étude historique sur les formes de la célébration du mariage dans l'ancien droit français* (Nouv. Rev. hist. du dr., 1882, pp. 351 et 631).

(2) V. Isambert, *op. cit.*, t. XVIII, p. 104.

Et d'abord, comprenant de mieux en mieux la nécessité de posséder une preuve permanente de l'âge, de la filiation, en un mot de l'état juridique des personnes, le législateur rappelle les dispositions des ordonnances antérieures (1). — Dans l'acte de baptême « sera fait mention du jour de la *naissance* et seront nommez, l'enfant, le *père* et la *mère*, le parrain et la marraine » (2). — Dans les actes de mariage « seront mis les noms et surnoms, âges, qualités et demeures de ceux qui se marient, s'ils sont enfants de famille, en tutelle, curatelle ou puissance d'autrui, et y assisteront quatre témoins qui déclareront sur le registre s'ils sont parents, de quel côté et en quel degré ». — « Dans les articles des sépultures sera fait mention du jour du décès. » Et l'ordonnance consacre implicitement l'usage d'inscrire sur les registres le décès de toutes personnes indistinctement (3).

L'obligation de déposer les registres dans les six semaines qui suivent la fin de chaque année est aussi rappelée par l'ordonnance, mais toutefois, afin de mettre un terme aux plaintes des curés, ce ne sont plus les registres eux-mêmes qui doivent être apportés, mais

(1) V. Tit. XX, art. IX de l'ordonnance : *Des faits qui gisent en preuve*.

(2) L'ordonnance de 1539 avait exigé en outre l'indication de l'heure.

(3) Et toutefois la coutume subsiste de ne pas dresser d'actes pour les inhumations des enfants âgés de moins de sept ans. Un arrêt de règlement du 24 juillet 1714 vint enjoindre aux curés de faire mention dans leurs registres des sépultures des enfants à quelque âge qu'ils soient décédés. Cf. Bornier, *Conférence des ordonnances de Louis XIV avec les anciennes ordonnances du royaume*. Paris, 1744, t. I, p. 154.

une simple copie ou grosse. La mesure contenait du reste une importante amélioration : « Tandis, en effet, que ceux qui avaient besoin de lever des extraits des actes de baptêmes, mariages et sépultures antérieurs à l'année courante, ne pouvaient les trouver qu'au greffe dont l'éloignement pouvait quelquefois leur occasionner des frais et des longueurs, ils purent à leur choix trouver ces actes, soit au greffe, soit au presbytère des paroisses où ils avaient été faits (1). »

C'est la disposition de l'article 12 du titre XX de l'ordonnance. « Après la remise du registre au greffe, porte cet article, il sera au choix des parties d'y lever les extraits dont ils auraient besoin, signez et expédiez par le greffier, ou de les compulser entre les mains des curés ou vicaires et y sera fait mention du jour de l'expédition et délivrance, à peine de nullité (2). »

Un édit d'octobre 1691 qui créa dans un intérêt fiscal des offices de greffiers gardes et conservateurs des registres vint en outre décider que les extraits délivrés par lesdits greffiers feraient foi en justice sans qu'ils soient légalisés avec attribution des mêmes droits pour leur expédition. Mais ces offices furent supprimés par édit du mois de décembre 1716, « n'étant pas d'un plus

(1) Sallé, *L'Esprit des ordonnances et des principaux édits et déclarations de Louis XIV*, Paris, 1759, p. 553.

(2) La fin de l'article règle en ces termes la question pécuniaire : « Pour chacun des tels extraits ou certificats, pourront tant les curés ou vicaires que les greffiers prendre dix sols dans les villes auxquelles il y a Parlement, évêché ou siège présidial, et cinq sols dans les autres lieux, sans qu'ils puissent exiger ou recevoir plus grande somme sous quelque prétexte que ce soit à peine d'exaction. »

grand effet pour l'exacte exécution de l'ordonnance de 1667 à laquelle il a été suffisamment pourvu » (1).

Ainsi des extraits pourront être délivrés par les détenteurs des registres, mais il y a plus, ils *devront* l'être. Si le dépositaire des registres, quel qu'il soit, refuse d'en délivrer des extraits, le requérant pourra l'y contraindre. L'article 18 porte en effet : « Permettons à toutes personnes qui auront besoin des actes des baptêmes, des mariages, des sépultures, tonsures, ordres, vêtures, noviciats ou professions, de faire *compulser* tous les registres entre les mains des dépositaires, lesquels seront tenus de les représenter pour en être pris des extraits, et à ce faire contraints nonobstant tous privilèges et usages contraires à peine de saisie de leur temporel et de privation de leurs droits, exemptions et privilèges à eux accordés par Nous et nos Prédécesseurs. »

Toutefois, il semblerait au premier abord que la publicité organisée par l'ordonnance fut relativement restreinte. D'après les termes des articles 12 et 18, c'est en effet aux *parties* en ayant besoin que permission est donnée de contraindre les détenteurs des registres à fournir les extraits réclamés. Il semble donc que les requérants fussent obligés de justifier d'un *intérêt*. Mais contrairement à la lettre du texte, le principe de la publicité fut appliqué, en fait, de la façon la plus large. « On ne s'informe guère, dit Rodier, de cet intérêt, on donne des extraits à quiconque en demande (2). »

(1) Cf. Bornier, *Conférence des ordonnances de Louis XIV avec les anciennes ordonnances du royaume*. Paris, 1754, t. I, p. 157.

(2) V. Rodier, *Questions sur l'ordonnance de Louis XIV du*

Quant au moyen mis à la disposition du requérant pour vaincre les résistances du dépositaire des registres qui refuse de lui délivrer des extraits, c'est la procédure du *compulsoire*. Le requérant doit d'abord faire un acte de sommation au dépositaire d'avoir à représenter les registres et au cas de refus, l'huissier dresse un procès-verbal qu'il joint avec la sommation à une requête sur laquelle le juge permet de faire saisir le temporel (1). Le *compulsoire*, dit Rodier, est une procédure que l'on fait pour contraindre un notaire, greffier ou autre détenteur à exhiber et représenter les actes, titres, contrats, sentences qu'ils ont en leur pouvoir, et dont une partie a besoin de prendre vision ou extrait, l'autre partie présente ou appelée ou sans y appeler personne. Pour faire le *compulsoire*, on obtient des lettres de la Chancellerie ou une ordonnance sur pied de requête du juge du lieu où réside le détenteur, pour le contraindre, s'il est personne publique, à en donner un extrait signé de lui, ou si c'est une personne privée à exhiber la pièce au juge du lieu, pour en être fait un extrait collationné et signé par ledit juge ou commissaire (par lui nommé). On ne signifie ces Lettres ou Ordonnances qu'au détenteur de la pièce et on n'assigne personne pour voir faire l'extrait puisque n'y ayant pas de procès il n'y a pas de partie (2). Au cas de procès, l'extrait devait être pris parties présentes ou dûment appelées. Ajoutons que les extraits délivrés en

mois d'avril 1667 relative aux usages des Cours de Parlement et principalement celui de Toulouse (Toulouse, 1769) p. 306.

(1) Cf. Serpillon, *Code civil ou Commentaire sur l'ordonnance du mois d'avril 1667*, Paris 1776, p. 334.

(2) Cf. Rodier, *op. cit.*, p. 173.

vertu d'un compulsoire faisaient seuls pleine foi en justice. En pratique, cependant, on s'en tenait aux extraits délivrés par les greffiers. Les premiers faisaient foi en justice jusqu'à inscription de faux ; les deuxième, seulement jusqu'à simple dénégation de la partie adverse.

Postérieurement à l'ordonnance de 1667 de nombreux édits devaient intervenir pour rappeler encore les anciennes prescriptions et combler quelques lacunes. La plus importante de ces décisions fut la déclaration du 9 avril 1736 sur laquelle il nous faut insister quelque peu.

§ V. — La déclaration de 1736.

Due à l'initiative de d'Aguesseau, cette déclaration (1) forme le monument le plus complet sur la législation de l'état civil dans l'ancien droit. De nouveau elle consacre la publicité de l'état civil ; peut-être cependant la restreint-elle dans une certaine mesure. En effet, tandis que l'ordonnance de 1667, article 18, donne l'autorisation de compulser à « toutes personnes qui auront besoin », la déclaration (article 23) n'ouvre la procédure du compulsoire qu'à « toutes personnes qui auront droit de lever les actes ».

Il est vrai que, si nous en croyons Rodier, les deux

(1) Déclaration concernant la forme de tenir les registres des baptêmes, mariages, sépultures, vêtures, noviciats et professions et des extraits qui doivent en être délivrés. V. Isambert, t. XXI, p. 405.

formules reviennent au même, parce qu'on est en droit de lever les actes dès qu'on en a besoin (1). Mais tel n'est justement pas l'avis d'un autre commentateur, de Serpillon. Celui-ci, en effet, interprète les termes de la déclaration de 1736 dans un sens restrictif, et prétend que la procédure du compulsoire n'est ouverte qu'à ceux qui ont le droit de lever ces extraits ; parce que, dit-il, ce n'est pas assez d'avoir besoin d'un acte pour le pouvoir compulser, il faut avoir le droit de le faire et d'y forcer les dépositaires, soit parce qu'on a été partie dans l'acte ou que l'on représente l'une des parties, ou enfin par autorité de justice en vertu d'un compulsoire du juge royal (2).

Mais la réforme capitale fut l'institution du double registre substitué au système de l'unique original et de la copie établi par l'ordonnance de 1667. Désormais les actes durent être inscrits sur deux registres et signés, l'un et l'autre, par les parties. Il y eut ainsi deux originaux dont le greffier et le curé purent délivrer des extraits (3).

Au premier abord, du reste, cette dénomination d'extrait pourrait sembler impropre ; elle éveille l'idée de

(1) V. Rodier, *op. cit.*, p. 306.

(2) V. Serpillon, *Code civil ou commentaire sur l'ordonnance du mois d'avril 1667*, Paris, 1776, p. 334.

(3) La taxe que le détenteur du registre avait été autorisé à percevoir par l'ordonnance de 1667 est quelque peu modifiée par l'article 49 de la déclaration de 1736. A l'avenir, les dépositaires des registres des paroisses établies dans les villes où il y a parlement, évêché ou siège présidial, pourront réclamer « dix sols » ; pour les extraits des registres des paroisses des autres villes « huit sols » au lieu de cinq qui leur étaient dus auparavant ; enfin, pour les extraits des registres des paroisses des bourgs et villages, « cinq

résumé, or l'extrait n'est pas un résumé, c'est la copie intégrale de l'acte. L'expression s'explique pourtant et voici comment. C'est que les rédacteurs des ordonnances, qui ont introduit cette qualification dans la terminologie juridique, songeaient, en en faisant usage, aux registres eux-mêmes, dont chaque acte n'était qu'une partie, *extraite* du registre total. Ces extraits délivrés soit par les curés, soit par les greffiers, devaient être signés par eux et contenir en outre la date de la délivrance de l'extrait avec la mention du prix payé par le requérant.

A partir de la déclaration de 1736, le dépôt des registres au greffe se fit d'une façon à peu près régulière, et l'on peut constater dans leur tenue générale de sérieuses améliorations. Cependant, bien que les curés

sols » comme précédemment. Dans ces droits était compris le papier timbré. En outre, défense était faite d'exiger ni recevoir plus grande somme à peine de concussion.

Ces prescriptions ne furent pas toujours exactement suivies. Serpillon (*op. cit.*, p. 332, note) se fait l'écho de plaintes de ceux qui ont à demander des extraits : « Malgré des défenses aussi précises, il se trouve des curés avides et rebelles à l'autorité du Prince, qui exigent le double, et d'autres le triple de la rétribution qui leur est fixée par cette article qui les menace d'être poursuivis comme concussionnaires. Ils sont si désobéissants, que, quoique le roi leur ordonne de fournir le papier timbré, ils ont souvent la dureté d'envoyer un pauvre paroissien ou autre, à la ville, éloignée quelquefois de trois ou quatre lieues, pour aller chercher un quart de papier d'un sol, tandis qu'il est compris dans les droits qui leur sont attribués. C'est une concussion que les officiers des baillages doivent réprimer avec sévérité. Les procureurs du Roi et les lieutenants-criminels surtout doivent y veiller et procéder extraordinairement contre les coupables, surtout lorsque les curés refusent de mettre leur reçus au bas de leurs extraits, refus qui prouve clairement qu'ils sentent leur faute puisqu'ils craignent de donner des preuves par écrit de ce qui leur a été payé. »

ne dussent y insérer que les seuls actes prévus par les ordonnances, avec les diverses mentions requises, certains continuèrent à y faire figurer leurs observations et impressions personnelles. Deux déclarations subséquentes, l'une du 12 mai 1782 et l'autre du 20 juillet 1787, vinrent leur en faire à nouveau la défense.

Une déclaration de 1737 s'occupa aussi pour la première fois des rectifications à apporter aux actes de l'état civil. Pendant longtemps les rectifications avaient été faites par les curés de leur propre autorité, mais au XVIII^e siècle l'opinion s'était établie que seuls les tribunaux civils avaient pouvoir de les ordonner. La déclaration de 1737, sans s'expliquer d'ailleurs sur cet usage, décide que les rectifications seront faites par une mention sur les deux registres en marge des actes réformés.

Telle fut l'organisation de l'état civil jusqu'en 1792. Et toutefois, tous les développements que nous venons de fournir ne peuvent en donner une idée complète. C'est qu'en effet toute cette réglementation dut être abandonnée, ou mieux modifiée à l'égard de toute une catégorie de personnes : les non catholiques. Examinons brièvement comment l'état civil fut organisé à leur égard.

§ VI. — L'état civil des non catholiques.

Tel que nous l'avons étudié d'après les différentes ordonnances, l'état civil nous apparaît intimement lié à l'état religieux des individus, puisque les registres

étaient tenus par le curé dans chaque paroisse. Or, rien de plus acceptable jusqu'à un certain point pour les catholiques ; mais pour les non catholiques, la situation, on le conçoit, était tout autre, et ces non catholiques étaient assez nombreux. En effet, une scission importante s'était produite dans l'Église au XVI^e siècle. Des villes entières, particulièrement dans l'Est, avaient repoussé l'autorité du Pape et accepté le principe du libre examen prêché par les chefs de la réforme. Ce qui en résultait au point de vue qui nous occupe, c'était pour les non catholiques une situation vraiment inacceptable. Point de constatation pour eux de leur état civil, et par conséquent point de preuve pour établir cet état, le cas échéant, s'ils ne s'adressaient aux curés dont ils reprouvaient la religion. Ils étaient ainsi placés dans la dure alternative d'être privés d'état, ou d'abjurer leurs croyances. La violation de la liberté de conscience était manifeste, et le besoin se faisait sentir chaque jour davantage d'une organisation spéciale pour ces non catholiques.

L'amélioration d'un état de choses aussi regrettable fut réalisée par l'Édit de Nantes. En même temps qu'il autorisait le libre et public exercice de la religion protestante, le roi permettait aux pasteurs de tenir registres des baptêmes, sépultures et mariages des fidèles de leur religion. Et la jurisprudence accorda aux mariages contractés devant les pasteurs les effets civils reconnus aux mariages catholiques.

Mais peu à peu des mesures restrictives vinrent enlever aux pasteurs les droits qui leur avaient été si libéralement reconnus. En 1685 le roi feignant de croire qu'il n'existait plus de protestants en France, sauf

quelques factieux, révoqua l'Édit de Nantes et édicta les peines les plus sévères contre les pasteurs qui se livreraient à l'avenir aux cérémonies de leur culte. L'histoire a flétri après les philosophes cet acte d'incompréhensible intolérance qui n'eut pas seulement pour résultat de persécuter des gens uniquement pour être restés fidèles à leur foi, mais encore de causer au pays un préjudice matériel et moral considérable par l'émigration de nombreuses familles qui furent à l'étranger porter leur fortune et les secrets de notre industrie.

Au point de vue qui nous occupe, c'était le retour à la situation antérieure ; de nouveau les protestants qui voulurent faire constater leur état civil durent s'adresser au curé catholique. Il est vrai que l'Édit de 1685 autorisait les déclarations de décès au juge du lieu, lequel devait en faire mention sur un registre particulier ; il est vrai aussi qu'un autre édit du 9 avril 1736 (art. 13) vint lui faire obligation de donner la date précise du décès dans une ordonnance relevée sur un registre tenu au greffe et dont les intéressés pouvaient obtenir des extraits. Mais c'était là une mesure n'ayant qu'une portée limitée, visant spécialement et uniquement les décès et n'ayant trait ni aux naissances ni aux mariages (1).

L'édit de Louis XVI du 23 novembre 1787, rendu sous l'inspiration de Malesherbes (2), vint mettre fin

(1) Cf. Beaune, *Condition des personnes*, p. 369, et *Déclaration de 1736*, art. 13 (Isambert, t. XXI, p. 405).

(2) V. Isambert, t. XXVIII, p. 472. — Cf. Beauchet, *Étude historique sur les formes de la célébration du mariage dans l'ancien droit français* (*Nouv. Rev. hist. de dr.*, 1882, p. 676). Bien

à ce fâcheux régime. Les non catholiques furent désormais autorisés à faire constater tous les fait concernant leur état soit par les curés, soit par les officiers de justice de leur domicile. Les curés n'avaient alors à donner aucune bénédiction, à n'administrer aucun sacrement, ils devaient se borner à recevoir les déclarations des comparants et à en faire mention sur leurs registres. L'Édit de 1787 s'appliquait d'ailleurs aux Juifs comme aux protestants. On peut dire qu'il constitue le premier pas décisif fait par le pouvoir civil, vers l'institution du mariage civil et d'une façon plus générale de l'état civil des individus. C'est cette idée d'indépendance du pouvoir civil à l'égard du pouvoir religieux que va développer le droit intermédiaire. Mais avant d'y arriver, un complément aux développements qui précèdent s'impose; c'est l'étude des moyens de publicité de l'état des personnes à l'égard des autres actes que les naissances, mariages et décès.

§ VII. — Des actes intéressant l'état des personnes, autres que les naissances, mariages et décès.

Pour constituer les trois faits fondamentaux de la vie civile, les naissances, les mariages et les décès ne sont point les seuls, nous le savons, auxquels une législation quelconque doive assurer la publicité. L'état, la capa-

que cet édit soit postérieur de onze années au départ de Malesherbes, l'influence de celui-ci sur la réforme est certaine. V. J. Hüe, ancien valet de chambre du Dauphin : *Dernières années du règne et de la vie de Louis XVI*, 3^e édit. Paris 1860, p. 425 et s.

cité peuvent subir nombre d'autres modifications ; l'état de femme séparée de corps ou de biens, les modifications apportées par son contrat de mariage au régime de droit commun, l'interdiction, l'émancipation, etc. sont aussi des faits dont il importe que les tiers puissent au besoin avoir connaissance. Notre ancien droit avait-il à leur égard organisé une publicité quelconque, et quels étaient les procédés de cette publicité ?

Il faut reconnaître que ces procédés étaient très imparfaits. C'est ainsi, par exemple, qu'en ce qui concerne les conventions matrimoniales, les tiers ne pouvaient en être prévenus que dans certains cas. En effet, l'ordonnance de 1673 visait seulement les marchands et les banquiers en décidant que dans les lieux où la communauté de biens entre homme et femme était de coutume, les *clauses des contrats de mariage* de ces *personnes* qui viendraient à y déroger seraient publiées soit à l'audience de la juridiction consulaire soit dans l'assemblée de l'Hôtel de ville et qu'elles seraient insérées dans un tableau exposé en lieu public. Le tout était prescrit à peine de nullité « c'est-à-dire, explique Pothier, que la femme, faute d'avoir satisfait à cette formalité, ne pourra opposer sa séparation, ni obtenir la récréance de ses meubles, qui auraient été saisis par les créanciers de son mari comme appartenant au mari » (1). Mais, ajoute le jurisconsulte d'Orléans : « La formalité du tableau ne s'observe plus ici ; je ne sais si elle s'observe dans d'autres villes. »

Notre ancien droit ne connaissait point le *divorce*. En principe, le mariage y était indissoluble. Toutefois

(1) Pothier, *Traité de la communauté*, part. III, ch. I, n° 517.

il existait une institution voisine du divorce, la *séparation d'habitation*. « La séparation d'habitation, dit Pothier, est la décharge qui, pour de justes causes, est accordée par le juge à l'un des conjoints par mariage, de l'obligation d'habiter avec l'autre conjoint et de lui rendre le devoir conjugal, sans rompre néanmoins le lien de leur mariage (1). » Prononcée contre le mari, la séparation d'habitation emporte avec elle séparation de biens ; la femme reste à certains égards, il est vrai, soumise à la puissance maritale, par exemple en ce qui concerne l'autorisation nécessaire pour vendre ses biens, mais, à beaucoup d'autres elle en est affranchie, et spécialement il lui est loisible de faire seule les actes d'administration de son patrimoine. Prononcée contre la femme, la séparation lui fait perdre tous ces droits (2).

L'ancien droit autorisait également la femme à demander en dehors de toute séparation d'habitation la *séparation de biens* (3). Mais les séparations prononcées par le juge ne pouvaient avoir d'effet qu'autant qu'elles avaient été suivies de certaines mesures de publicité. « La coutume ordonne en premier lieu, écrit Pothier, que la sentence sera publiée en jugement, à jour ordinaire, le juge séant.... Cette publication est requise pour la publicité de la sentence, étant neces-

(1) V. sur les causes, la procédure, les effets de la séparation d'habitation demandée soit par la femme soit même par le mari : Pothier, *Traité du contrat de mariage*, part. VI, chap. III, n° 506 et s.

(2) V. Pothier, *op. et loc. cit.*, n° 525 et s.

(3) V. sur le système de l'ancien droit en ce qui concerne la séparation de biens : Pothier, *Traité de la communauté*, part. III, chap. I, art. 2, nos 510 et s.

saire que le public soit instruit de ces séparations et qu'il sache que le mari n'a plus le droit de disposer des revenus des biens de sa femme, et que la femme est en état de contracter pour l'administration de ses biens, sans avoir besoin d'autorisation. » Toutefois, la publicité n'est exigée que dans le cas où la sentence de séparation a été rendue « en procès par écrit, sur un appointement à mettre. Si la sentence avait été rendue à l'audience, sur la plaidoirie des avocats ou procureurs, il ne serait pas besoin d'une autre publication ». Au surplus, les sentences de séparation recevaient parfois une publicité d'une autre forme.

S'agissait-il par exemple d'une séparation concernant une femme de marchand ou d'un banquier ? L'ordonnance de 1673 (tit. 8) prescrivait la publication de la sentence soit à l'audience de la juridiction consulaire, soit à l'assemblée de l'Hôtel-de-Ville, et en outre, l'insertion de cette même sentence dans un tableau exposé en lieu public. Et de même un règlement pour le bailage d'Orléans avait ordonné que les sentences de séparation seraient publiées au prône et dans les marchés « à cri public aux jours et heures des marchés », et qu'elles seraient signifiées au syndic des notaires. Le même règlement ordonnait de placer dans l'auditoire un tableau dans lequel il y aurait une note de toutes les sentences de séparation, note qui contiendrait la date et les noms, demeures et qualités des parties ; mais, dit Pothier, il y a longtemps que cela ne s'observe plus.

La séparation soit de biens soit d'habitation pouvait s'effacer par le consentement des époux, par la réconciliation, mais de nouvelles formalités de publicité

étaient alors nécessaires. — Non point toutefois dans le cas de séparation d'habitation. Dans ce cas, en effet, le seul fait du retour de la femme dans la maison du mari, par son caractère public et notoire, suffisait pour détruire vis-à-vis de quiconque l'effet de la sentence de séparation. Et le retour de la femme dans la maison de son mari, en détruisant la séparation d'habitation, détruisait aussi du même coup la séparation de biens qui n'en était que l'accessoire (1).

Dans le cas d'une sentence de simple séparation de biens, le rétablissement de la communauté n'étant pas, comme le fait du retour de la femme chez le mari, un fait suffisamment public par lui seul, devait être constaté par acte devant notaire ou par déclaration au greffe. C'était l'avis de Lebrun qui exigeait même que l'acte de rétablissement de société soit passé au greffe où la sentence de séparation avait été rendue, ou que si l'acte avait été passé devant notaire, cet acte soit enregistré audit greffe (2). Et cette opinion est également

(1) A moins cependant que la femme n'ait protesté par un acte devant notaire, qu'en retournant avec son mari, elle n'entendait se départir que de la séparation d'habitation et non de la séparation de biens. « Je crois en effet, dit Pothier, qu'il est de l'intérêt public de permettre cette espèce de protestation ; sans quoi, une femme qui croit n'avoir plus rien à craindre des mauvais traitements de son mari, dont l'âge a adouci le caractère, mais qui n'a pas la même confiance dans la conduite de son mari pour la sûreté de sa dot, pourrait être détournée de retourner avec son mari, si son retour faisait nécessairement cesser la séparation de biens ». *Traité de la communauté*, n° 523 *in fine*.

(2) V. Lebrun, *Traité de la communauté*, liv. III, chap. I, n° 25. — Toutefois l'opinion de Lebrun est contredite par son annotateur qui argumente de l'art. 199 de la coutume d'Orléans, et prétend qu'un arrêt du 16 mai 1705 rapporté par Brillon, a déclaré

défendue par Pothier. Pour lui aussi, dans ce cas, le rétablissement de la communauté doit être constaté par un acte authentique, « 1^o cela évite les procès auxquels donneraient lieu les questions sur la suffisance ou l'insuffisance des faits qui seraient allégués pour établir le rétablissement de la communauté ; 2^o ce rétablissement devant être connu du public, et surtout de tous ceux qui peuvent avoir des affaires avec l'un ou avec l'autre des conjoints, il doit être établi par des actes authentiques, et on ne doit pas le faire dépendre d'indices équivoques et incertains (1) ».

Notre ancien droit ne nous a pas laissé de théorie générale sur l'*interdiction*. Nous savons cependant que l'incapacité pouvait résulter, soit en fait de l'état de folie, soit en droit d'une sentence judiciaire d'interdiction.

Les anciens auteurs distinguaient deux genres de folie : la folie naturelle qui dure jusqu'à la mort et la forsennerie qui survient dans le cours de l'existence et peut présenter des intervalles lucides. Les mesures prises à l'égard de ces malades, selon Beaumanoir, avaient pour but plus spécialement de protéger les tiers que de les protéger eux-mêmes. Aussi ces mesures ne s'appliquaient-elles que dans certaines circonstances ; par exemple, en cas de procès, on leur nommait un défenseur pour les représenter en justice afin que l'instance fut liée sérieusement et contradictoirement (2). Le fou, du reste, n'était pas un interdit. C'est cette idée

qu'aucun acte semblable n'était nécessaire. Mais ce n'était point ainsi que la coutume était comprise. V. du reste les éléments de la controverse dans Pothier, *Traité de la communauté*, n^o 526.

(1) Pothier, *op. et loc. cit.*

(2) V. Beaumanoir, *Coutume de Beauvoisis*, ch. III, n^o 181.

que nous retrouvons exprimée de la manière suivante dans un ancien coutumier : « Se aucun forsenez il ne pert pas por ce sa dignité, ains li remaint sa chose (1). »

En ce qui concerne plus spécialement l'interdiction dans notre ancien droit, elle pouvait être prononcée à deux degrés : ou bien elle était générale et absolue, régie par les règles romaines, ou bien elle visait seulement certains faits de la vie civile qu'il était juste et opportun de défendre à certaines personnes selon leur tempérament spécial, en réduisant ainsi leur capacité (2). Dans l'un et l'autre cas, elle devait être prononcée par le magistrat.

A l'origine, au moins, l'interdiction ne recevait aucune publicité, malgré les conséquences fâcheuses qui pouvaient en résulter pour les tiers. On avait pensé que l'état dans lequel se trouvait l'interdit se révélait suffisamment par lui-même. Mais cet état de choses ne pouvait durer. Une ordonnance de 1529 ordonna l'affichage des sentences d'interdiction dans les greffes des juridictions ordinaires et leur publication sous peine de

(1) V. *Le livre de jostice et plet*. — *Droit des personnes*, L. I, t. VIII.

(2) Voici du reste comment s'exprime à ce sujet Cochin, avocat au Parlement de Paris en 1730 : « De là sont nées ces différentes précautions que la loi prend contre des majeurs pour empêcher qu'ils ne dissipent leurs biens lorsqu'ils paraissent incapables de les conserver. Ceux-ci sont absolument interdits de toute disposition ; ceux-là ne le sont que par rapport à l'aliénation des fonds. D'autres reçoivent un simple conseil, sans l'avis duquel ils ne peuvent contracter. Il y en a même qui ne sont gênés que dans un seul genre d'action, par exemple, à qui on défend d'entreprendre aucun procès sans l'avis par écrit d'un avocat qui leur est nommé. » Cf. Bourgeois, *De l'Interdiction judiciaire*, Paris, 1897, p. 46 et suiv.

nullité au regard de ces mêmes tiers. L'usage s'était même introduit à Paris, suivant en cela la jurisprudence du Chatelet, de notifier la sentence aux 120 notaires de Paris. En dehors de l'enceinte il suffisait, d'après un arrêt du Parlement, de la notifier au doyen des notaires du domicile de l'interdit. — Cette interdiction pouvait du reste être levée après enquête par le juge compétent pour la prononcer.

Ainsi, nous devons constater une fois de plus dans notre ancien droit l'insuffisance de la publicité et le défaut d'unité des différents systèmes. Cela tient à l'évolution même des idées et des besoins juridiques. Nos anciens législateurs ont pourvu à la publicité sans procéder d'après une vue d'ensemble ; mais leurs travaux ne doivent pas pour cela être négligés car ils ont ainsi préparé les voies aux législateurs de la période suivante, période dont nous allons maintenant aborder l'étude.

SECTION IV

LE DROIT INTERMÉDIAIRE.

Comprenant toute l'utilité que pouvait avoir la généralisation de la réforme accomplie par Louis XVI, la Constituante émit le vœu que les mesures prises en faveur des non catholiques, soient étendues à tous les Français sans distinction de religion. C'était une conséquence nécessaire de la proclamation de la liberté des

cultes, car les particuliers ne pouvaient plus être tenus d'avoir recours pour la constatation des faits intéressant leur état civil au ministre d'une religion quelconque. Le principe en fut posé par l'Assemblée à l'égard du mariage dans la Constitution des 3-14 septembre 1791 : « La loi, porte l'article 7 du titre II, ne considère le mariage que comme contrat civil ; le pouvoir civil établira pour tous les habitants, sans distinction, le mode par lequel les naissances, mariages et décès seront constatés, et il désignera les officiers publics qui recevront et conserveront ces actes (1). » Mais les événements ne laissèrent point à la Constituante d'autre temps que celui de poser le principe. Ce fut la Législative qui par un décret des 20-25 septembre 1792 (2) réalisa la promesse.

Le mariage civil était définitivement reconnu et sanctionné par la loi et la tenue des registres confiés à des officiers de l'état civil choisis parmi ses membres par le Conseil général de la commune (3).

Pour mieux habituer les esprits à cette forme nouvelle du mariage on s'efforça de l'entourer de solennités particulières (4). On ne craignit même pas, pour lui donner plus d'éclat, d'en entraver la liberté. C'est ainsi que sui-

(1) V. Constitution des 3-14 septembre 1791, Duvergier, t. III, p. 277.

(2) Décret des 20-25 septembre 1792, Duvergier, t. IV, p. 562.

(3) Le conseil municipal de la commune créé par le décret des 20-25 septembre 1792, pouvait s'adjoindre, en effet, pour les affaires graves où il le jugeait bon, les notables du pays ; il constituait alors le conseil général de la commune auquel incombait le soin de choisir dans son sein les officiers de l'état civil.

(4) Mais ces solennités officielles n'avaient pu remplacer la ma-

vant une loi du 13 fructidor de l'an VI le mariage dût être célébré, non plus dans la commune et par l'officier de l'état civil du domicile de l'un des époux, mais au chef-lieu de canton par le président de la municipalité du canton, créé par la Constitution de l'an III, et seulement le décadi, jour de repos et de fête civique. En outre, le mariage n'était plus comme l'avait prescrit encore l'édit de 1787 (art. 14 et 16), *déclaré* devant l'officier de l'état civil, mais *célébré* par lui. Un décret du 27 vendémiaire de l'an II avait déjà consacré ce nouveau système.

La loi du 28 pluviôse, an VIII, qui modifia l'admi-

gnifcence et l'autorité des cérémonies religieuses. La Reveillère-Lepeaux nous a laissé le récit d'un mariage civil à Paris, dans ses *Réflexions sur le culte, les cérémonies civiles et les fêtes nationales* (Paris, an V), pp. 23 et s. : « Je n'ai assisté, écrit-il, qu'une seule fois à un mariage dans la commune de Paris ; je n'ai de ma vie rien vu qui m'ait choqué à ce point. L'avenue de la salle où se tenait l'officier public était obstruée de mille grossiers personnages, dont les dégoutants propos et les gestes cyniques blessaient les hommes les moins délicats. Figurez-vous ensuite, une salle sans propreté, sans décoration, où tout était entassé pêle-mêle et sans ordre sur des bancs de taverne, mariés, mariées et témoins (je ne dis pas parents, car les jeunes époux, qui étaient en assez grand nombre, n'en avaient ni les uns ni les autres), un officier public en cheveux roulés et en chétive redingote du matin, une grande vilaine statue de l'Hymen, ayant en main deux vieilles couronnes de fleurs d'Italie toute décoloriées, quelques scribes pour tenir les registres, tout cela monté sur une antique estrade d'un vieux bois enfumé, un appel de chaque couple, la prononciation en quatre mots de je ne sais quelle formule, la signature des époux et des témoins au bas de l'acte, et voilà vingt, trente mariages terminés... Point de cérémonies, point de discours, point de chants, point d'emblème, point de réunion des deux familles et des amis..... »

nistration municipale, confia les fonctions d'officier d'état civil aux maires et aux adjoints.

C'était, cette fois, complètement et définitivement la sécularisation de l'état civil (1). Conformément au décret de 1792 les doubles des registres devaient être déposés au district et aux archives du département et tout le monde pouvait se faire délivrer des extraits de ces actes. La naissance devait être déclarée par le père ou le propriétaire de la maison où l'accouchement avait eu lieu, et l'enfant présenté à l'officier public. — Le mariage était publié à la mairie, huit jours avant sa célébration. — Les décès devaient être déclarés par les deux plus proches parents ou voisins dans les vingt-quatre heures. L'officier public se transportait dans les vingt-quatre heures au domicile du défunt pour s'assurer du décès et en dresser un acte.

La Législative compléta son œuvre en ordonnant la confection de tables annuelles et décennales destinées à faciliter les recherches (2).

Le mariage n'étant plus, légalement, qu'un contrat civil, le législateur de la Révolution en tira la conséquence logique en admettant le divorce (3), et même, il faut bien le reconnaître, en l'admettant dans des conditions qui le rendaient facile à l'excès. Le divorce en effet, était rendu possible non seulement pour motifs déterminés (démence d'un époux, absence depuis cinq

(1) Une dernière tentative faite en 1816 pour rendre au clergé la tenue des actes de l'état civil ne réussit pas. Une telle proposition ne saurait à cette heure trouver de sérieux défenseurs.

(2) V. Décret qui détermine le mode de constater l'état civil des citoyens, 20-23 sept. 1792, t. II, art. 8, 13, Duvergier, t. IV, p. 563.

(3) V. Décret du 20 septembre 1792 : Duvergier, t. IV, p. 557.

ans, adultère, dérèglement notoire des mœurs, etc.), mais encore par consentement mutuel et pour simple incompatibilité d'humeur. Le divorce était du reste toujours soumis à une publicité identique au fond à celle du mariage lui-même. Était-il demandé d'accord par les deux époux, l'un et l'autre devaient comparaître en présence de six parents ou amis qui procédaient à une tentative de conciliation. Si la tentative échouait, les époux pouvaient, un mois après, se présenter devant l'officier de l'état civil. Sur le vu de l'acte de non-conciliation, cet officier devait en la même forme que celle de l'acte de mariage, rédiger un acte de divorce. De même dans le cas d'incompatibilité d'humeur, les époux étaient convoqués à trois reprises différentes devant six parents ou amis, après quoi l'acte de divorce pouvait être dressé. Enfin si les parties étaient munies d'un jugement de divorce, sa seule présentation à l'officier de l'état civil suffisait ; le divorce était immédiatement prononcé. — Un tel système, s'il était désastreux au point de vue des facilités excessives accordées au divorce, n'en était donc pas moins entouré d'une publicité véritable.

CHAPITRE II

LE DROIT MODERNE.

Le besoin de moyens légaux et vraiment sérieux de publicité en matière d'état et de capacité qui déjà se faisait sentir, comme nous l'avons vu, dans notre ancien droit, devient chaque jour dans le droit moderne de plus en plus intense. Les modifications survenues dans l'état politique et économique d'une société ont ici, comme en tant d'autres matières, leur répercussion, et déjà la législation du Code civil se ressent de cette influence. Il serait évidemment inexact de prétendre y trouver, en ce qui concerne l'état et la capacité des personnes, un système, une conception générale de la publicité, mais à défaut de cette vue synthétique, et bien qu'il aboutisse à des dispositions isolées, multiples, diverses, suivant les institutions à régir, le souci du législateur d'assurer aux tiers intéressés la connaissance des principaux faits susceptibles de modifier la capacité des individus, ce souci n'en apparaît pas moins très certain et à maintes reprises.

Mais, pour relativement perfectionnés qu'ils fussent, les procédés organisés par le législateur de 1804 devaient fatalement un jour ou l'autre se révéler insuffisants. Aussi, depuis lors, de multiples modifications y ont-elles été apportées. Les lois se sont multipliées

au fur et à mesure des besoins, et ce sont là autant d'étapes vers une publicité plus parfaite de l'état des personnes. Comment, d'une façon générale bien entendu, ou tout au moins en nous tenant aux grandes lignes de son œuvre, le législateur du Code civil avait-il assuré cette publicité ? Quelles modifications y ont apportées les lois postérieures. Voilà ce qu'il nous faut maintenant examiner et nous le ferons dans deux sections successives. Mais dans ces deux sections nous ne pourrons envisager que les faits de la vie civile survenus dans les conditions ordinaires et normales. — Or ce n'est point toujours dans ces conditions que ces faits se produisent, et le législateur a dû prévoir leur survéance dans des circonstances anormales exceptionnelles. Spécialement, et pour ne rien dire de plus dès l'abord, on conçoit les différents faits dont nous avons parlé et particulièrement les naissances, mariages et décès se produisant à l'étranger. La situation est intéressante et mérite d'attirer notre attention. Nous ferons de cette matière plus spéciale l'objet d'une mention ultérieure.

SECTION PREMIÈRE

LE CODE CIVIL.

Si nous envisageons les trois faits de la naissance, du mariage et du décès, constatés jusque là dans les actes de l'état civil, nous voyons les rédacteurs du Code

suivre les principes dégagés par le législateur de l'époque intermédiaire. Égalité des croyances religieuses devant la loi, par suite séparation du pouvoir civil du pouvoir religieux, telle est la notion dominante et capitale de l'organisation moderne de l'état civil. La tenue des registres de l'état civil est confiée à des fonctionnaires laïques et pour que la conservation des registres soit assurée contre les causes possibles de perte, de destruction, de falsification, les actes sont inscrits dans chaque commune sur un ou plusieurs registres *tenus doubles* (Code civil, art. 40) (1). A la fin de chaque année le registre est clos et arrêté par l'officier de l'état civil et, dans le mois, l'un des doubles est déposé aux archives de la commune, l'autre au greffe du tribunal de première instance.

Aux registres de l'état civil ainsi organisés et tenus, le législateur donne la plus large publicité. Si, en effet, le registre lui-même n'est pas à la disposition du public, la publicité est pleinement assurée par l'obligation où sont, soit l'officier de l'état civil, soit le greffier du tribunal d'en délivrer les extraits qui leur sont demandés. — « Toute personne, dit en effet l'article 43 du Code civil, pourra se faire délivrer par les dépositaires des registres de l'état civil, des extraits de ces registres. Les extraits délivrés conformes aux registres et légalisés par le président du tribunal de première instance ou par le juge qui le remplacera, feront foi jusqu'à inscription de faux. » Au surplus, la personne qui demande ces extraits n'est pas tenue de justifier d'un intérêt, pas plus du reste qu'elle n'est tenue de faire

(1) Jg. les dispositions des art. 41 et 42.

connaître son identité ou sa nationalité. Il lui suffit pour les obtenir d'acquitter le droit fixé par la loi. Et ce principe de large publicité est de nouveau consacré par l'article 853 du Code de procédure d'après lequel les dépositaires qui auront refusé de délivrer les extraits demandés seront condamnés à des dommages et intérêts envers la partie plaignante.

Ces deux articles ne nous parlent que d'extraits. C'est qu'en effet, suivant en cela les traditions de l'ancien droit, la communication des registres eux-mêmes n'est point autorisée, si ce n'est en justice. En dehors de ce cas, les recherches demandées doivent être faites non par la partie intéressée, mais par l'officier de l'état civil lui-même.

Le but est évident, c'est un but de conservation, on n'a point voulu que les registres puissent être remis en des mains inexpérimentées. En est-il cependant toujours ainsi dans la pratique ? Il est permis d'en douter. Assurément parmi les personnes qui se présentent aux mairies ou aux greffes, beaucoup n'ont besoin que d'un acte déterminé dont elles demandent un extrait dans les formes légales. Ces personnes s'adressent alors à l'officier de l'état civil ou au secrétaire de la mairie, au greffier du tribunal ou à un commis-greffier ; elles n'ont aucun intérêt et ne songent même pas à faire elles-mêmes cette recherche. Mais la situation change, si le réclamant se présente dans le but de reconstituer une partie plus ou moins grande d'une filiation. Dans l'état de la législation actuelle, en effet, la reconstitution d'une généalogie est pleine de difficultés et pour la raison que l'acte de naissance d'un individu ne mentionne point le lieu de naissance de ses parents ; et pour cette raison

encore, sur laquelle nous aurons à revenir, que les héritiers peuvent ignorer souvent le décès de leur auteur, en tout cas le lieu où s'est produit ce décès. Pour toute ces raisons, les recherches réclamées seront en fait difficiles et longues. Et il arrivera fatalement, en pratique, que la personne préposée aux actes de l'état civil préférera sans doute autoriser le requérant à faire lui-même la recherche, et c'est ce qui, du reste, arrive généralement. En résulte-t-il pour les registres un grand dommage ? Nous ne le croyons pas, et nous serions pour notre part très disposés à admettre la publicité par voie de communication des registres eux-mêmes de l'état civil, sous la réserve toutefois, mais elle va de soi, que ceux qui en prendraient connaissance seraient responsables de toutes dégradations, et passibles, le cas échéant, des mêmes pénalités que ceux qui ont la garde des registres.

Quoiqu'il en soit, puisque la publicité se fait normalement et légalement par extrait, quelle est la nature de cette extrait ? L'extrait n'est pas comme son nom pourrait le faire croire au premier abord — nous en avons déjà fait la remarque — un résumé de l'acte de l'état civil, il en est une copie intégrale, seulement ce nom lui est donné parce que l'acte dont il est délivré copie est extrait du registre. Les officiers de l'état civil et les greffiers des tribunaux de première instance ont concurremment le droit de délivrer les extraits des actes dont ils ont la garde. Cependant, s'il s'agit d'un acte de l'année courante, le requérant doit évidemment s'adresser à l'officier de l'état civil puisque le double des registres est encore entre ses mains.

Durant les premiers temps qui suivirent la promul-

gation du Code, quelques hésitations se produisirent en ce qui concerne les personnes compétentes pour délivrer les extraits. C'est ainsi que certains secrétaires de mairie, se considérant comme dépositaires des registres, délivrèrent des extraits. Ces extraits furent déclarés valables pour le passé (1). mais un avis du Conseil d'Etat du 2 juillet 1807, condamna cette pratique pour l'avenir. — Après la reproduction intégrale de l'acte, le dépositaire qui délivre l'extrait doit certifier que cet extrait est bien conforme à l'original. C'est ce qu'exprime l'article 45 lorsqu'il parle d'extraits délivrés conformes à l'original. Cette conformité doit, non seulement exister en réalité, mais encore être attestée en termes exprès par celui qui délivre l'extrait. Enfin cette attestation doit être accompagnée de la signature du dépositaire et par surcroît de précautions, la loi exige encore que cette signature soit légalisée.

La légalisation consiste dans l'attestation donnée par l'autorité compétente que la signature n'est pas fausse. C'est là son premier objet. Si cette formalité devait être accomplie suivant le vœu de la loi, il faudrait assurément exiger que la personne chargée de légaliser la signature ait sous les yeux des pièces de comparaison, qu'elle possède même par surcroît des connaissances graphologiques. Il en va beaucoup plus simplement dans la pratique, et la légalisation de la signature est accordée aujourd'hui, presque sans examen (2). La légalisation a également pour objet d'attester que l'ex-

(1) *Error communis facit jus.*

(2) Il est vrai que les fausses signatures sont rares et que le faussaire s'expose à être condamné pour faux en écriture publique. aux peines les plus sévères. V. C. pén., art. 145.

trait a bien été délivré par la personne compétente. Sous l'empire du Code, cette légalisation ne pouvant être faite que par le président du tribunal civil de l'arrondissement, ou le juge en tenant lieu, le contrôle de cette seconde obligation était rendu aussi illusoire que celui de la première. Mais il est devenu plus efficace depuis la loi du 8 mai 1861 qui autorise les juges de paix à légaliser les signatures des officiers d'état civil de leur canton (1).

Une dernière disposition introduite par la loi du 17 août 1897 ordonne que les extraits « porteront en toutes lettres la date de leur délivrance ». La prescription a pour but de prévenir les cas de bigamie. Elle fait partie de la même loi que nous retrouverons plus tard et qui, ordonnant de mentionner le mariage en marge de l'acte de naissance, exige aussi et en conséquence, que l'acte de naissance présenté à l'officier d'état civil lors de la célébration du mariage ne soit pas délivré depuis plus de trois mois (2).

L'extrait conforme au registre fait foi jusqu'à inscription de faux (3).

(1) Toutefois, dans l'état actuel, le président du tribunal, ou le juge délégué par lui exercent concurremment avec les juges de paix de l'arrondissement le droit de légaliser les signatures des officiers d'état civil. Ils conservent même seuls ce droit à l'égard de celles des officiers d'état civil des cantons dépendant des juges de paix qui siègent au chef-lieu du ressort du tribunal.

(2) La publicité des actes de l'état-civil n'est pas gratuite, et celui qui demande un extrait est redevable d'un droit. V. décret du 12 juillet 1807 modifié en ce qui concerne le timbre par les lois du 28 avril 1816, art. 62 et 63 ; 2 juillet 1862, art. 17, et 23 août 1871. V. Code Rivièrè, à leur date.

(3) V. art. 43 C. civ. Il semblerait d'après les termes généraux

Au surplus, le législateur devait prévoir et a prévu en effet, l'inobservation des formalités qu'il édictait. L'officier de l'état civil peut commettre des erreurs, il peut aussi commettre des fraudes, quel doit être et quel est le remède ? Assurément l'officier de l'état civil ne saurait être juge des rectifications que ces erreurs ou ces fraudes peuvent nécessiter. Il s'agit de l'état des personnes, c'est à l'autorité judiciaire à statuer. Le jugement de rectification prononcé sera inscrit sur les registres de l'état civil aussitôt qu'il aura été remis à l'officier de l'état civil. Aucune rectification, aucun changement n'est fait sur l'acte réformé, mais le jugement de rectification est mentionné en marge de cet acte ; « l'acte ne sera plus délivré qu'avec les rectifications ordonnées, à peine de tous dommages-intérêts contre l'officier qui l'aurait délivré (1) ».

Tel est le procédé de publicité consacré par le Code civil à l'égard des trois faits ordinaires et primordiaux de la vie civile, la naissance, le mariage et le décès.

Ce ne sont point les seuls, nous le savons, qu'il importe aux tiers de connaître. Seulement à l'égard des autres, il faut bien dire que le législateur n'a point organisé leur publicité suivant un système, un plan gé-

de cet article que les registres et leurs extraits font foi jusqu'à inscription de faux de toutes les énonciations qu'ils contiennent indistinctement. Mais en réalité, l'inscription de faux ne peut viser que les énonciations qu'on ne peut prétendre fausses sans attaquer la véracité de l'officier d'état civil parlant en cette qualité. Quant aux autres énonciations, les unes font foi jusqu'à preuve contraire, les autres sont dénuées de toute autorité comme moyen de preuve.

(1) Cf. C. proc. civ., art. 857. C. civ., art. 104.

néral. Leur publicité résulte, comme nous l'avons dit, de mesures isolées et diverses. Aussi est-ce pour chacun de ces actes qu'il faut l'examiner. Cependant, tous ces actes peuvent se grouper en plusieurs catégories. Par exemple, les uns se rattachent à la naissance ; ce sont la reconnaissance d'enfant naturel, la légitimation, l'adoption, l'émancipation. Les autres se rattachent au mariage parcequ'ils sont la modification de l'état même des gens mariés : le divorce, la séparation de corps et de biens, la reconciliation ; aussi nous les réunirons dans un même paragraphe. Nous allons étudier successivement :

I. La naissance et faits similaires.

II. Le mariage et faits connexes.

III. Le décès.

IV. L'interdiction et la dation d'un conseil judiciaire, dont la publicité est organisée de la même façon par la loi.

Nous laissons de côté pour le moment, la question de la publicité en ce qui concerne les actes de la vie civile passés dans des circonstances anormales telles que celles prévues par les articles 93 à 99 (actes passés à l'étranger, en mer, etc.), qui feront l'objet d'une mention ultérieure ; et de même nous ne nous occupons point d'un certain nombre de faits intéressant l'état et la capacité des personnes tels que la déchéance de la puissance paternelle, la tutelle, la curatelle, les hypothèques légales, le commerce, la faillite, etc., dont nous parlerons en temps opportun.

§ 1^{er}. — Naissance. — Reconnaissance d'enfant naturel. —
Légitimation. — Adoption. — Emancipation.

L'acte de naissance, porte l'article 57 du Code civil, énoncera le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant, et les prénoms qui lui seront donnés, les prénoms, noms, profession et domicile des père et mère et ceux des témoins.

Ainsi sont constatées, et par suite rendues publiques — sans insister sur la question du sexe qui ne peut guère soulever de difficultés — deux choses importantes à connaître pour quiconque traitera avec l'individu donné, la date de naissance et la filiation de cet individu. Quoique, en effet, l'aspect physique d'une personne puisse suffire la plupart du temps à déterminer son âge, le doute peut naître cependant ; celui-là qui aura quelque soupçon sur l'âge, sur la majorité, et par suite la capacité de son cocontractant, pourra se faire délivrer un extrait de son acte de naissance et agir ensuite en connaissance de cause. — De même que celui-là qui se prétendra possesseur d'un droit successoral, prouvera facilement par le même moyen son existence ou sa conception à tel moment donné, ou encore les liens de parenté qui l'unissent au de cujus.

A ce double point de vue les mentions de l'acte de naissance sont satisfaisantes, et on n'aperçoit pas, d'une façon générale tout au moins, qu'il soit indispensable d'assurer par quelque procédé d'un nouveau genre, la publicité de l'état de minorité. Au premier abord, le reproche que l'on adresserait au législateur

serait plutôt d'avoir imposé à l'officier de l'état civil des indications inutiles : celle du *lieu* de la naissance, évidemment superflue, puisqu'aux termes de l'article 55 la naissance doit être déclarée justement à la mairie de la commune dans laquelle elle s'est produite ; celle de l'heure également, pour ceux du moins qui admettent que dans notre droit le délai de la majorité ne se compte plus par heures mais par jours (1).

Toutefois, il est permis de regretter l'absence de deux mentions dans l'acte de naissance : l'indication du lieu de naissance et celle de la nationalité des parents.

(1) Hâtons-nous du reste de dire que cette opinion est difficilement acceptable en face justement de cette exigence de l'art. 57. Si l'heure de la naissance doit être déclarée, c'est apparemment qu'elle a quelque utilité ; or quelle peut être cette utilité, sinon de déterminer le point exact à partir duquel il faudra compter pour fixer le moment de la majorité. A moins de dire, il est vrai, que le législateur a visé le cas de deux enfants jumeaux, et la constatation de la qualité d'ainé et de cadet, mais il faut reconnaître que de telles qualités n'ont guère d'importance aujourd'hui. On a pourtant objecté les dispositions des articles 2259 et 2260 aux termes desquels, 1^o la minorité est une cause de suspension de la prescription, 2^o la prescription se compte non point de *momento ad momentum*, mais *de die ad diem*. Or si la majorité, elle, se calculait suivant le premier procédé, on arriverait à introduire ce mode de détermination en une matière d'où la loi l'exclut formellement. — Mais l'objection n'est point péremptoire, la prescription peut très bien rester suspendue au profit du mineur pendant toute la durée du jour où il deviendra majeur, et cependant à tout autre point de vue le même individu peut être majeur à compter du moment où dans la réalité vraie, le calcul étant fait par heure, il a eu vingt et un ans accomplis. Il peut y avoir là défaut d'harmonie, il n'y a pas contradiction. Quant aux difficultés pratiques que peut soulever le calcul de *momento ad momentum*, elles n'ont, elles non plus, rien de déterminant. La même difficulté existe, comme on l'a justement remarqué, à l'égard de l'incapacité de la femme mariée, elle existe

Rien de plus difficile, en effet, parfois pour certains individus que de rapporter l'acte de naissance de leurs parents ou de leurs grands-parents. A plus forte raison s'il s'agit pour une personne de remonter plus haut encore et d'établir sa généalogie, les difficultés auxquelles on se heurte deviennent-elles à peu près insurmontables. La tâche nécessite un tel travail qu'elle est devenue l'objet d'un métier spécial et que des agences se sont fondées dans ce but. L'indication du lieu de naissance des parents eux-mêmes viendrait évidemment faciliter de semblables recherches, et, en permettant d'établir de façon plus complète les liens de parenté, assurerait aussi plus complètement la dévolution normale des hérédités (1). Mais c'est là un point qui ne se rapporte pas d'une façon directe à l'objet de notre étude.

La question de la nationalité, elle, nous y ramène. Et, en effet, bien que de plus en plus la tendance s'accroisse de reconnaître aux étrangers les mêmes droits civils qu'aux nationaux, il n'est point indifférent toujours de contracter avec un étranger ou un national. A cet égard l'acte de naissance ne fournit à l'heure actuelle aucune indication. Sans doute il ne paraît pas possible d'imposer à l'officier de l'état civil la mention de la nationalité de l'enfant lui-même. C'est, en effet, une question qui peut être parfois bien délicate. Dans

même dans une plus large mesure, puisque l'acte de mariage ne contiendra pas, — la loi ne l'exigeant pas — la mention de l'heure à laquelle le mariage aura été célébré, heure cependant, de laquelle date sans nul doute l'incapacité de la femme mariée.

Cf. Nancy, 10 mars 1888, D. 88, 2, 212, S. 89, 2, 105; Nîmes, 17 mai 1888, D. 89, 2, 5, S. 89, 2, 109.

(1) V. Cocat, *op. cit.*, p. 78.

nombre de cas la loi a consacré au profit ou à la charge de l'enfant le droit ou le devoir d'opter ; il lui sera loisible de prendre telle nationalité ou telle autre, souvent dans l'année de sa majorité, c'est-à-dire qu'il pourra à son gré modifier sa nationalité. Sans difficultés considérables l'officier de l'état civil ne saurait donc être obligé de constater la nationalité de l'enfant. Mais ces mêmes difficultés n'existent plus à l'égard des parents dont la nationalité, dans l'immense majorité des cas, tout au moins sera certaine et déterminée d'une façon qui peut être considérée comme définitive. Or, l'indication de la nationalité des parents pourrait faciliter certaines recherches, et, à ce titre, il serait désirable que cette mention soit insérée dans l'acte de naissance. — Ce que nous venons de dire au sujet de la nationalité elle-même doit s'entendre également du décret de naturalisation dont les parents auraient bénéficié.

*
* *

De même que l'acte de naissance constitue le mode de preuve régulier de la filiation légitime, l'acte authentique qui constate la *reconnaissance de l'enfant naturel* constitue aussi pour lui le moyen normal de prouver sa filiation. L'acte authentique, disons-nous, c'est qu'en effet la reconnaissance de l'enfant naturel ne peut être faite que dans cette forme, soit dans l'acte même de naissance de l'enfant, soit dans un acte postérieur (1). Il importait, en effet, que la reconnais-

(1) V. C. civ., art. 334.

sance soit vraiment libre et sincère, il fallait aussi assurer son irrévocabilité. A ce double point de vue l'intervention d'un officier public et la rédaction d'une minute de l'acte, satisfait à toutes les exigences.

Du reste deux catégories de personnes sont qualifiées pour recevoir la reconnaissance d'un enfant naturel, les officiers de l'état civil et les notaires.

La compétence de l'officier de l'état civil est toute naturelle, la reconnaissance ayant trait directement à l'état de l'enfant. Cette reconnaissance peut d'ailleurs intervenir de façons différentes. On la conçoit faite devant l'officier de l'état-civil en même temps que la déclaration de naissance de l'enfant ; l'officier de l'état-civil ne dresse pas alors deux actes, mais un seul dans lequel il constate tout à la fois la naissance et la reconnaissance. — Mais on la conçoit encore cette reconnaissance, intervenant postérieurement à la rédaction de l'acte de naissance ; alors de deux choses l'une, ou bien elle intervient au moment de la célébration du mariage des père et mère et dans un but de légitimation, alors l'officier de l'état civil en fait constatation dans l'acte même du mariage (art. 331). Ou bien elle intervient en dehors d'un acte semblable et alors, c'est ici que s'applique directement l'article 62 qui nous dit : « L'acte de reconnaissance d'un enfant sera inscrit à sa date ; il en sera fait mention en marge de l'acte de naissance s'il en existe un. »

Mais, sans nul doute, la reconnaissance de l'enfant naturel peut aussi être faite devant notaires. Tel n'était point le système du projet primitif du Code, seuls les officiers de l'état civil étaient compétents pour dresser acte de telles reconnaissances. Mais le système était dé-

fectueux au premier chef : reçue par l'officier de l'état civil la reconnaissance était forcément inscrite sur les registres de l'état civil et par conséquent elle devenait publique. Or justement des hypothèses peuvent se présenter où l'auteur de la reconnaissance préfère ne la point divulguer. La menace de la publicité l'empêchera de procéder à cette reconnaissance. Le législateur ne pouvait entraver l'accomplissement d'actes aussi désirables et c'est pourquoi il a admis ici la compétence des notaires. Suivant l'article 23 de la loi du 25 ventôse an XI le notaire ne doit communication de ses minutes qu'aux parties intéressées et non à d'autres ; la reconnaissance qu'il aura reçue restera donc secrète jusqu'au moment où l'auteur de la reconnaissance jugera bon de la faire connaître, elle en sera ainsi d'autant facilitée.

Mais alors, dans ces conditions, la reconnaissance reçue par le notaire ne va donc plus être transcrite sur les registres de l'état civil ? C'est en effet la solution que paraît bien commander fatalement la raison même pour laquelle le projet primitif du Code a été modifié. Et cette solution ne méconnaît en rien certainement les prescriptions de l'article 62 que nous citions tout-à-l'heure ; car ce que vise cet article 62, c'est, sans nul doute, la reconnaissance reçue par l'officier de l'état civil. Cela résulte de sa place même dans un titre intitulé : Des actes de l'état civil ; et cela résulte encore des expressions dont se sert le législateur. L'acte doit être *inscrit* sur les registres, dit-il, or s'il s'agissait d'un acte de reconnaissance passé devant notaire, ce n'est point d'inscription dont il faudrait parler, mais de copie ou mieux de transcription. Ainsi, l'article 62 est

particulier à la reconnaissance faite devant l'officier de l'état-civil. Passé devant notaire, l'acte de reconnaissance reste soumis quant à sa publicité à la règle générale qui gouverne les actes notariés, c'est-à-dire à la règle de la non-publicité.

Mais si telle est la solution consacrée par le droit positif, cette solution, si nous nous plaçons au point de vue théorique et législatif, n'est-elle point critiquable ? A première vue, toute critique semble impossible. Après tout, en effet, si l'auteur de la reconnaissance a choisi ce procédé, c'est qu'il entendait que sa reconnaissance restât secrète. Or c'est son intention qu'il faut nécessairement consulter, car de deux choses l'une : ou bien sa volonté sera observée, toute publicité sera bannie, et l'auteur de l'enfant procédera à la reconnaissance, ou bien, cette reconnaissance sera forcément publique et alors aucune reconnaissance n'aura lieu de sa part. Or, la faveur qui s'attache à la reconnaissance ne permet point l'hésitation. Mieux vaut la reconnaissance secrète que pas de reconnaissance du tout. En pareille occurrence le législateur ne peut que sacrifier le moindre bien ; le législateur français qui a ainsi fait ne peut être critiqué.

Le raisonnement paraît irréfutable, il s'en faut de beaucoup cependant qu'il soit décisif, et pour une raison bien simple. C'est qu'il ne paraît point impossible de concilier ici les deux intérêts en présence. Quelle est donc en effet l'intention exacte de celui de qui émane la reconnaissance ? Que cette reconnaissance reste à l'égard de tous un fait ignoré ? Non point, ce qu'il veut, c'est que son nom ne soit pas divulgué. D'autre part, ce qui peut garantir et protéger le droit de l'enfant est-

ce donc la mention sur son acte de naissance de l'auteur qui l'a reconnu ? Pas davantage.

Ce qui lui importe uniquement, c'est qu'il soit mentionné qu'une reconnaissance est, tel jour, en telle étude intervenue à son profit afin que, le cas échéant, il puisse en rapporter facilement la preuve. Ainsi les intérêts de l'un et de l'autre loin d'être en opposition forcée sont parfaitement conciliables. La publicité restreinte en ces limites (indication du fait de la reconnaissance, de sa date, et du notaire qui l'a reçue) est possible, c'est dire qu'elle doit avoir lieu. Le législateur peut être blâmé de ne l'avoir point assurée. Mais où, plus encore, nous saisissons l'imperfection de l'œuvre du législateur, le voici :

C'est qu'il n'a point assuré de façon absolument certaine l'inscription de la mention dont nous venons de parler en marge de l'acte de naissance. C'est, en effet, aux parties elles-mêmes, que la loi confie l'accomplissement de cette mesure. Or en fait, et ceci ne saurait guère étonner, les parties négligeront souvent d'accomplir cette formalité, et elles la négligeront d'autant mieux que l'inexécution ne porte après tout, nous le savons, aucune atteinte à leurs droits. Et alors il arrivera que l'enfant après avoir été reconnu, oubliant la date de cet acte de reconnaissance, aura parfois grande difficulté à le retrouver pour en faire la preuve. Il retrouvera bien son acte de naissance, mais cet acte, faute d'y avoir fait insérer la mention exigée par l'article 49 ne lui sera d'aucune utilité. On aperçoit l'amélioration désirable : ne point laisser l'accomplissement de cette formalité à la vigilance trop souvent en défaut des parties, mais en faire pour l'officier de l'état civil

lui-même une obligation, en d'autres termes, prescrire qu'elle sera faite d'office (1).

C'est, du reste, le même reproche, et par suite le même desideratum que nous sommes amenés à formuler si nous examinons comment le législateur du Code civil a organisé la publicité soit de la légitimation soit de l'adoption.

*
* *

La légitimation a pour but de conférer à un enfant naturel la qualité d'enfant légitime. Elle a lieu par le mariage subséquent des père et mère et suppose l'enfant naturel reconnu, soit antérieurement, soit dans l'acte même du mariage (art. 331 C. c.). Ainsi, sa publicité est assurée d'une façon indirecte par celle de la reconnaissance, et par celle de l'acte de mariage lui-même, acte de mariage qui suit ou qui contient la reconnaissance.

Or ici encore, on aperçoit que cette publicité manque d'un complément nécessaire ; l'enfant peut ne savoir ni la date de sa reconnaissance, ni celle du mariage de ses père et mère, et à plus forte raison en peut-il être ainsi du tiers qui entend contracter avec lui. La mention de la légitimation en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé obvierait encore à cette imperfection (2).

Et de même en ce qui concerne l'adoption.

*
* *

(1) Nous verrons plus tard que cette amélioration est chose accomplie depuis la loi du 17 août 1897.

(2) Cf. sur ce point les dispositions de la loi du 17 août 1897.

L'*adoption* crée une parenté fictive, elle est la source de droits, par exemple de droits de successibilité (art. 350 Code civ.) comme elle est aussi la source d'obligations, de charges (empêchements de mariage, art. 348, dette alimentaire, art. 349). A tous ces égards il importe qu'elle soit rendue publique. Et c'est ce qu'a compris, dans une certaine mesure, le législateur. L'adoption a lieu, en effet, par acte devant le juge de paix, expédition de cet acte est transmise dans les dix jours au Procureur de la République près le tribunal de première instance à fin d'homologation. Le tribunal statue, et dans le mois, la partie la plus diligente doit soumettre le jugement à la Cour d'appel qui prononce. Si la Cour admet l'adoption, l'arrêt est rendu en audience publique et affiché en tels lieux et en tel nombre d'exemplaires que la Cour le juge convenable. A cette première publicité par voie d'affiches vient du reste s'en joindre une autre, celle-là permanente. Dans les trois mois de l'arrêt, l'acte d'adoption passé par le juge de paix doit être inscrit sur le registre de l'état civil du domicile de l'adoptant (art. 358, 359 Code civ.) ; faute de quoi l'adoption reste sans effet. L'inscription a lieu sur le registre des naissances.

De toutes ces formalités résulte assurément une certaine publicité, mais cette publicité ici encore n'est point suffisante. Et en effet, prenons un exemple : l'adoption créée, nous venons de le dire, certains empêchements de mariage. Or comment le législateur a-t-il pris soin d'assurer l'exécution des prohibitions qu'il édictait ? D'une façon certainement très imparfaite. D'abord, en effet, les publications qui ont justement pour but en avertissant les tiers de provoquer la déclaration des

empêchements au mariage projeté, resteront souvent inconnues et par suite n'aboutiront nullement à faire connaître les qualités d'adoptant ou d'adopté. Ensuite aucune des pièces réclamées aux futurs ne viendra dévoiler l'empêchement. — Ce qui est demandé aux parties c'est le seul acte de naissance, or si l'acte d'adoption doit être inscrit à sa date sur le registre de l'état civil, aucune mention n'en est faite sur l'acte de naissance des intéressés.

*
* *

Le législateur s'est encore moins préoccupé d'assurer la publicité de l'*émancipation*, il n'a édicté aucune mesure pour la publier. Sans doute, lorsqu'elle résulte du mariage, elle bénéficie de la publicité de ce mariage lui-même (art. 476), mais elle peut aussi résulter d'une simple déclaration du père ou de la mère, déclaration reçue par le juge de paix du domicile du mineur (art. 477, al. 2) et elle acquiert de suite sans autres formalités sa plénitude d'effet. Seulement, nous devons remarquer que l'importance de mesures spéciales de publicité n'est point dans ce cas aussi considérable qu'en beaucoup d'autres matières. Après tout, en effet, le mineur émancipé a intérêt à divulguer son émancipation ; il ne manquera point de présenter son acte de mariage ou d'adresser au greffe de la justice de paix où a été reçue la déclaration d'émancipation, les tiers qui voudraient contracter avec lui. Encore vaudrait-il mieux pourtant, et serait-il plus simple que mention de l'émancipation soit faite en marge de l'acte de naissance.

Au surplus, il est un autre acte pour lequel la nécessité de certaines mesures de publicité redevient plus impérieuse, c'est le *retrait de l'émancipation*. Dans certains cas déterminés en effet, le mineur émancipé peut être privé du bénéfice de l'émancipation, « laquelle, ajoute l'article 485, sera retirée en suivant les mêmes formes que celles qui auront eu lieu pour la lui conférer ». Or un tel acte modifie dans une large mesure la capacité du mineur, lequel se trouve remplacé à nouveau sous l'autorité d'un tuteur; les tiers ont donc intérêt à connaître ce retrait d'une émancipation sur laquelle ils ne peuvent plus compter sans s'exposer à des mécomptes et peut-être à de graves préjudices. Et pourtant le législateur n'a rien fait pour assurer ici encore la publicité désirable.

§ II. — **Mariages. — Divorces. — Séparation de corps.**

Le mariage entraîne une profonde modification dans l'état des personnes, il est la source de droits nouveaux (autorité maritale, droits résultant des conventions matrimoniales), comme aussi de charges, d'incapacités nouvelles (incapacité de la femme mariée, charges grevant le patrimoine des époux). A ces divers titres il appelle la plus large publicité. Il l'appelle même cette publicité d'une façon préventive pour faire apparaître certains empêchements de mariage reconnus par la loi. Pour faire apparaître ces empêchements et les oppositions des personnes auxquelles ce droit d'opposition est accordé, il faut nécessairement porter à la connais-

sance publique l'intention qu'ont les époux de contracter mariage. C'est l'objet des publications (1).

Mais si les publications sont un moyen de faire apparaître les empêchements qui pourraient exister au ma-

(1) Régulièrement ces publications doivent être faites à haute voix, à la porte de la maison commune ou à défaut devant la demeure de l'officier de l'état civil, un jour de dimanche, à une heure convenable. Mais depuis longtemps la proclamation a cessé d'être en usage et les publications ne consistent que dans une affiche écrite. On dresse d'abord un acte dans lequel on énonce les prénoms, noms, profession des futurs époux ; leur qualité de majeurs ou de mineurs ; les prénoms, noms, professions et domiciles de leurs pères et mères ; les jours, lieux et heure où les publications ont été faites. C'est ensuite de cet acte qu'est tiré l'extrait ou l'affiche qui reste apposée à la porte de la mairie durant le délai légal, et c'est dans cette affiche que consiste en fait les publications de mariages (V. Emile Accolas, *Les actes de l'état civil*, Paris, 1886, p. 57). Tandis que d'après le Code il devrait y avoir deux publications faites à huit jours d'intervalle l'une de l'autre, dans la pratique on se contente de laisser subsister pendant un délai de huit jours, d'un dimanche à l'autre, l'affiche qui tient lieu de publications. Les publications doivent être faites dans toutes les communes où chacun des futurs a son domicile, non seulement le domicile spécial au mariage, mais le domicile réel et dans toutes les communes où sont domiciliées les personnes dont le consentement est nécessaire pour le mariage. S'il s'est écoulé plus d'un an depuis le jour où il aurait été permis de contracter mariage, il ne pourra plus être célébré qu'après de nouvelles publications. L'acte de publication doit être inscrit sur un registre tenu en simple original et déposé à la fin de chaque année au greffe du tribunal de première instance avec le double des registres de l'état civil. S'il s'est produit des oppositions au mariage, l'officier doit en faire sans délai une mention sommaire sur les registres des publications : il fera aussi mention en marge de l'inscription des dites oppositions, des jugements ou des actes de mainlevée dont expédition lui aura été remise (art. 67).

Notre système de publications est-il suffisant pour faire apparaître les empêchements et oppositions aux mariages ? Assurément

riage, elles ne constituent pas un moyen de publicité destiné à faire connaître l'existence du mariage réalisé à ceux qui ont ignoré sa célébration. Or c'est cela surtout qui importe.

Aussi bien est-ce le mariage lui-même qui modifie l'état des personnes et qu'il est nécessaire de porter à la connaissance des tiers.

A cet égard, un principe de large publicité domine dans nos lois la matière du mariage, celui de la publicité de la célébration et de la preuve de cette célébration, c'est-à-dire de l'acte de mariage.

Aux termes de l'article 165 « le mariage sera célébré publiquement devant l'officier civil de l'une des parties ». Cette publicité consiste dans l'obligation pour les parties de se rendre au jour fixé dans la maison commune, accompagnées de quatre témoins parents ou non parents pour déclarer devant l'officier de l'état-civil leur détermination de se prendre réciproquement pour mari et femme. L'officier d'état civil prononce alors au nom de la loi qu'elles sont unies par le mariage et en dresse acte sur le champ.

Cet acte constitue la publicité permanente de la célébration du mariage, aussi doit-il contenir tous les renseignements nécessaires à cette fin. C'est ainsi que nous y voyons figurer « les noms, prénoms, âge, lieu de naissance et domicile des époux... », etc. (1). Mais rien de plus défectueux que cette publicité permanente

non. L'expérience l'a démontré, surtout en ce qui concerne la bigamie. Mais la mention du mariage en marge de l'acte de naissance (V. Loi de 1897) supplée très efficacement sur ce point, quoique d'une façon détournée, à l'insuffisance de la publicité.

(1) V. C. civ., art. 76.

elle-même. Assurément, exiger que le mariage soit célébré publiquement et constaté par un acte écrit dont toute personne puisse se faire donner communication d'une façon ou d'une autre, c'est déjà quelque chose. C'est une publicité qui parfois peut, en fait, se trouver très suffisante, mais parfois aussi, combien incomplète et inefficace ! Car rien de plus facile en dépit de l'observation des prescriptions légales que de dissimuler son mariage, et par là de tromper les tiers, de leur causer un grave préjudice. Et les raisons d'une telle dissimulation peuvent être multiples. C'est par exemple le désir de contracter une seconde union alors qu'une première n'est point dissoute. L'officier de l'état civil est dans l'impossibilité certaine de découvrir l'existence de ce premier mariage, puisque seul l'acte de naissance des époux doit lui être remis et que sur cet acte aucune mention n'est faite de l'acte de mariage. Ce peut être encore le désir de se procurer un crédit plus considérable. Le mari ou la femme se diront non mariés, les tiers n'ayant aucun moyen de vérifier leurs affirmations croiront à leur bonne foi et contracteront avec eux. Mais plus tard, les prétendus célibataires exhiberont leur acte de mariage, le mari pour opposer aux tiers l'hypothèque légale de sa femme, la femme pour opposer son incapacité de femme mariée. Et les tiers n'ont aucun moyen légal efficace de déjouer ces fraudes. L'imperfection est telle qu'on peut s'étonner vraiment que sa disparition soit si récente. C'est en effet la loi du 17 août 1897 seulement, qui est venue faire cesser cet état de chose regrettable comme nous le verrons bientôt.

L'insuffisance de la publicité organisée par la loi à l'égard de l'acte de mariage s'aggrave, du reste, dans le système du Code civil d'une insuffisance plus complète encore à l'égard des *conventions matrimoniales* des époux. Ces conventions matrimoniales peuvent, en effet, apporter au régime de droit commun d'importantes dérogations ; d'autre part, leurs effets ne sont point limités aux rapports des deux époux entre eux, elles ont pleine efficacité à l'égard des tiers (1). Or ce peut être là une source de fraude et de préjudice pour les tiers qui viendraient à traiter avec le mari ou la femme dans l'ignorance de la loi exacte qui régit leurs intérêts pécuniaires. Assurément le danger n'est point général et égal dans tous les cas. Si nous supposons les époux mariés sous le régime d'exclusion de communauté ou de séparation de biens, le danger est nul pour les tiers qui contracteront avec la *femme*, car celle-ci ayant sous ces régimes une capacité plus grande que sous le régime de communauté ne manquera pas de divulguer elle-même ses conventions matrimoniales. D'autre part, s'il s'agit sous ces mêmes régimes de tiers contractant avec le mari, le danger est encore très faible. Il est vrai que le mari pourra être tenté de dissimuler son régime pour se faire crédit près de ces tiers de l'actif d'une prétendue communauté qui n'existe pas, mais les tiers ne subiront certainement préjudice que s'ils le veulent bien, car ils ont une ressource dont la prudence leur commande d'user, c'est d'exiger que la femme intervienne au contrat et s'engage avec le mari. Rien sous les différents régimes que nous supposons ne s'y

(1) V. *arg. a contrario*, art. 1397.

oppose. Les tiers sont donc garantis. Mais bien différente est la situation au cas où les époux se sont mariés sous le *régime dotal*. Là, au contraire, les époux ont grand intérêt à tenir secret leur contrat et les tiers n'ont plus aucun moyen pour éviter le préjudice que leur causera cette dissimulation. Et par exemple, les époux veulent contracter un emprunt et pour la garantie de cet emprunt ils concèdent une hypothèque sur les biens de la femme. Ces biens étant dotaux, l'hypothèque n'a aucune valeur (art. 1554), aussi les époux se gardent-ils bien de dire au prêteur qu'il sont mariés sous le régime dotal. Si celui-ci leur demande communication de leur contrat de mariage, ils répondent qu'ils n'en ont point passé et que, par suite, ils sont placés sous le régime de la communauté légale. Or l'hypothèque consentie par la femme sur ces biens avec l'autorisation de son mari est valable sous ce régime. Le prêteur se croira pleinement en sûreté. Plus tard les époux invoqueront leur contrat de mariage et le prêteur subira ainsi un préjudice peut-être considérable. Le résultat est inacceptable au premier chef et pourtant le Code civil ne fait rien pour le prévenir, rien pour assurer la publicité des contrats de mariage et pour permettre aux tiers de vérifier par eux-mêmes l'exactitude des indications que leur fournissent les époux.

Cette lacune était tellement palpable, que le Code de commerce lui-même en une certaine mesure la combla. Dans le cas où l'un des époux est commerçant le Code de commerce ordonne qu'un extrait du contrat de mariage soit déposé et affiché au greffe du Tribunal civil, à celui du Tribunal de commerce et dans les chambres

de notaires et d'avoués de l'arrondissement du domicile du mari (1).

Mais le remède était insuffisant. La protection accordée n'était point générale mais particulière à l'hypothèse où l'un des époux ou tous deux étaient commerçants. L'état antérieur, c'est-à-dire l'absence complète de publicité de contrat et d'un moyen de contrôle pour les tiers subsistait donc lorsque ces tiers contractaient avec des époux non commerçants.

*
* *

Mais il ne suffit pas au législateur d'assurer la publicité du mariage car le mariage ne constitue pas aux époux un état qui soit absolument définitif et indestructible. Le *divorce*, la *séparation de corps*, la

(1) Voici les dispositions du Code de commerce sur ce point, art. 67 : « Tout contrat de mariage entre époux dont l'un sera commerçant sera transmis par extrait, dans le mois de sa date, aux greffes et chambres désignées par l'article 872 du Code de procédure civile pour être exposé au tableau, conformément au même article. Cet extrait annoncera si les époux sont mariés en communauté, s'ils sont séparés de biens, ou s'ils ont contracté sous le régime dotal. »

Art. 68 : « Le notaire qui aura reçu le contrat de mariage sera tenu de faire la remise ordonnée par l'article précédent sous peine de cent francs d'amende, et même de destitution et de responsabilité envers les créanciers s'il est prouvé que l'omission soit la suite d'une collusion. »

Art. 69 : « L'époux séparé de biens ou marié sous le régime dotal qui embrasserait la profession de commerçant postérieurement à son mariage sera tenu de faire pareille remise dans le mois du jour où il aura ouvert son commerce : à défaut de cette remise, il pourra en cas de faillite être condamné comme banqueroutier simple. »

séparation de biens, sont autant d'événements qui peuvent à nouveau modifier l'état et la capacité des individus (1).

Il y a plus, les époux séparés peuvent se *réconcilier* et voici de nouveau encore leur état modifié. Les mêmes motifs qui militent en faveur de la publicité du mariage militent aussi dans une mesure égale en faveur d'une publicité de ces différents événements. Comment le législateur du Code civil avait-il organisé cette publicité ?

Le *divorce* a pour effet immédiat la dissolution du mariage tandis que la séparation de corps en relâche seulement les liens. Dans la législation du Code civil, le divorce ou la séparation de corps sont portés à la connaissance des tiers par la voie de l'affiche. « ... Extrait de ce jugement contenant la date, la désignation du tribunal où il a été rendu, les noms, prénoms, profession et demeure des époux, sera inséré au tableau et exposé pendant un an dans l'auditoire des tribunaux de première instance et de commerce du domicile du mari, même lorsqu'il ne sera pas négociant, et s'il n'y a pas de tribunal de commerce, dans la principale salle de la maison commune du domicile du mari. Pareil extrait sera inséré au tableau exposé en la chambre des avoués et notaires s'il y en a... (2). » Nous trouvons, du reste,

(1) Sous l'empire du Code civil le mariage était même dissous par une autre cause mais dont il est inutile de parler parce qu'elle a aujourd'hui disparu, nous voulons dire la condamnation devenue définitive de l'un des époux à une peine emportant mort civile (abolie par la loi du 31 mai 1854).

(2) Cf. C. procéd. civ., art. 872, 880.— Il n'est pas, du reste, sans intérêt de rappeler quel système le législateur du Code civil avait

les mêmes prescriptions renouvelées au Code de commerce, article 66 « ... à défaut de quoi, porte le texte, les créanciers seront toujours admis à s'y opposer pour ce qui touche leurs intérêts et à contredire toute liquidation qui en aurait été la suite ».

admis en ce qui concerne le divorce. D'après ce système le divorce n'était point *prononcé* mais simplement *admis* par le tribunal saisi, C'était à l'officier de l'état civil lui-même à prononcer le divorce. De même que cet officier de l'état civil prononçait l'union des époux par les liens du mariage, il avait paru naturel qu'il en prononce la dissolution. « Nil tam naturale est quam eodem genere quidque dissolvere quo colligatum est. »

Mais alors on aperçoit immédiatement la conséquence d'un semblable système. C'est qu'en fait celui des deux époux qui avait obtenu gain de cause était maître de la décision ainsi intervenue ; en négligeant de se rendre devant l'officier de l'état civil, il la rendait absolument vaine. Au premier abord, une telle solution paraît pleinement justifiée ; il paraît rationnel que celui en faveur duquel le divorce a été prononcé puisse seul s'en prévaloir. Après tout, si cet époux se trouve par la seule intervention de la décision judiciaire suffisamment satisfait, s'il se décide à pardonner à son conjoint, pourquoi ne pas donner effet à sa volonté en privant son conjoint coupable du droit de rendre le divorce irrévocable ?

Mais il faut reconnaître qu'un tel système se heurte à de sérieuses objections. N'est-il pas de principe, en effet, que tout jugement appartient à toutes les parties en cause et que toutes, le cas échéant, peuvent l'invoquer ? Et c'est en effet la solution universellement adoptée en matière de séparation de corps. On n'admet point que celui des deux époux qui a vu la séparation prononcée à son profit, puisse contraindre son conjoint à la vie commune. On ne voit pas quelles raisons il y aurait d'en décider autrement à l'égard du divorce. Cet époux qui, après avoir obtenu le divorce, renonce à s'en prévaloir, ne peut-il donc pas après tout être suspecté d'irréflexion, d'injustice. Il pouvait ne point intenter cette poursuite, au cours même de l'instance il pouvait se désister. Que ne l'a-t-il fait ? La gravité des reproches dont il arguait contre son conjoint n'est donc point si considérable qu'au lendemain même de la sen-

Et pareille publicité ou à peu près est édictée pour le jugement de séparation de biens (art. 1445, Code civ., alinéa 1) : « Toute séparation de biens doit, avant son exécution, être rendue publique par l'affiche sur un tableau à ce destiné, dans la principale salle du tribunal de première instance, et de plus, si le mari est marchand, banquier ou commerçant, dans celle du tribunal de commerce du lieu de son domicile ; et ce, à peine de nullité de l'exécution. » — Mais à l'égard de la séparation de biens la publicité est plus complète, car ce n'est pas seulement le jugement qui doit être publié mais c'est aussi la *demande* elle-même. Elle l'est, d'ailleurs, par le même procédé : affichage dans l'auditoire des tribunaux civil et de commerce et dans les chambres d'avoué et de notaire.

tence il désire une réconciliation. Il est juste qu'il n'y ait point que lui seul à en décider. Le législateur aurait donc dû autoriser non seulement l'époux qui avait obtenu le divorce, mais l'autre également contre lequel le divorce avait été prononcé, à se prévaloir de la sentence en faisant prononcer le divorce devant l'officier de l'état civil.

(1) Cette publicité est réglée par les articles suivants du Code de procédure civile.

« Art. 866. « Le greffier du tribunal inscrira sans délai dans un tableau placé à cet effet dans l'auditoire, un extrait de la demande en séparation, lequel contiendra : 1^o La date de la demande ; 2^o les noms, prénoms, profession et demeure des époux ; 3^o les noms et demeure de l'avoué constitué qui sera tenu de remettre à cet effet ledit extrait au greffier, dans les trois jours de la demande. »

Art. 867. « Pareil extrait sera inséré dans des tableaux placés à cet effet dans l'auditoire du tribunal de commerce, dans les chambres d'avoués de première instance et dans celles de notaires, le tout dans les lieux où il y en a : lesdites insertions seront certifiées par les greffiers et les secrétaires des chambres. ».

C'est qu'en effet, aux termes de l'article 1445 alinéa 2 du Code civil : « le jugement qui prononce la séparation de biens remonte quant à ses effets au jour de la demande. » Les tiers seraient donc trompés, s'ils n'étaient point avertis de la demande de séparation de biens et par là même de la date exacte à laquelle se peut produire rétroactivement la modification dans l'état et la capacité des époux.

Cette rétroactivité des époux n'existant plus en ce qui concerne la séparation de biens résultant accessoirement de la séparation de corps (1), cette demande en

(1) C'est du moins l'opinion qui, selon nous, sous l'empire du Code civil devait être admise. — Mais nous reconnaissons que la Cour de cassation avait consacré l'opinion contraire dans maints arrêts, où elle décidait que la séparation de biens résultant d'un jugement de séparation de corps rétroagissait au jour de la demande. Toutefois elle limitait cette rétroactivité aux effets produits dans les rapports existants entre les époux, elle ne les étendait point aux rapports des époux avec les tiers. Cass., 18 juin 1877, S. 77, 1, 406, D. 77, 1, 445. Cette opinion de la jurisprudence était condamnable pour de multiples raisons. D'abord l'article 1445 est écrit au milieu de dispositions spéciales à la séparation de biens principale ; il parle d'un jugement qui prononce la séparation de biens, or cette séparation accessoire de la séparation de corps n'est pas prononcée par jugement, elle est la conséquence nécessaire et tacite de la séparation de corps (art. 311). Ensuite les motifs d'une semblable rétroactivité n'existent plus dans cette dernière hypothèse. La séparation de biens est tout simplement alors un effet de la cessation de la vie commune ; le mari peut être bon administrateur avant que la vie commune ait régulièrement et définitivement cessé. Du reste, le Code de procédure en ordonnant de publier le jugement de séparation de corps (art. 880), sans imposer la même obligation pour la demande, montre que si le jugement intéresse les tiers parce qu'il dissout la communauté, la demande leur est indifférente, c'est-à-dire ne sert point à déterminer la date de la dissolution de la communauté. V. en ce sens

séparation de corps n'a pas à être soumise à une publicité qui, pour elle, serait inutile (1). Et il en sera de même évidemment à l'égard de la demande en divorce.

Cette absence de publicité a soulevé parfois de vives critiques. On a trouvé regrettable que la femme ne fut pas protégée de la même façon dans les deux cas (2), contre les actes frauduleux consentis par le mari entre la date de la demande et celle du jugement. Mais, ainsi qu'on l'a fait très justement remarquer, la femme ne reste pas entièrement désarmée : elle peut faire retirer à son mari la jouissance et l'administration de ses biens personnels de même que des biens de la communauté, en formant une demande en séparation de biens. On peut être partisan d'une publicité aussi large que possible, encore faut-il que cette publicité n'aille pas à l'encontre de l'intérêt de la société, et à l'encontre de l'esprit de la loi. La rétroactivité du jugement dans ses effets à l'égard des tiers impliquerait la nécessité de la publicité de la demande en séparation de corps ou de la demande en divorce. Or, « dans ce genre de procès il n'y a pas en jeu seulement les questions pécuniaires, il y a un intérêt moral considérable, celui de la stabilité du mariage dans l'intérêt de la famille, dans l'intérêt des enfants. Le législateur s'est ingénié à favoriser les réconciliations ; il ne faut donc pas chercher à rendre impossibles les occasions de rapprochement en li-

Colmet de Santerre, t. VI, p. 240, n° 94 bis, III. Cf. Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, 4^e édit., t. 3, n° 483, p. 424.

(1) V. Aubry et Rau, *op. cit.*, t. V, § 493, p. 491, texte et note 9.

(2) V. Raynald Pétiet, *De la publicité en matière d'état et d'incapacité des personnes* (*Revue critique* 1887, t. XVI, pp. 582 et suiv.).

vrant à la publicité, à la malignité publique des faits dont la divulgation trop hâtive ne fera qu'exciter le mécontentement des époux et augmenter leur désaccord. On ne doit pas davantage permettre à des étrangers de s'immiscer dans ce genre d'instances, d'une nature souvent délicate et éminemment intime; on ne doit pas leur permettre de spéculer sur l'issue d'un procès, dont la solution pourrait les intéresser si le jugement produisait des effets rétroactifs; leurs droits en effet pourraient se trouver menacés ou consolidés, selon que le divorce ou la séparation de corps seraient ou ne seraient pas prononcés (1) ».

Les effets de la séparation soit de corps soit de biens peuvent cesser par le consentement des époux. La réconciliation résulte en cas de séparation de corps d'un simple fait, du rétablissement de la vie commune; le Code civil ne prescrit aucune forme solennelle pour la manifestation de la volonté des époux et la réconciliation ainsi entendue fait cesser les effets de la séparation de corps quant aux personnes mais non de plein droit quant aux biens. La réconciliation ne détruit pas *ipso facto* les effets du jugement de séparation concernant les biens : la communauté dissoute n'est pas rétablie de plein droit, les époux réconciliés restent séparés de biens comme ils l'étaient avant la réconciliation. Aussi, aucune publicité n'est-elle nécessaire pour rendre opposable aux tiers l'incapacité de la femme (art. 1449 C. civ.). Incapable avant la réconciliation elle le reste après.

(1) V. Cocat, *De la publicité en matière d'état et de capacité des personnes*, p. 107.

Mais ce n'est là que la solution légale, les parties peuvent l'écarter et moyennant certaines formalités faire revivre leur régime matrimonial primitif. Pour cela elles passeront acte de leur volonté « devant notaires et avec minute dont une expédition doit être affichée dans la forme de l'article 1445 » (art. 1451, alin. 2). Et alors « la communauté rétablie reprend son effet du jour du mariage : les choses sont remises au même état que s'il n'y avait point eu de séparation, sans préjudice néanmoins de l'exécution des actes qui, dans cet intervalle ont pu être faits par la femme en conformité de l'article 1449 ». (Art. 1451, alin. 3). Et l'article 1451 ajoute : « Toute convention par laquelle les époux rétabliraient leur communauté sous des conditions différentes de celles qui la réglaient antérieurement est nulle. »

§ III. — Décès.

Aussitôt après le décès survenu il doit en être dressé acte, par l'officier de l'état civil du lieu où le décès s'est produit sur la déclaration de deux témoins. Ces témoins seront, d'après l'article 78, les deux plus proches parents ou voisins, s'il est possible, ou lorsque l'individu sera décédé hors de son domicile, la personne chez laquelle il sera décédé et un parent ou autre. Le législateur a pensé avec raison que les témoins dont nous venons de parler pouvaient mieux que tous autres fournir à l'officier de l'état civil les renseignements dont il a besoin pour dresser l'acte de décès. Voici du reste, d'après l'article 79, les indications que doit contenir cet

acte : « les prénoms, nom, âge, profession et domicile de la personne décédée ; les prénoms et nom de l'autre époux si la personne décédée était mariée ou veuve ; les prénoms, nom, âge, profession et domicile des déclarants et, s'ils sont parents, leur degré de parenté. Le même acte contiendra de plus, autant qu'on pourra le savoir, les prénoms, nom, profession et domicile des père et mère du décédé et le lieu de sa naissance. »

L'acte de décès contient toutes les indications nécessaires pour la constatation du fait même du décès. Mais combien malgré tout la publicité reste insuffisante ! L'acte de décès n'existe qu'à la mairie du lieu où ce décès s'est produit ; nulle part ailleurs il n'en est fait mention. Et alors que voit-on ? Quantité de faits regrettables. — Une femme peut sans aucune opposition faire inscrire son enfant sur le registre des naissances sous le nom de son mari décédé depuis cinq ans (1). — La justice militaire est exposée à poursuivre pour insoumission des jeunes gens décédés quelquefois depuis fort longtemps. — Des futurs époux ne peuvent se procurer l'acte de décès de leurs parents, acte exigé pour la célébration de leur mariage. — Des héritiers ne sont point avertis de la succession qui leur est échue.

Assurément il ne faut rien exagérer. Si le décès se produit à l'endroit où la personne a son domicile et que la personne décédée laisse un testament, il sera facile de prévenir les héritiers ; ce sera le rôle du notaire chez qui le testament aura été déposé. Mais si le

(1) Jugement du tribunal d'Uzès, 12 septembre 1859 cité par Lionel d'Albiouse, *Le casier de l'état civil* (*Rev. prat de dr.*, 1860, t. I, p. 463).

de cujus n'a pas laissé de testament, les héritiers ne seront plus prévenus de l'ouverture de la succession que par la commune renommée.

C'est un moyen, certes, fort peu juridique, peu sûr, parfois suffisant, cela est certain, mais pouvant bien aussi ne point l'être. Il n'est pas rare que dans les grandes villes des personnes meurent sans laisser d'héritiers connus. Ces héritiers eux-mêmes peuvent ignorer le décès de leur parent et laisser déclarer la succession vacante. Faute de pouvoir produire l'acte de décès d'une personne disparue, ils seront obligés de recourir aux formalités de la déclaration d'absence. Ou bien, autre hypothèse, une personne veuve vient à décéder. On sait qu'elle a eu des enfants, mais on pense qu'ils sont prédécédés. D'autres parents, les frères et sœurs par exemple, réclament la succession, mais il leur faut prouver le prédécès de tous descendants ou ascendants du défunt. Impossible pour eux de retrouver les dates et lieux de décès de toutes ces personnes.

Et alors, dans ces cas et d'autres semblables, un seul remède existe, ce sera le recours à l'acte de notoriété ; deux témoins viendront attester devant un notaire qu'il est de notoriété, de croyance générale dans la commune que le défunt n'a pas laissé de descendants ni d'ascendants. Ce moyen de preuve est d'une production facile mais il est manifeste qu'il n'offre que des garanties absolument insuffisantes. Et ce sont là des inconvénients et des difficultés qui ne peuvent qu'augmenter, on le conçoit, au fur et à mesure que se développe la facilité des communications et que par suite se multiplient les cas d'éloignement des individus de leur pays natal.

La cause de ces inconvénients est ici encore dans le défaut de lien entre les différents actes de la vie civile.

Or ce lien est facile à établir par la mention de l'acte de décès en marge de l'acte de naissance (1). Il faut de toute nécessité que la centralisation s'opère en un endroit déterminé et applicable d'une façon générale à toute personne. Le seul qui réponde à ces deux conditions indispensables est assurément le lieu de la naissance.

§ IV. — Interdiction. — Conseil judiciaire.

L'interdit (c'est-à-dire celui qui a été reconnu dans un état habituel d'imbécilité, de démence ou de fureur), est frappé d'une incapacité générale de contracter. En conséquence, il est placé en tutelle et tous les actes qu'il accomplit sont *nuls de droit* (2).

(1) Notons qu'à l'égard de certains actes de décès dressés dans des conditions anormales la transcription de l'acte doit avoir lieu au dernier domicile de la personne décédée. (V. *Infra*, section II, § V). Mais le domicile n'est point un lieu fixe et le dernier domicile peut être ignoré.

(2) Cf. Code civ., art. 502, 4124. Dans la plus grande généralité des cas la demande en interdiction sera provoquée par les parents ou l'époux du défendeur ainsi que la loi les y autorise. Mais dans le cas de fureur, si l'interdiction n'est provoquée ni par l'époux ni par les parents, elle doit l'être par le procureur de la République qui peut aussi la provoquer dans les cas d'imbécilité ou de démence contre tout individu qui n'a ni époux ni épouse, ni parents connus. Cf. Code civ., art. 490, 491.

Au prodigue ou au faible d'esprit le tribunal peut donner un conseil judiciaire, c'est-à-dire décider que telle personne assistera le prodigue ou le faible d'esprit dans certains actes de la vie civile prévus par les articles 499 et 513. L'individu pourvu d'un conseil judiciaire est donc frappé d'une déchéance moins étendue que l'interdit. Mais ces mesures de protection, dont la légitimité est indiscutable, seraient pour les tiers pleines de péril s'ils n'étaient avertis de l'incapacité plus ou moins grande de ceux avec lesquels ils se proposent de traiter.

La publicité du jugement, soit d'interdiction soit de dation d'un conseil judiciaire s'impose donc ; on pourrait même dire qu'elle s'impose plus encore à l'égard de la seconde décision que de la première. Les causes d'interdiction, en effet, se manifestent par elles-mêmes : on s'aperçoit en général assez facilement de la démence ou de l'imbécillité. La prodigalité ou la faiblesse d'esprit, au contraire, ne s'établissent point par elles-mêmes d'une façon aussi notoire ; elles ne modifient point l'attitude ordinaire de l'individu, la prodigalité n'est pas incompatible avec l'intelligence.

En fait toutefois, et d'après le système légal, les mesures de publicité sont identiques dans les deux cas. Conformément au principe général, le jugement où l'arrêt doit être rendu publiquement (art. 498, Code civ.) Pour le surplus, le mode de publicité est réglé par l'article 501 du Code civil, article ainsi conçu : « Tout arrêt ou jugement portant interdiction ou nomination d'un conseil, sera à la diligence des demandeurs, levé, signifié à partie, et inscrit, dans les dix jours, sur les tableaux qui doivent être affichés dans la salle de l'auditoire et dans les études des notaires de l'arrondissement. » Le

soin d'assurer la publicité incombe au demandeur. La signification à partie du jugement ou de l'arrêt ainsi que l'affichage doit avoir lieu dans un délai de dix jours à dater du prononcé du jugement ou arrêt. En effet, deux cas peuvent se présenter. Ou bien l'interdiction est obtenue en première instance, et les formalités de publicité devront être prises dans ce délai de dix jours notwithstanding appel de la part du défendeur, car si le jugement de première instance est confirmé, l'interdiction produira son effet non du jour de l'arrêt, mais du jour de ce jugement. Si la Cour d'appel infirme le jugement, les effets déjà produits seront rétroactivement anéantis. — Si, au contraire, l'interdiction est refusée en première instance, mais prononcée en appel, les demandeurs devront, à dater du prononcé de l'arrêt, remplir les prescriptions de l'article 501 du Code civil.

Lors de la discussion du Code civil, on avait proposé de n'exiger l'affichage que de l'arrêt définitif. On voulait éviter aux interdits ou aux personnes pourvues d'un conseil judiciaire l'ennui de l'affichage tant que leur situation n'était pas définitivement réglée. Mais on a fait remarquer avec juste raison que si l'arrêt obtenu en appel confirmait le premier jugement prononçant l'interdiction ou la nomination d'un conseil judiciaire, les effets de cette déchéance remontaient au jour de la prononciation de ce jugement ; en conséquence, les tiers ont intérêt à le connaître dans le plus bref délai possible (1).

D'après une décision ministérielle du 6 juillet 1806, lorsque le tribunal a prononcé l'interdiction sur la

(1) Cf. Demolombe, t. VIII, n° 551 ; Laurent, t. V, n° 285.

poursuite du ministère public, il suffit de notifier le jugement au président de la chambre des notaires pour qu'il en donne connaissance aux autres notaires de l'arrondissement. Un décret du 16 février 1807 a étendu cette faveur aux personnes pouvant demander l'interdiction, et a réglé le mode d'affichage d'une façon plus détaillée. Un extrait du jugement doit être remis au secrétaire de la chambre des notaires qui en donne récépissé, et le communique à tous les notaires de l'arrondissement. Ceux-ci sont tenus de l'afficher dans leurs études à peine de dommages-intérêts.

Voici d'après la loi du 22 ventôse, an XI, article 8, comment doit avoir lieu cet affichage. Chaque notaire doit avoir dans son étude un tableau sur lequel il inscrit les nom, prénoms, qualités et demeure des personnes interdites ou pourvues d'un conseil judiciaire dans le ressort où il peut exercer, ainsi que la date du jugement qui les concerne. Ces formalités doivent être accomplies immédiatement après la notification faite par le secrétaire de la chambre des notaires. Dans tous les cas le demandeur est à couvert par la remise audit secrétaire de l'extrait du jugement. Citons un autre mode de publicité prévu par le même décret de 1807 : l'insertion par extrait du jugement d'interdiction dans un journal judiciaire. Mais on ne peut accorder à cette prescription que la valeur d'un simple conseil. Le décret de 1807 n'est qu'un tarif et une réglementation d'honoraires ; il ne peut avoir pour effet d'engendrer une responsabilité en cas d'omission de cette insertion.

Aussi bien l'insertion du jugement par extrait dans un journal de l'arrondissement comme l'inscription du

jugement sur les tableaux affichés dans les salles d'audience ou les études de notaires ne constituent-elles qu'un mode de publicité très défectueux, et pour cette raison que cette publicité ne dépassera pas les limites de l'arrondissement. L'incapable n'aura donc qu'à sortir de cet arrondissement pour rendre impossible aux tiers la connaissance de l'interdiction prononcée contre lui. Et les tiers quoique sans moyens de se renseigner ne pourront invoquer plus tard contre l'incapable qu'aucune publication du jugement n'a eu lieu dans l'arrondissement de sa nouvelle résidence, la loi n'exigeant pas une semblable publication (1).

Nous ne rappelons que pour mémoire une situation voisine des deux précédentes, celle des aliénés non interdits enfermés dans un asile. Le législateur de 1804 n'avait point envisagé cette situation ; dans sa pensée, tout aliéné enfermé dans un asile avait été préalablement interdit, l'internement n'était que la conséquence de l'interdiction. L'aliéné non interdit, quoique interné, restait donc capable selon le droit commun, c'est-à-dire que tout acte accompli par lui était valable sauf preuve de la démence au moment même de l'acte. C'était là une vue trop étroite et un système insuffisant. La loi du 30 juin 1838 a modifié ces principes mais elle n'a point organisé de moyens particuliers de publicité pour faire connaître aux tiers l'incapacité des individus dont nous parlons. Devons-nous l'en critiquer ? Il faut bien reconnaître que normalement une telle publicité légale serait chose superflue. L'aliéné est enfermé dans un asile, que faut-il de plus pour mettre les tiers

(1) V. Cass., 1^{er} août 1860, D. 60, 1, 316.

en garde contre son incapacité ? Et si par extraordinaire ils arrivaient à contracter avec lui, n'auraient-ils pas à s'en prendre à eux seuls de l'annulation de l'acte passé ? La situation, il est vrai, serait différente si l'aliéné avait institué un mandataire et si les tiers contractaient avec ce mandataire. Qu'ils puissent ignorer alors l'état exact de l'aliéné, cela se conçoit parfaitement et ici on aperçoit l'utilité de mesures de publicité ; mais l'hypothèse est tellement exceptionnelle que le législateur peut légitimement la négliger (1).

*
* *

Telle est en somme l'organisation légale de la publicité en matière d'état et de capacité des personnes d'après le Code civil. Il nous est facile d'en apercevoir toutes les lacunes.

En réalité nous y voyons le législateur avoir recours selon les cas à un double procédé ; d'un côté à la publication par affiches ou par annonce faites au moment même où se produit l'acte qu'il s'agit de porter à la connaissance des tiers ; et d'un autre côté à la publication par mention écrite de l'acte sur des registres publics. — Or ce sont là deux moyens de publicité absolument insuffisants : le premier l'est en lui-même et de par sa nature propre ; le second l'est aussi, mais

(1) Cf. Cocat, *op. cit.*, p. 141. « Est-il indispensable en vue d'une hypothèse qui se présentera rarement, de créer des formalités spéciales destinées à révéler des faits qu'il importe relativement peu de connaître et dont la publication, au contraire, ne ferait qu'alimenter la malignité et la curiosité malsaine des oisifs et des médisants ? »

par l'organisation pratique défectueuse que le législateur lui a donnée.

Et d'abord la publicité qui résulte soit de l'affichage soit de la publication dans des feuilles publiques est insuffisante. La raison en est, — et c'est l'évidence même — que la publicité résultant d'un tel système ne s'étend point fatalement au delà d'un temps et d'un espace fort limités. La publication est toute momentanée d'abord, et ceux-là même qui en auront eu connaissance à l'instant où elle aura été faite pourront n'en avoir, au bout d'un certain temps, aucun souvenir. Le fait sortira de leur mémoire et avec d'autant plus de facilité qu'au moment même où la publication en a été opérée, n'ayant aucune relation d'affaires avec l'intéressé, la mesure dont celui-ci était l'objet n'a point attiré de leur part une attention spéciale et réfléchie. Ainsi l'annonce d'un fait par affichage ou proclamation passagère n'opère même pas une publicité suffisante à l'égard de ceux qui sont là, présents sur les lieux de la publication.

A plus forte raison est-elle insuffisante à l'égard des absents, car la mesure de publicité n'a fatalement de portée que sur une étendue restreinte du territoire. La proclamation orale disparaît aussitôt faite. L'affiche, exposée dans l'auditoire des tribunaux, outre qu'elle y reste un temps relativement court n'est lue, à supposer qu'elle le soit, que par un nombre infiniment restreint de personnes. Et il en est de même des affiches apposées dans les études des notaires ou des avoués, dont l'utilité n'apparaîtra qu'à l'occasion des affaires traitées chez ces notaires ou ces avoués. Toute cette publicité ne dépasse pas les limites de l'arrondissement. Et à

supposer que le journal contenant les publications légales pénètre au-delà dans une mesure sérieuse, il faut certainement avoir du temps à perdre pour en lire la quatrième page.

Il est bien certain que le second procédé de publicité est autrement satisfaisant. La mention du fait sur un registre public n'est point passagère mais durable, permanente, et c'est bien à cette seule condition que la publicité peut rendre les précieux services qu'on attend d'elle. Tous les individus, qu'ils soient ou non habitants du lieu où le fait s'est passé, que ce fait soit contemporain ou qu'il remonte à de nombreuses années en arrière, tous pourront en vérifier l'exactitude. Sans nul doute, le procédé a une supériorité sur l'autre. Seulement, il s'en faut de beaucoup qu'il ait, si nous le considérons dans le Code civil, toute l'efficacité, toute l'utilité dont il est susceptible. Et voici pourquoi. C'est que, comme on l'a du reste parfois très bien mis en lumière (1), le législateur en organisant la publicité des actes et des registres de l'état civil, n'a organisé qu'une publicité relative, utile uniquement à ceux qui seront prévenus de l'existence des événements susceptibles de modifier l'état d'un individu. Le problème qu'il a tranché, c'est celui-ci : connaissant l'état d'une personne, s'en procurer au besoin une preuve authentique. Or si ce problème touche certainement à la question de la publicité, il faut bien reconnaître qu'il n'est point toute cette question. Il n'en est qu'un côté, mais il y en a un autre que le législateur a laissé dans l'ombre. Il a fourni les moyens d'apporter la preuve authentique de cer-

(1) V. Gocat, *op. cit.*, p. 52.

tains faits, mais de certains faits dont on connaît l'existence et non-seulement l'existence, mais encore le lieu où ces faits se sont produits. Or, c'est là un avantage fort minime. Il n'y a, en effet, que deux renseignements sur lesquels mon cocontractant ne puisse légitimement se refuser à m'éclairer. C'est d'abord son nom, et ensuite le lieu de sa naissance ; je pourrai savoir par là s'il est mineur ou majeur. S'il refuse, je ne traiterai pas avec lui. S'il ment, je pourrai déjouer sa fraude en consultant les registres. Mais ce n'est là qu'un renseignement, et ma sécurité pour être complète peut en réclamer beaucoup d'autres. Et par exemple, une femme avec laquelle je veux contracter me dit qu'elle n'est pas mariée. Comment le vérifierai-je ? Le législateur ne m'en fournit pas le moyen, car je ne peux assurément point parcourir toutes les communes de France pour vérifier son affirmation. Il faudra m'en tenir à la commune renommée, à la possession d'état, moyens imparfaits, cette femme pouvant être séparée en fait de son mari et habiter dans un lieu où elle n'a mis personne au courant de sa situation. — Et ce que nous disons du mariage est vrai de la séparation de corps, du divorce, de l'interdiction judiciaire.

En réalité, on l'aperçoit, l'insuffisance du Code civil vient d'un défaut de relation entre les différents faits concernant l'état des individus. Permettre de connaître la situation d'une personne dont on ignore la vie civile, voilà le côté du problème que le législateur n'a pas résolu.

Les règles du Code civil servent à ceux qui connaissant un événement désirent des renseignements sur cet événement, mais elles ne servent pas à ceux qui au-

raient justement le plus besoin de la publicité, ceux qui ignorent cet événement. Or ce qu'il faudrait au contraire, aujourd'hui surtout que la facilité sans cesse croissante des communications donne naissance à des déplacements de plus en plus fréquents, c'est qu'avec un seul acte concernant un individu, il fût possible de reconstituer son état civil et de savoir tous les faits qui ont pu modifier cet état, de sa naissance à son décès.

Et du reste, il est un cas spécial où le législateur du Code civil, sans d'ailleurs poursuivre ce résultat, l'a en fait réalisé, c'est à l'égard de la reconnaissance d'enfant naturel. D'après le Code civil lui-même, en effet, cette reconnaissance doit être mentionnée en marge de l'acte de naissance de l'enfant naturel (art. 62). Et cette prescription est utile au plus haut point. Elle l'est pour l'enfant, car peu importe pour lui son acte de naissance ; c'est la reconnaissance dont il a été l'objet qui fixe son état et crée ses droits, c'est elle dont il est nécessaire qu'il puisse à tout moment retrouver la preuve, alors même et surtout qu'il ne sait ni sa date, ni le lieu où elle s'est produite. — Mais cette mention est non moins désirable au point de vue général de l'ordre public. Et, par exemple, l'enfant naturel quoique reconnu se présente à l'officier de l'état civil pour contracter mariage, et se disant non reconnu, il se dispense d'apporter le consentement de son auteur ; si rien ne vient indiquer sur l'acte de naissance le fait de la reconnaissance, l'officier de l'état civil n'aura aucun moyen de vérifier les affirmations de l'enfant et le mariage sera prononcé au mépris des prescriptions légales.

Le législateur, qu'il l'ait voulu directement ou non,

empêche ce résultat en même temps qu'il fournit et facilite à l'enfant une preuve de son état. Du même coup l'état initial et aussi la modification survenue sont connus et prouvés.

Le législateur aurait dû, on l'aperçoit, s'engager plus avant dans cette voie. Ce n'était point seulement la reconnaissance de l'enfant naturel qu'il fallait ordonner de mentionner en marge de l'acte de naissance, c'étaient encore le mariage, le décès, la légitimation, l'adoption, l'émancipation, le jugement d'interdiction, etc. Mais le législateur du Code civil n'a point entrevu le problème dans toute son ampleur. Bien plus, nous avons constaté que, même à l'égard de la reconnaissance d'enfant naturel, ses prescriptions présentent une lacune considérable puisque c'est aux parties intéressées elles-mêmes qu'est laissé le soin de faire opérer la mention ordonnée par l'article 49. Mais, dira-t-on, elles y ont intérêt, elles n'y manqueront point. Erreur possible et certaine en fait. Une semblable mention ne va point en effet sans formalités, voire même sans dépenses (1), la négligence aidant, il arrivera parfois que les parties ne feront point effectuer la mention. La reconnaissance restera certainement valable, mais elle ne sera plus rendue publique. Le législateur aurait dû prévoir semblable inertie des

(1) Celui qui veut faire mentionner la reconnaissance sur le registre de l'état civil doit, en effet, s'en faire délivrer expédition. Or cette première expédition est soumise à un certain droit d'enregistrement. Ce droit est de 3 francs (3 fr. 75 avec les décimes) pour la reconnaissance faite dans l'acte de célébration du mariage, de 7 fr. 50 (9,38) pour les autres. V. loi de 1816 et lois postérieures. Cf. Cocat, *op. cit.*, p. 65.

parties, et dans l'intérêt général tout autant que dans l'intérêt particulier ordonner que la mention soit faite d'office.

Au surplus, si aux observations qui précèdent nous ajoutons celles que nous avons faites soit sur le contenu de l'acte de naissance, soit sur la publicité du mariage, sur celle des conventions matrimoniales, de l'émancipation, etc., la conclusion est claire : de tous côtés, dans les prescriptions du Code, lacunes et insuffisance, voilà ce que nous trouvons.

Que des réformes surviennent un jour ou l'autre, c'est ce qui était inévitable. Elles sont venues en effet peu à peu, au fur et à mesure des besoins et c'est ce mouvement continu vers le progrès dont nous devons maintenant présenter le tableau.

SECTION II

LES LOIS POSTÉRIEURES.

En réalité, les premiers progrès réalisés le furent par le Code de commerce. Ils portaient sur la publicité des conventions matrimoniales. Le Code de commerce ordonnait, pour le cas où l'un des époux était commerçant, qu'un extrait de son contrat soit déposé et affiché au greffe du tribunal civil, à celui du tribunal de commerce, dans les chambres des avoués et notaires de l'arron-

dissement du domicile du mari (1). Mais le remède au régime du Code civil ne visant que le cas d'époux commerçants n'avait qu'une portée restreinte. Les fraudes que nous avons signalées et qui résultaient de la dissimulation par des époux mariés sous le régime dotal, de leur contrat, ces fraudes se multiplièrent, appelant une prompte réforme.

En la matière qui nous occupe, c'est celle qui aboutit la première ; elle fut opérée par la loi du 10 juillet 1850.

§ 1^{er}. — Loi du 10 juillet 1850.

Le système de publicité organisé par la loi de 1850 est, en somme, assez simple. Il consiste à faire bénéficier dans une certaine mesure les conventions matrimoniales des époux, de la publicité attachée à l'acte de mariage lui-même et voici comment ce résultat est obtenu.

Désormais, au moment de la célébration du mariage, l'officier de l'état civil est tenu d'adresser aux époux et aux personnes appelées à autoriser le mariage, une interpellation spéciale sur l'existence ou l'absence d'un contrat entre les futurs époux (art. 75, al. 2). Si la réponse est négative, simple mention en est faite dans l'acte de mariage. Si un contrat a été passé, les parties remettent à l'officier de l'état civil, un certificat que leur a délivré le notaire et dans lequel il a indiqué son nom, le lieu de sa résidence, les noms des époux et la date du

(1) Cf. C. com., art. 67 ; C. proc. civ., art. 872,

contrat (art. 1394, al. final), et l'officier de l'état civil fait également mention de ces diverses indications dans l'acte de mariage.

On voit comment, par ce système, se trouve comblée dans une certaine mesure la lacune que présentait le Code civil. Tout d'abord, ce ne sont plus uniquement les commerçants mais encore les non commerçants auxquels s'appliquent les nouvelles prescriptions.

Et puis ensuite, les actes et les registres de l'état civil étant publics, les tiers auxquels les époux auront affirmé être mariés sans contrat pourront vérifier l'exactitude de leur affirmation si l'acte de mariage au contraire atteste l'existence d'un contrat, les tiers ne traiteront point sans en exiger communication.

Mais le législateur devait prévoir l'hypothèse d'une dissimulation. Les époux ont fait un contrat, seulement ils ont menti à l'officier de l'état civil, ils lui ont déclaré et celui-ci a mentionné qu'ils n'en avaient point fait ; alors, l'examen de l'acte de mariage ne sera plus pour les tiers d'aucune utilité. Ils n'y trouveront tout au contraire que la confirmation des dires des époux, et ils traiteront avec eux. Le législateur vient à leur secours ; ces tiers ne seront point victimes des manœuvres frauduleuses des époux. «.... La femme, porte l'article 1391 alinéa 4, sera réputée à l'égard des tiers capable de contracter dans les termes du droit commun... (1) »

Sans nul doute, cette organisation de la publicité en matière de contrat de mariage réalise un progrès consi-

(1) Le texte ajoute, ce qui est évidemment raisonnable : «.... à moins que dans l'acte qui contiendra son engagement elle n'ait déclaré avoir fait un contrat de mariage »,

dérable sur lequel il serait superflu, après les développements qui ont précédé, d'insister à nouveau. Est-elle donc pour cela parfaite de tous points ?

Un point, en effet, attire immédiatement l'attention, c'est que le législateur n'a pas exigé l'indication par les parties et la mention dans leur acte de mariage de la nature du régime matrimonial qu'elles ont adopté. Ce que les parties déclarent, et ce qui est mentionné dans l'acte, c'est simplement l'existence ou la non existence d'un contrat. Or c'est là, pour nous, une demi-mesure insuffisante. Le législateur aurait dû à notre avis imposer au notaire d'indiquer aussi sur le certificat qu'il délivre aux époux et que ceux-ci remettent à l'officier de l'état civil, la nature du régime qu'ils ont choisi pour le règlement de leurs intérêts pécuniaires. Sans doute, nous ne nous dissimulons pas que l'existence seule du contrat est déjà un renseignement capital pour les tiers, car cette existence leur étant révélée, il leur sera facile de s'adresser, sinon au notaire qui est tenu au silence par le secret professionnel, du moins aux époux eux-mêmes et d'obtenir d'eux les renseignements complémentaires dont ils estiment avoir besoin. Mais la chose ne sera-t-elle point, sinon toujours du moins et bien certainement dans l'immense majorité des cas, délicate à l'extrême ? Nombre de transactions, de contrats ne seront-ils point empêchés pour toujours par les susceptibilités qu'une semblable demande aura blessées. Et ne vaudrait-il donc pas mieux publier les clauses essentielles des contrats de mariage de toutes les personnes indistinctement, que l'un des époux soit commerçant ou non commerçant, d'après les règles établies par le Code

de commerce (1) pour les commerçants seulement, ou d'après des règles nouvelles, par exemple par mention dans l'acte de mariage et dans la mesure où cette réforme serait jugée utile. Assurément on obtiendrait ainsi plus d'unité au point de vue de la publicité des conventions matrimoniales et cette modification, non seulement nous paraît possible, mais encore elle nous semble bonne. Le législateur de 1830 a donc fait, à notre avis, une œuvre incomplète.

Mais, à l'inverse, nous ne reprocherons pas au législateur de n'avoir point prescrit les formalités qu'il édictait sous peine de nullité et d'inopposabilité aux tiers. L'officier de l'état civil a omis d'adresser aux époux l'interpellation sur l'existence de leur contrat, ou bien cette interpellation a été faite, les époux ont répondu, mais l'officier de l'état civil n'a point mentionné leur réponse. Après tout, sous prétexte de publicité, n'eut-il pas été injuste de rendre les époux responsables d'une faute ou d'une ignorance qui leur est absolument étrangère ? L'officier de l'état civil est passible d'une amende (art. 76) sans préjudice des réparations civiles que les parties pourront lui réclamer ; la sanction est suffisante, elle est bien propre à assurer l'exécution des prescriptions légales.

(1) V. Code com., art. 67 : « Tout contrat de mariage entre époux dont l'un sera commerçant, sera transmis par extrait dans le mois de sa date aux greffes et chambres désignées par l'art. 872 du Code de procédure civile, pour être exposé au tableau, conformément au même article. Cet extrait annoncera si les époux sont mariés en communauté, s'ils sont séparés de biens ou s'ils ont contracté sous le régime dotal. »

Mais, où le législateur peut sembler avoir fait œuvre imparfaite, c'est en donnant aux dispositions nouvelles une portée si restreinte. Ce que vise la loi de 1850 c'est uniquement le cas de dissimulation du contrat de mariage par une femme mariée sous le régime dotal : cette femme ne pourra pas opposer aux tiers l'inaliénabilité de ses biens dotaux et l'incapacité de contracter qui en est la conséquence. Voilà le résultat voulu par la loi, et c'est le seul (1).

Le champ d'application de la loi n'aurait-il pas dû être beaucoup plus large ? Le législateur n'aurait-il pas dû déclarer que dans tous les cas la femme sera réputée mariée sous le régime de communauté, quel que soit son régime matrimonial ?

Ici encore il suffit d'un instant de réflexion pour s'apercevoir que le législateur n'avait pas à entrer dans cette voie. C'est qu'en effet, *s'agissant ici des créanciers de la femme*, le régime dotal est le seul qui par sa dissimulation puisse être pour eux une source de préjudice. La femme séparée ou mariée sans communauté a eu beau affirmer qu'elle était mariée sans contrat, les tiers auxquels elle vient ensuite à exhiber ce contrat, ne sauraient en rien souffrir de cette révélation, car sous l'un ou l'autre de ces deux régimes la capacité de la femme est non pas moins mais plus considérable qu'elle ne l'est sous le régime de communauté. Dans le cas de séparation, en effet, c'est la pleine propriété de son actif qu'elle peut engager et dans l'hypo-

(1) Cela résulte, sans contestation possible, des explications données par M. Valette dans son *Rapport* à l'Assemblée nationale présenté le 11 juin 1850. V. 3^e partie, n^o 6.

thèse de régime sans communauté, c'est la nue-propriété de cet actif; or, se disant mariée sous le régime de communauté, elle n'a pu engager son mobilier pour aucune part, et ses immeubles que sous réserve de l'usufruit. En dissimulant son régime véritable, ce n'est point à ses créanciers qu'elle a nui, mais à elle en s'enlevant une part de son crédit (1).

Le législateur n'avait donc point à s'occuper de ces deux régimes où les conséquences des actes passés par la femme se disant commune en biens sont sans danger pour les tiers.

Mais il est une autre hypothèse, où semble-t-il encore, la protection accordée aux tiers est insuffisante. C'est celle où, sous l'un ou l'autre des deux régimes dont nous parlons, les tiers ignorant le contrat qui leur a été dissimulé ont traité, *non plus avec la femme mais avec le mari*. En agissant ainsi, en effet, les tiers ont compté sur l'existence d'un patrimoine commun composé notamment des meubles provenant de la femme et des revenus de ses immeubles personnels. La révélation postérieure du contrat va leur causer préjudice; car ils ne pourront pas saisir ces meubles et ces revenus. Ne devraient-ils donc pas avoir le droit de réclamer non seulement au mari, mais aussi à la femme des dommages-intérêts, et de faire saisir pour obtenir satisfaction les biens mobiliers de la femme exclus de toute communauté par son contrat? Or c'est là un résultat que le législateur n'a certainement pas entendu consacrer. Car mettre à la charge de la femme cette dette de domma-

(1) V. Colmet de Santerre, t. VI, n° 41^{bis}, IV et suiv., pp. 46 et suiv.

ges-intérêts et permettre aux créanciers de recourir à la saisie pour en obtenir le paiement, ce serait traiter la femme non commune ou séparée comme mariée sous le régime de communauté, et c'est là une solution que le but restreint des auteurs de la loi de 1850 ne permet pas d'accepter (1).

La constatation est exacte, seulement il faut reconnaître qu'il n'y a point lieu d'en conclure à une insuffisance réelle de protection pour les tiers. Ceux-ci, en effet, ne sont pas ici, forcément, fatalement victimes de la dissimulation de leur contrat par les époux. La femme non commune ou séparée n'est pas garantie par une inaliénabilité dotale qui n'a point d'objet ; les tiers qui contractent avec le mari peuvent donc exiger qu'elle aussi intervienne au contrat. Eh bien ! qu'ils le fassent, et la prudence leur commande de l'exiger, ils auront ainsi une action directe contre elle. Le droit commun suffit donc à les protéger. Le législateur de 1850 pouvait se dispenser de leur accorder la protection nouvelle qu'il édictait.

Seulement, où nous saisissons une lacune dans la loi, c'est peut-être dans ce fait que le résultat pour la femme dotale de la dissimulation de son contrat n'est pas de rendre ce contrat radicalement et en tous points inopposable aux tiers. Ce que la femme ne peut leur opposer, c'est l'inaliénabilité de ses biens dotaux et l'incapacité qui en découle, mais ce n'est pas autre chose. Pour le surplus, par conséquent, le contrat de mariage subsiste et s'impose aux tiers, et par exemple en ce qui concerne la propriété et la consistance des apports

(1) V. Colmet de Santerre, *op. et loc. cit.*

de la femme ainsi que les donations faites aux époux par des tiers ou par l'un d'eux à l'autre (1).

Mais il est une lacune plus considérable que n'a point aperçue le législateur de 1850 et qui dans une large mesure enlève à sa réforme son efficacité. C'est la suivante. — Le législateur a lié la publicité du contrat de mariage à celle de l'acte de mariage ; or nous savons que la publicité de cet acte de mariage est dans le système du Code civil très insuffisante. Sans doute l'acte de mariage est inscrit sur les registres publics de l'état-civil, et les tiers peuvent ainsi avoir la preuve du mariage et par suite du contrat de mariage, mais toujours à une condition, qui diminue la portée de la mesure, c'est qu'ils connaissent préalablement l'existence du mariage, et le lieu où il a été contracté ! Or, en fait, comment acquérir ces renseignements, sinon par l'aveu de l'époux lui-même avec qui l'on contracte. Mais cet époux peut justement avoir intérêt à dissimuler l'existence de son mariage ; par exemple, pour en contracter un second avant la dissolution du premier ; par exemple encore, pour dissimuler, s'il s'agit d'une femme, son incapacité, ou s'il s'agit du mari, l'existence sur ses biens de l'hypothèque légale. Les tiers n'auront d'autre ressource s'ils ont des doutes que de s'en fier à la commune renommée, or le lieu où le mariage a été célébré peut être éloigné et inconnu de tous. C'est dire que, même après cette loi de 1850, les tiers sont bien imparfaitement protégés. Mais il faudrait peu de chose pour assurer cette protection, ce serait que l'acte de mariage fut mentionné en marge de l'acte de naissance.

(1) V. Aubry et Rau, t. V, p. 251, § 503.

Alors, nul ne pouvant légitimement refuser de dire où il est né, les tiers auraient par la seule inspection de l'acte de naissance tous les renseignements désirables.

C'est la réforme capitale, nous le verrons, que le législateur de 1897 a accompli. En ordonnant cette mention de l'acte de mariage en marge de l'acte de naissance, il a donné à la loi de 1850 toute sa portée, toute son efficacité. Et non seulement à la loi de 1850, mais encore à une autre loi à laquelle nous arrivons, celle de 1886 sur le divorce.

§ II. — Loi du 18 avril 1886.

La Charte de 1814 ayant déclaré la religion catholique religion d'Etat et la religion catholique repoussant le divorce, la loi du 8 mai 1817 tira la conséquence de ces prémisses en abolissant le divorce. Mais la révolution de 1830 supprima la religion d'Etat et aussitôt des projets de rétablissement du divorce reparurent. Après beaucoup qui n'aboutirent point, l'un est devenu la loi du 27 juillet 1884 qu'une autre loi du 18 avril 1886 est venue sur plusieurs points modifier et compléter. C'est cette loi qui nous intéresse. Elle a, en effet, modifié les dispositions anciennes du Code civil relative à la publicité.

Désormais, le jugement ou l'arrêt du divorce doivent être non seulement publiés par affichage dans l'auditoire des tribunaux ou insertion dans un journal (1) confor-

(1) Le législateur de 1886 ne s'est point occupé de la publicité

mément aux dispositions du Code civil (art. 250), mais ils doivent : 1^o être transcrits sur les registres de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré, et 2^o ils doivent être mentionnés en marge de l'acte de mariage conformément à l'article 49 (1). « La transcription est faite à la diligence de la partie qui a obtenu le divorce ; à cet effet, la décision est signifiée, dans un délai de deux mois à partir du jour où elle est devenue définitive, à l'officier de l'état civil compétent, pour être transcrite sur les registres. A cette signification doivent être

de la demande en divorce. La chose eut été inutile. Consacrant en effet l'opinion admise sous l'empire du Code civil et de la loi de 1884 il a décidé que le jugement dûment transcrit remonterait au jour de la demande quant à ses effets *entre époux* (art. 252, *in fine*). Aucune rétroactivité n'est donc attachée aux effets du jugement à l'égard des tiers. — Il est du reste hors de doute que tous les effets du divorce ne remontent pas, même entre époux, au jour de la demande. Il n'en est ainsi que pour les effets pécuniaires. A tous autres points de vue le mariage ne sera réputé dissout que du jour de la prononciation du jugement ou de l'arrêt.

Et nous croyons même plus exact de dire avec l'opinion qui tend à prévaloir en doctrine et en jurisprudence que la dissolution du mariage n'a lieu qu'à partir de la transcription. — Cette opinion qui est celle de la Cour de cassation, est aussi soutenue par M. Massigli. Elle avait été combattue par M. Baudry-Lacantinerie dans la 4^e édition de son *Précis* (t. I. n^o 739, p. 417), en se fondant sur un arrêt de Limoges, 26 novembre 1887, S. 89, 2, 129, D. 89, 2, 40, et un jugement du tribunal de Versailles, 14 août 1889, S. 90, 3, 98. Mais dans l'édition suivante, il déclare abandonner son système et se ranger à l'opinion de la Cour de cassation (v. édit. 1894, p. 446).

(1) Cf. C. civ., art. 251, qui ajoute *in fine* : « Si le mariage a été célébré à l'étranger, la transcription est faite sur les registres de l'état civil du lieu où les époux avaient leur dernier domicile, et mention est faite en marge de l'acte de mariage s'il a été transcrit en France. »

joint les certificats énoncés en l'article 548 du Code de procédure civile, et, en outre, s'il y a eu arrêt, un certificat de non pourvoi.

Cette transcription est faite par les soins de l'officier de l'état civil, le cinquième jour de la réquisition, non compris les jours fériés, sous les peines édictées par l'article 50 du Code civil.

A défaut par la partie qui a obtenu le divorce de faire la signification dans le premier mois, l'autre partie a le droit concurremment avec elle de faire cette signification dans le mois suivant.

A défaut par les parties d'avoir requis la transcription dans le délai de deux mois, le divorce est considéré comme nul et non avenu.

Le jugement dûment transcrit remonte, quant à ses effets entre époux, au jour de la demande. »

Il serait superflu de reprendre dans ses détails la critique de semblables mesures de publicité par affichage ou insertion dans les journaux. Quant à celle qui résulte de la transcription sur les registres ou de la mention du jugement de divorce en marge de l'acte de mariage, elle ne rendra service qu'à ceux auxquels l'époux divorcé voudra bien faire la déclaration qu'il a été marié puis divorcé. C'est assurément trop peu. Ce qu'il eut fallu assurer ici encore c'était la possibilité pour les tiers de se renseigner sur ce fait, non pas quand ils le connaissent, mais quand ils l'ignorent. Mais dira-t-on, la question est sans intérêt; le divorce n'enlève point aux époux tout ou partie de leur capacité, bien au contraire, ils leur fait retrouver la pleine capacité qu'ils avaient perdu par le mariage. La femme

pourra engager tous ses biens, les biens du mari ne seront plus frappés de l'hypothèque générale qui compromettrait son crédit. Le divorce est une mesure avantageuse pour les tiers qui contractent avec un époux divorcé. Il n'est point nécessaire de les en avertir.

L'observation est exacte, mais dans une certaine mesure seulement. Elle l'est pleinement à l'égard de la femme si nous n'envisageons que le côté pécuniaire de la question, car le divorce lui rend toute sa capacité. Mais, toujours en restant sur ce terrain de l'intérêt pécuniaire, l'observation est déjà moins exacte à l'égard du mari. Sans doute ses biens ne seront plus grevés d'une hypothèque légale, et à cet égard, son crédit en étant augmenté, lui-même aura intérêt à divulguer son divorce ; mais d'autre part, il a perdu un autre élément de crédit, le droit d'engager la communauté. On aperçoit alors qu'il aura intérêt à dissimuler son divorce et à faire croire à l'existence de son mariage.

Aussi bien la publicité ne vise-t-elle pas que des intérêts d'ordre pécuniaire, elle tend aussi à satisfaire des intérêts moraux. Or, il s'en faut encore de beaucoup et à l'heure actuelle que le divorce, contraire aux principes de la religion catholique, soit accepté universellement. Dès lors n'est-il pas juste que cet état soit susceptible d'être facilement connu des intéressés ? Quelle sera la situation de celui ou de celle qui se trouvera avoir contracté avec un divorcé ou une divorcée un mariage qui aura à ses yeux le caractère d'une bigamie ? Et pourtant, si rien ne permet en dehors de la connaissance du fait, de s'assurer de l'état exact de son futur conjoint, cette situation est possible.

Telle que l'organise la loi de 1886 la publicité du divorce reste donc incomplète, inefficace (1). Quant à la publicité de la *séparation de corps*, le législateur de 1886 ne l'a point modifiée. Elle reste soumise aux dispositions des articles 872 et 880 du Code de procédure civile. A son égard, par conséquent, aucune transcription du jugement sur les registres de l'état civil ; aucune mention en marge de l'acte de mariage ne saurait avoir lieu. Il faut bien reconnaître, du reste, que de graves dangers sont ici bien peu à craindre, moins à craindre qu'en matière de divorce puisque la séparation de corps n'ayant point rompu le mariage, toute autre union est impossible, ce qui enlèvera à la publicité le but d'ordre moral que nous signalions tout à l'heure. D'autre part, à l'égard de la femme, la séparation de corps entraînant séparation de biens lui donne une plus grande capacité. Elle-même aura donc intérêt à révéler

(1) Il faut reconnaître, du reste, que sur deux points la loi de 1886 a modifié heureusement la réglementation adoptée par le Code civil et maintenue par la loi du 27 juillet 1884. — Elle l'a modifiée d'abord en ceci que désormais ce n'est plus l'officier de l'état civil mais la justice elle-même qui *prononce* le divorce, ce qui quoique aboutissant en fait au même résultat nous parait beaucoup plus satisfaisant théoriquement et même pratiquement. Ensuite, alors que sous l'empire du Code civil et de la loi de 1884 l'époux en faveur duquel avait été prononcé le divorce pouvait seul réclamer de l'officier de l'état-civil la prononciation de ce divorce, ce qui lui permettait s'il le voulait de le tenir pour non avenu et de contraindre son conjoint au maintien de la vie commune, désormais l'époux lui-même contre lequel le divorce a été prononcé peut faire opérer la transcription ; le divorce ne sera donc non avenu que du mutuel consentement des deux époux. Et la solution, nous l'avons dit, est aussi, à notre avis du moins, beaucoup plus satisfaisante pour l'esprit.

la séparation intervenue et à justifier d'une sentence qu'elle ne peut ignorer.

Reste le cas possible où le mari dissimulant la séparation chercherait à faire miroiter aux yeux des tiers, l'existence d'un actif de communauté en réalité inexistant. Assurément le danger pourra exister, et la publicité serait bonne qui viendrait sur ce point garantir les tiers. Seulement, constatons qu'il leur sera bien facile de se prémunir contre tout préjudice et par ce moyen que nous avons signalé : c'est d'exiger, puisque le mari se dit commun en biens, l'intervention de la femme au contrat. La fraude du mari sera déjouée. La publicité ne serait donc utile que pour les imprudents. Seulement peut-être faut-il reconnaître que ces imprudents sont justement le plus grand nombre, et que le législateur eut fait œuvre sage en prenant plus qu'il ne le font eux-mêmes, soin de leurs intérêts.

Quoiqu'il en soit, si la séparation de corps n'appelle que dans une assez faible mesure la publicité, cette publicité redevient d'une utilité capitale dans le cas de réconciliation.

§ III. — Loi du 6 février 1893.

La loi du 6 février 1893 en modifiant dans une proportion si considérable la capacité de la femme séparée de corps a donné à cette question de *la réconciliation* un nouvel intérêt. Sous l'empire du Code civil, la réconciliation n'effaçait point *ipso jure*, nous le savons, la séparation de biens qui subsistait. Aussi la réconci-

liation ne nécessitait-elle aucune mesure de publicité particulière, la situation au point de vue de la capacité de la femme ne subissant de la réconciliation aucune modification. Avant comme après, l'article 1449 restait la loi des époux, les tiers n'avaient donc pas besoin d'être avertis. — Mais les époux pouvaient vouloir sortir de ce régime de séparation de biens et faire revivre leurs conventions matrimoniales; ils devaient alors accomplir les formalités prescrites par l'article 1451 du Code civil.

On conçoit qu'avec la loi du 6 février 1893 la situation est devenue plus complexe. La femme séparée de corps, en effet, depuis cette loi n'est plus dans la situation d'une femme séparée de biens, elle est pleinement capable. Or la réconciliation des époux et la reprise de la vie commune ne laisse point subsister cette capacité. Le législateur décide que la réconciliation a pour effet de replacer la femme sous l'empire de l'article 1449, c'est-à-dire dans la situation d'une femme séparée de biens. La conséquence est certaine. Puisque la capacité de la femme est modifiée, il faut que les tiers soient avertis du changement survenu, et l'on ne concevrait pas, si de telles formalités n'existaient pas, que la réconciliation leur soit opposable.

C'est ce que le législateur a vu très clairement et c'est pourquoi il a organisé cette publicité de la réconciliation. Les formalités qui rendront opposables aux tiers le changement de capacité de la femme sont au nombre de quatre :

1^o La réconciliation ou reprise de la vie commune doit être constatée par acte passé devant notaire avec minute;

2° Un extrait de cet acte doit être affiché dans la forme indiquée par l'article 1448, c'est-à-dire sur un tableau à ce destiné dans la salle du Tribunal de première instance, et de plus, si le mari est marchand, banquier ou commerçant, dans celle du Tribunal de commerce de son domicile ;

3° Une mention de la réconciliation et de la reprise de la vie commune sera faite en marge : 1° de l'acte de mariage ; 2° du jugement ou de l'arrêt qui a prononcé la séparation ;

4° Un extrait de l'acte attestant la réconciliation et reprise de la vie commune sera publié dans l'un des journaux du département recevant les publications légales (1).

Et alors, de deux choses l'une. Ou bien les formalités de publicité auront été accomplies et la réconciliation devenant opposable aux tiers la femme n'aura plus vis-à-vis d'eux que la capacité restreinte de l'article 1449. Ou bien ces formalités auront été négligées, et la perte de la capacité antérieure à la réconciliation ne produira d'effets qu'entre les époux seulement.

Ces formalités ne diffèrent, comme on peut le voir aisément, des formalités exigées par l'article 1451 que par leur plus grand nombre. Les deux dernières que nous venons de mentionner sont l'innovation de la loi de 1893, et une innovation intéressante, puisqu'elle nous montre une fois de plus le législateur s'acheminant vers la concentration en certains points des renseignements concernant une même personne. On se rend compte que toute modification survenant doit être

(1) V. Code civ., art. 341 nouveau.

mentionnée en marge des actes sur lesquels elle exerce son influence, actes qui appelés à renseigner les tiers les induiraient en erreur, s'ils n'étaient complétés par la mention de l'acte modificatif. Désormais les intéressés qui consulteront l'acte de mariage ou le jugement de séparation, y trouveront l'indication de la réconciliation intervenue.

Au surplus, il nous paraît difficilement contestable, quoiqu'on en ait dit que les époux séparés puissent donner, si bon leur semble, une plus grande extension aux effets de la réconciliation, nous voulons dire qu'ils puissent rétablir leur régime matrimonial primitif lui-même (1). — Seulement alors et fatalement les choses peuvent en fait présenter un double aspect. Si la communauté est rétablie par l'acte même de réconciliation, la publicité étendue du nouvel article 311 suffit, ou mieux les deux publicités des articles 311 et 1451 sont applicables, mais comme l'article 1451 est absorbé par

(1) Cette solution a été rejetée par plusieurs. V. Cabouat, *Explication théorique et pratique de la loi du 6 février 1893*, p. 82; Thienot, *Étude sur la loi du 6 février 1893 relative au régime de la séparation de corps* (*Rev. critiq.* 1893, p. 392). Selon ces auteurs la loi du 6 février 1893 a virtuellement abrogé à l'égard des questions qu'elle a expressément résolues les textes du Code civil relatifs à la séparation de corps. Les époux réconciliés n'ont donc aucun choix à faire, le nouvel article 311 peut seul être invoqué par eux, le régime de la séparation de biens est seul applicable. — L'observation ne nous paraît point décisive. Sans doute sur les questions expressément résolues par la loi nouvelle, la loi ancienne est abrogée, mais il n'est point exact, ce nous semble, de voir dans les articles 311, alin. 4 et 1451 deux dispositions contradictoires. Elles sont au contraire parfaitement conciliables. Ce que prévoit l'article 311 c'est une réconciliation pure et simple que les parties n'entendent point faire suivre de la re-

l'article 311 il suffit en fait d'observer les prescriptions de ce dernier. — Que si la communauté est rétablie par un acte postérieur la réconciliation a été publiée conformément à l'article 311 et les époux ont vécu sous le régime de l'article 1449 jusqu'au jour où conformément à l'article 1451 ils reprennent leur régime matrimonial primitif. Pour rendre cette convention opposable aux tiers il suffit de publier l'acte conformément à l'article 1451. L'inscription en marge de l'acte de mariage devient inutile. L'article 311 n'est pas applicable à cette hypothèse.

A l'égard des époux séparés de biens seulement le droit antérieur reste applicable et les époux qui voudront faire revivre entre eux leur régime primitif devront remplir les formalités de l'article 1451.

On peut regretter que le législateur n'ait pas cru devoir étendre à la *séparation de biens* la publicité qu'il a organisée pour la séparation de corps. Il n'y avait, en effet, aucune raison pour que la publicité fut différente dans les deux cas. Mais on peut regretter plus encore qu'en 1893, comme en 1886 ou en 1850, le législateur n'ait pas aperçu que la mention de la réconciliation sur l'acte de mariage n'opérait qu'une publicité imparfaite, cet acte de mariage restant inconnu ; on peut regretter qu'il n'ait point vu la nécessité de mentionner l'acte de mariage en marge de cet autre

prise de leurs conventions matrimoniales ; mais ce n'est là qu'une hypothèse. Le contraire aussi peut arriver, les parties peuvent vouloir revenir à leur régime primitif et nous n'apercevons pas dans l'économie du texte nouveau rien qui le leur empêche. C'est là une seconde hypothèse que le législateur n'a pas touché et qu'il a laissée par conséquent soumise aux principes antérieurs.

acté dont les individus ne peuvent dissimuler l'existence, l'acte de naissance.

Il ne faut point du reste juger trop sévèrement l'œuvre du législateur de 1893, car cette même année il apportait d'importantes réformes à la publicité en une autre matière d'une importance considérable, celle de l'interdiction.

§ IV. — Loi du 16 Mars 1893.

Telle que l'organisait le Code civil, nous le savons, la publicité en matière d'interdiction était d'une insuffisance complète. Limitée à l'affichage du jugement et à son insertion par extrait dans un journal de l'arrondissement, la publicité se trouvait forcément sans portée appréciable. Même sur le territoire de cet arrondissement elle pouvait, remontant à une époque lointaine, être devenue ignorée, à supposer qu'elle ne l'ait pas toujours été. En dehors de l'arrondissement, l'ignorance de l'interdiction était plus complète encore. L'interdit n'avait donc qu'à se fixer en dehors de son arrondissement primitif pour contracter en dépit de son incapacité (1). Les tiers n'étaient pas protégés. La loi du 16 mars 1893 vient à leur secours en complétant les dispositions de l'article 501 du Code civil.

La loi protège du reste les tiers, non seulement contre l'interdit mais encore contre l'individu auquel a été

(1) V. le *Rapport* sur la proposition de loi de M. Royer, 23 juin 1892, Ann. n° 2197.

nommé un conseil judiciaire. C'était même là dans l'origine son seul but, sa seule portée, mais dans sa délibération du 2 février 1893 le Sénat étendit le projet au jugement prononçant l'interdiction (1).

Désormais dans l'un et l'autre cas la sentence donnera lieu aux formalités suivantes. L'avoué du demandeur doit transmettre par extrait le jugement ou l'arrêt au greffe du lieu de la naissance du défendeur, cela dans le délai d'un mois à dater du jour où le jugement ou arrêt a acquis l'autorité de la chose jugée. Un registre spécial à ces constatations doit être ouvert au greffe du tribunal du lieu de la naissance, et dans les quinze jours de la réception du jugement le greffier doit mentionner sur ce registre l'extrait qu'il a reçu. Toute personne peut prendre connaissance du registre et s'en faire délivrer des copies. Enfin dans un nouveau délai de quinze jours, le greffier doit faire parvenir à l'avoué un certificat constatant que les formalités ont été accomplies ; ce qui permet à l'avoué de conserver par devers lui une pièce établissant qu'il a rempli pour sa part les obligations qui lui incombaient.

C'est en somme la centralisation au greffe du tribunal du lieu de la naissance des sentences d'interdiction et de celles qui nomment un conseil judiciaire. L'innovation est des plus heureuses et susceptible sans nul doute de garantir les tiers. Il ne suffira plus désormais de changer de domicile pour rendre illusoire la publi-

(1) V. *Journal officiel*, Sénat, 3 février 1893 ; Jg. Bouchez, *Du Conseil judiciaire*, Paris, 1894, p. 140 ; les mesures de publicité prescrites pour l'interdiction ou la nomination d'un conseil judiciaire sont d'ailleurs applicables à la main-levée de l'une et de l'autre (V. *Cod. procéd.*, art. 897).

cité donnée aux sentences d'interdiction. Quand le doute naîtra dans la pensée du tiers, il n'aura qu'à réclamer à son cocontractant l'indication de son lieu de naissance. Le registre tenu au greffe du tribunal le renseignera pleinement sur sa capacité. Or, on peut toujours demander à quelqu'un de faire connaître son lieu de naissance, dit fort bien M. Thézard. Si l'individu refuse ou ment, on s'abstiendra de traiter. Si au contraire on connaît son lieu de naissance et qu'on ait un doute quelconque sur sa capacité, on demandera un extrait (1).

Du reste, pour assurer l'accomplissement des règles nouvelles, le législateur a édicté des pénalités contre ceux qui omettraient de remplir les formalités prescrites : « Toute contravention aux dispositions ci-dessus, commise par les greffiers ou avoués, sera punie d'une amende de 50 francs, sans préjudice de tous dommages-intérêts. » Quoiqu'il advienne au surplus de la publicité, l'incapable reste toujours protégé et les tiers n'ont d'autre recours qu'une demande de dommages-intérêts contre ceux qui ont omis de se conformer aux formalités prescrites.

La même loi de 1893 a encore pour objet de modifier les articles 896 et 897 du Code de Procédure. L'article 897 modifié est devenu l'article 896 et réciproquement. Voici quelle est la teneur de l'article 896 : « Le jugement qui prononcera défense de plaider, transiger, sans assistance du conseil, sera affiché et inscrit au greffe dans la forme prescrite par l'article 501 du Code civil. » L'obligation d'affichage est donc étendue dans ce cas aux greffiers et doit avoir lieu de la même ma-

(1) Rapport au Sénat, 22 janvier 1893, Annexe n° 4.

nière que chez les notaires ou dans les salles d'audience, indépendamment de la tenue du registre des extraits de jugement, toujours obligatoire. — Le nouvel article 897 est aussi relatif à la publicité : « Les demandes en main-levée d'interdiction ou de conseil judiciaire, seront soumises quant à l'instruction et au jugement, et quant à la publicité de la décision aux mêmes règles que les demandes en interdiction ou nomination de conseil. » Ici la loi a eu pour objet d'opérer au point de vue de la publicité une fusion plus complète des règles concernant l'interdiction et la nomination de conseil judiciaire ou leur main-levée. L'ancien article 897 parlait seulement de la main-levée du conseil judiciaire ; la même publicité est aujourd'hui requise pour la main-levée de l'interdiction (1).

Le mode de tenue du registre du greffe a été réglé par un décret du 9 mars 1893 (2), qui prévoit aussi les honoraires dus aux officiers ministériels. Il constate l'importance de la réforme et fait entrevoir toute l'utilité qu'on pourrait retirer de son extension.

(1) Il avait été question d'appliquer cette nouvelle loi aux interdictions et nomination de conseils judiciaires *obtenus antérieurement à la promulgation*, mais on comprit que les renseignements seraient fort difficiles à se procurer et que les tableaux dressés pourraient de ce fait être incomplets. Il y aurait eu à la fois un inconvénient grave à priver de la protection qui leur a été accordée les individus interdits ou pourvus d'un conseil, lorsque leurs noms n'eussent pas figuré sur le registre du lieu de leur naissance, ou d'exposer les tiers qui auraient traité de bonne foi avec l'interdit non mentionné sur la liste, à subir les conséquences de cette incapacité. On a reculé devant de pareilles difficultés et la loi ne s'applique donc que pour l'avenir.

(2) Cf. Bourgeois, *De l'interdiction judiciaire*, Paris, 1897, pp. 157, 158.

« En imposant la tenue de ce registre spécial, dont toute personne pourra prendre connaissance, et se faire délivrer copie, la loi nouvelle a fait un premier pas dans la voie de l'institution d'un casier civil. Il a donc paru naturel, pour déterminer le mode de tenue du registre, de suivre les règles adoptées par les instructions ministérielles pour la formation du casier judiciaire. C'est ainsi qu'il a semblé nécessaire de mentionner au registre les énonciations que contient aujourd'hui le bulletin n° 2 du casier pour faire connaître la décision intervenue et l'individualité de la personne qui en est l'objet (1). »

En somme, si nous laissons de côté les détails d'application, l'idée capitale que révèle la loi de 1893 est celle d'une centralisation par mention au lieu de naissance, lieu qu'on ne peut se refuser d'indiquer, d'un des renseignements les plus importants dont les tiers ont besoin lorsqu'ils traitent avec un individu.

Ce premier pas devait être suivi d'un second plus décisif encore. Il est tout récent, c'est la loi du 17 août 1897 qui l'a réalisé. Mais avant d'aborder l'étude de cette nouvelle loi, il nous faut mentionner une autre loi de 1893, celle du 8 juin qui est venue remanier, dans une mesure considérable, nombre de dispositions relatives aux actes de l'état civil.

(1) Cf. Theureau, *Les casiers judiciaires et un projet de casiers civils*, p. 15 et suiv.

§ V. — Loi du 8 juin 1893.

En somme, quatre catégories de circonstances avaient déjà et ont, à nouveau, attiré l'attention du législateur. Il s'agit, en effet, dans les textes auxquels nous faisons allusion d'actes reçus, soit à l'étranger, soit aux armées ; soit sur les navires au cours d'un voyage en mer, soit enfin dans les hôpitaux, lazarets ou prisons. Quelques mots suffiront, sur chacune de ses hypothèses, à compléter la connaissance que nous avons déjà et des procédés de constatation des faits de la vie civile et de la publicité qui en résulte.

A l'étranger, les actes de l'état civil peuvent être reçus d'une double façon ; soit conformément aux lois françaises par les agents diplomatiques et les consuls (1), soit conformément aux règles usitées dans le pays où ils sont passés, par les autorités locales (2). — Sont-ils reçus par les agents diplomatiques ou les consuls, alors ceux-ci sont tenus d'adresser une expédition des actes qu'ils auront dressés au ministère des affaires étrangères (3). Ils doivent également adresser à ce ministre

(1) V. C. civ., art. 48 : « Tout acte de l'état civil des Français en pays étranger sera valable s'il a été reçu conformément aux lois françaises par les agents diplomatiques ou par les consuls. »

(2) V. C. civ., art. 47 : « Tout acte de l'état civil des Français et des étrangers, fait en pays étranger, fera foi s'il a été reçu dans les formes usitées dans ledit pays. » Cf. sur ce point et sur le point qui précède : Weiss, *Traité élément. de dr. internat. privé*, 2^e édit., 1890, p. 381 et suiv.

(3) V. Ordonnance du 23 octobre 1833, art. 2, in fine.

à la fin de chaque année le double des registres qu'ils ont ainsi tenus. Ainsi la conservation de ces registres est mieux assurée et les particuliers pourront plus facilement se procurer les extraits des actes dont la connaissance les intéresse (1).

S'agit-il des actes reçus par les autorités locales en la forme locale, conformément à la règle *Locus regit actum*, alors il est bien certain qu'aucune mesure semblable à celle que nous venons d'indiquer n'est praticable, car les autorités du lieu où l'acte a été passé et qui sont intervenues dans la confection de cet acte n'ont aucun ordre à recevoir des autorités d'un pays étranger. Seulement, si ces moyens font défaut, il en reste d'autres par lesquels il est possible d'arriver au résultat voulu. C'est d'abord d'imposer aux nationaux eux-mêmes la publication en France des actes qu'ils passent à l'étranger. C'est ainsi que dans l'hypothèse où un mariage est célébré entre Français à l'étranger le législateur exige, en outre des publications ordinaires qui doivent le précéder, que dans les trois mois après le retour du Français sur le territoire de la France l'acte de son mariage soit transcrit sur le registre public des mariages du lieu de son domicile (2). Mais c'est là une disposition d'une efficacité douteuse, si l'on remarque d'un côté que la loi s'en remet aux parties du soin de faire opérer la transcription et d'autre part que l'ordre légal paraît bien dépourvu de toute sanction (3).

Seulement, une ressource existe qui permet d'attein-

(1) V. C. civ., art. 48, complété par la loi du 8 juin 1893.

(2) Cf. C. civ. art. 171

(3) Sur la question, Cf. Weiss. *op. cit.*, p. 474 et suiv. et les références citées.

dre le résultat cherché : c'est le recours à la voie diplomatique. Deux pays conviendront que les actes de l'état civil intéressant dans chacun les nationaux de l'autre seront réciproquement communiqués. La France a ainsi conclu avec un certain nombre de puissances étrangères des conventions de ce genre (1). Tous les trois mois ou tous les six mois copie des actes passés dans ces divers pays et concernant des nationaux français est envoyée d'office et sans frais à l'officier de l'état civil du lieu de naissance ou du dernier domicile soit de l'intéressé, soit à défaut, de ses ascendants.

Malheureusement la plupart de ces conventions ne visent que les actes de naissance, de mariage ou de décès. Cependant l'article 3 du traité conclu avec la Belgique oblige les officiers de l'état civil en France et en Belgique à se donner mutuellement avis par la voie diplomatique, des reconnaissances et légitimations d'enfants naturels inscrites dans les actes de mariage. Malheureusement aussi ces conventions n'existent point entre la France et toutes les puissances et enfin on peut regretter que les transcriptions à effectuer sur les registres en France, soient laissées à la simple bonne volonté des officiers de l'état civil (2). Néanmoins, quoique encore imparfaite, l'organisation ainsi établie est assurément propre dans une large mesure à donner aux principaux faits de la vie civile la publicité nécessaire.

Une seconde catégorie d'actes de l'état civil prévue et

(1) Avec l'Italie (13 janvier 1875), le Grand-Duché de Luxembourg (14 juin 1875), la Belgique (25 août 1876), la Principauté de Monaco (24 mai 1881).

(2) V. sur ce point Cir. Minist. Just. 11 mai 1875. Cf. Weiss, *op. cit.*, p. 395.

réglementée par le législateur concerne les *actes intéressant les militaires, les marins et les personnes employées à la suite des armées*. Le législateur a déterminé dans les articles 93 à 98 du Code quelles autorités, dans chaque situation spéciale qu'il prévoit, pourraient recevoir les actes en question ; il indique également quels individus pourront bénéficier des règles établies ; il s'inquiète enfin d'assurer la bonne tenue, la conservation et la concentration des actes ainsi reçus dans ces conditions exceptionnelles. Dans tous les cas prévus par le législateur, l'officier qui reçoit un acte en doit faire parvenir dès que la communication est possible et dans le plus bref délai une expédition au ministre de la guerre ou de la marine. Celui-ci doit en assurer la transcription sur les registres de l'état civil du dernier domicile du père, ou si le père est inconnu, de la mère, pour les actes de naissance ; sur ceux du domicile du mari pour les actes de mariage ; sur ceux du domicile du défunt pour les actes de décès. Si le lieu du dernier domicile est inconnu, la transcription est faite à Paris (1). De même à l'égard des reconnaissances d'enfants naturels, la transcription sera faite à la diligence du ministre de la guerre ou de la marine sur les registres de l'état civil où l'acte de naissance de l'enfant aura été dressé ou transcrit (2).

Un mariage est-il célébré dans l'une des circonstances prévues par le législateur, alors les publications doivent être faites au lieu du dernier domicile du futur époux, elles sont mises en outre vingt-cinq jours avant la célé-

(1) V. Cod. civ., art. 94.

(2) V. Cod. civ., art. 98.

bration du mariage à l'ordre du jour du corps, pour les individus qui appartiennent à un corps, et à l'ordre du jour de l'armée ou du corps d'armée, pour les officiers sans troupes et pour les employés qui en font partie (1). Les registres tenus dans toutes ces circonstances sont adressés au ministre de la guerre ou de marine pour être déposés aux archives de leur département ministériel (2).

Le même souci d'assurer la constatation des faits de l'état civil et la conservation des actes rédigés en conséquence se retrouvent dans les articles 51 à 61, 87 à 92 du Code civil qui concernent l'hypothèse *d'actes reçus au cours d'un voyage en mer*. Ces actes doivent alors être inscrits à la suite du rôle d'équipage. Deux expéditions en sont dressées pour être déposées soit au premier port où le bâtiment aborde pour tout autre cause que son désarmement. L'une des expéditions déposées est adressée au ministre de la marine qui la transmet à l'officier de l'état civil du dernier domicile afin qu'elle soit transcrite sur les registres. Si le dernier domicile ne peut être retrouvé ou s'il est hors de France, la transcription est faite à Paris. L'autre expédition est déposée aux archives du Consulat ou du bureau de l'inscription maritime (3).

Au cas de décès dans les hôpitaux ou formations sanitaires, hôpitaux maritimes, coloniaux, civils ou autres établissements publics soit en France, soit dans les colonies, l'officier de l'état civil appelé à constater

(1) V. Cod. civ., art. 97.

(2) V. Cod. civ., art. 95, *in fine*.

(3) Pour les cas où la constatation du décès *de visu* est impossible. V. C. civ., art. 87 à 92.

le décès devra envoyer dans le plus bref délai à l'officier de l'état civil du dernier domicile du défunt, une expédition de cet acte, expédition qui doit être immédiatement transcrite sur les registres (1).

§ VI. — Loi du 17 août 1897.

Les réformes dans la législation de l'état civil dont le besoin s'était depuis longtemps déjà fait sentir, furent mises à l'étude au sein même du Parlement. Le 22 janvier 1894, M. Michelin déposa sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi tendant à faire mentionner le mariage en marge de l'acte de naissance, dans le but de prévenir la bigamie et le dol dans les contrats. Ces deux idées ressortent de l'exposé des motifs dans lesquels l'auteur de la proposition s'efforce de prouver que la publicité du mariage est insuffisante tant au point de vue des seconds mariages possibles qu'en ce qui concerne l'hypothèque légale générale de la femme mariée sur les biens de son mari (2).

(1) V. C. civ., art. 80.

(2) V. Chambre des députés, Ann. n° 294 : « La publicité du mariage telle qu'elle existe est défectueuse. Il ne suffit pas en effet de procéder publiquement à la célébration du mariage et de permettre à toute personne de se procurer des expéditions de l'acte de mariage pour que son existence soit portée à la connaissance de tous les intéressés. Sous l'empire de la législation actuelle, un individu qui est marié peut facilement dissimuler son mariage et par conséquent tromper les personnes avec lesquelles il contracte et leur causer un grand préjudice. Le crime de bigamie peut être facilement commis. L'officier d'état civil appelé à procéder à

La réforme de M. Michelin était donc restreinte à la matière du mariage, mais elle avait ceci de particulier, c'est que, le soin de faire opérer la mention n'était pas laissé aux parties dont on pouvait craindre la mauvaise volonté, ou même simplement la négligence, mais attribué exclusivement aux officiers de l'état civil. Il en était de même pour les mentions déjà prévues et spécialement désignées dans la proposition.

La Chambre conclut à la prise en considération après un rapport du 6 novembre 1894 (1) et adopta sans discussion. Devant le Sénat, M. Guérin présenta deux

la célébration d'un mariage n'a aucun élément pour savoir si les futurs époux ne sont pas déjà engagés dans les liens d'un autre mariage...

« C'est en se plaçant d'ailleurs, non seulement au point de vue criminel, mais encore au point de vue purement civil que l'on peut constater les graves inconvénients qui résultent du défaut de publicité du mariage. Ainsi un homme marié se dit célibataire pour contracter plus facilement un emprunt : le prêteur, qui n'a aucun moyen de contrôler son assertion, effectue le prêt même sur hypothèque, et lorsqu'il veut se faire rembourser, il se trouve en face de l'hypothèque légale de la femme, valable sans inscription et primant les hypothèques inscrites. La publicité du mariage rendrait cette fraude impossible et équivaldrait en quelque sorte à l'inscription de l'hypothèque de la femme mariée. La publicité ferait encore disparaître l'inconvénient suivant qui n'est pas moins sérieux : la femme mariée qui est à tort ou à raison frappée d'incapacité légale et même contractuelle, si elle est mariée sous le régime dotal, peut se dire non mariée lorsqu'elle se dispose à passer un contrat ; le tiers contracte de bonne foi avec elle, puis lorsqu'il s'agira de faire exécuter le contrat par la femme, celle-ci lui opposera son incapacité et fera annuler l'acte.

« Il est constant que la législation sur les actes de l'état civil est imparfaite, puisque le mariage existant peut être dissimulé assez facilement... »

(1) Annexe n° 952.

rapports, le premier le 19 mars 1894 (1) et l'autre le 14 juin 1897 (2); dans ces deux rapports il concluait à l'adoption de la proposition sauf quelques modifications relatives à la formalité de la mention, pour laquelle on généralisait l'inscription d'office. La loi fut votée par le Sénat, revint devant la Chambre et fit de nouveau l'objet d'un rapport de M. Michelin (3); elle fut adoptée le 10 juillet 1897. Mais la promulgation de cette loi subit un retard considérable et ne fut chose accomplie que le 17 août 1897. Examinons successivement ses différentes dispositions.

1^o Mention du mariage en marge de l'acte de naissance.

C'est l'article 2 de la loi qui vise cette mention, mention qui avait été la principale préoccupation de l'auteur de la proposition. Le texte est ainsi conçu : « L'article 76 du Code civil est complété comme suit : il sera fait mention de la célébration du mariage en marge de l'acte de naissance des époux. » Nous avons dit, lors de la critique que nous avons faite de la législation du Code civil, combien il était aisé de dissimuler son mariage et quelles conséquences pouvaient s'ensuivre au point de vue de l'intérêt général comme de l'intérêt particulier. Les publications de mariages étaient impuis-

(1) *Doc. Parl.*, Sénat, 19 mars 1897, n^o 80. *Doc.* inséré au *Journal officiel*, n^o du 20 janvier 1898.

(2) *Doc. Parl.*, Sénat, 14 juin 1897, n^o 164. (*J. O.*, n^o du 23 janvier 1898).

(3) *Doc. Parl.* Ch. Dép. 6 juillet 1897, n^o 2612. (*J. O.*, n^o du 31 décembre 1897).

santes à faire connaître si l'un des époux était engagé dans les liens d'une union précédente et les cas de bigamie quoique rares étaient encore trop fréquents. Pour suppléer à cette insuffisance des publications, M. Michelin mit à profit l'obligation faite aux futurs époux de présenter leur acte de naissance à l'officier de l'état civil et en faisant mentionner en marge de cet acte le fait même du mariage.

De la sorte, l'officier de l'état civil sera prévenu et la bigamie deviendra par ce fait même impossible. Pour qu'elle se produise encore il faudrait que l'officier de l'état civil ait omis de faire la mention prescrite, ce que l'on ne peut normalement supposer.

Mais il était nécessaire pour donner à cette mesure son entière efficacité, de modifier la législation en vigueur concernant les extraits des actes de l'état civil. C'est ce qu'on a fait. A l'avenir il n'est plus permis de présenter à l'officier d'état civil requis pour la célébration du mariage un extrait délivré à n'importe quelle époque. D'après l'article 5 de la loi : « Le § 1^{er} de l'article 70 du Code civil est ainsi modifié : L'officier de l'état civil se fera remettre l'acte de naissance de chacun des futurs époux. Cet acte ne devra pas avoir été délivré depuis plus de trois mois, s'il a été délivré en France, et depuis plus de six mois s'il a été délivré dans une colonie ou dans un consulat. » Et l'article 4 de la loi porte : « L'article 45 du Code civil est ainsi complété : Ils porteront en toutes lettres la date de leur délivrance. »

Le législateur de 1897 n'a pas supposé qu'il fut possible de contracter mariage deux fois dans un aussi court délai. Il a donc sur ce point fait une œuvre excel-

lente en comblant une des lacunes les plus importantes que nous avons signalées dans la législation du mariage.

Mais ce n'était pas le but principal de la réforme. L'état d'homme marié ou de femme mariée avec ses conséquences au point de vue de la capacité et du crédit ne recevait pas lui-même une publicité suffisante. L'hypothèque légale de la femme mariée, hypothèque occulte sur les biens du mari, pour être une mesure de protection très efficace en faveur de la femme, risquait toujours de nuire aux tiers qui traitaient avec le mari le croyant célibataire. La publicité du mariage devait rendre les mêmes services que l'inscription. Personne ne pouvant légitimement refuser à son cocontractant de donner son nom et d'indiquer le lieu de sa naissance, les tiers ont ainsi un moyen fort pratique et fort simple de s'assurer de l'état de celui avec lequel ils traitent. Il leur suffit de lui demander un extrait de son acte de naissance, pièce qui aura d'autant plus de valeur, qu'elle aura été délivrée à une époque plus récente, ou de se faire délivrer à eux-mêmes un extrait de l'acte de naissance, au moment du contrat. Il faudrait pour qu'ils soient trompés que le mariage ait eu lieu après la délivrance de cet extrait, ou qu'ils aient contracté dans les six jours du mariage, délai imparti aux officiers de l'état civil pour opérer la mention prescrite. Ces cas, s'ils se présentent jamais, ne peuvent être que fort rares et doivent être pratiquement négligés, l'intérêt général étant d'autre part complètement sauvegardé.

2º Mention de la légitimation de l'enfant naturel.

La légitimation s'opère *ex lege* par le fait même du mariage précédé d'une reconnaissance, reconnaissance qui peut être faite soit en dehors, soit dans l'acte même du mariage. D'après notre Code la reconnaissance peut être reçue non-seulement par les officiers de l'état civil, mais encore par un notaire ou un officier public compétent. De là découlent pour l'enfant légitimé de sérieuses difficultés lorsqu'il voudra reconstituer son état. Il lui faut pour cela : 1º son acte de naissance ; 2º l'acte de reconnaissance ; 3º l'acte de mariage de ses parents, Le Code civil avait bien prévu la mention de la reconnaissance en marge de l'acte de naissance (art. 62) mais cette prescription ne s'appliquait d'après lui qu'au cas de reconnaissance reçue par un officier de l'état civil. De plus, le Code ne prescrivait pas de mention en cas de légitimation, aussi lorsque la reconnaissance et le mariage n'étaient pas concomittants, il s'ensuivait pour les recherches une très grande difficulté. Il s'agissait donc d'établir un lien entre ces différents actes qui se complètent réciproquement. Ce que le Code n'avait pas fait au sujet de la mention est devenu obligatoire par la loi de 1897.

Et cependant, l'œuvre n'est pas complète. Il eut fallu pour cela unifier la législation concernant les mentions des reconnaissances reçues par les notaires ou officiers publics compétents. Nous avons dit dans quel but, les législateurs du Code avaient autorisé les notaires à recevoir les actes de reconnaissances ; le législateur de 1897 n'a pas

cru devoir porter atteinte au droit des parents de tenir secrète la reconnaissance, et sur ce point, il n'a rien été changé à la législation du Code civil. On pouvait cependant arriver à donner à cet acte une certaine publicité, sans que le nom des auteurs de la reconnaissance fut connu. On a proposé notamment le modèle de bulletin suivant qui concilierait bien les deux intérêts en présence : « Étude de M^e A....., notaire à..... arrondissement de..... département de..... — X. enfant naturel né à..... le..... a été l'objet d'une reconnaissance de la part de son père (ou de sa mère, ou de ses père et mère) par acte déposé en mes minutes en date du..... » (1).

Si l'on admettait cette réforme il ne resterait plus qu'un cas dans lequel le législateur resterait impuissant à assurer une publicité quelconque. Il s'agit de l'hypothèse dans laquelle les parents se marient après une reconnaissance préalable, mais sans rien déclarer à ce sujet devant l'officier de l'état civil. L'enfant reconnu sera légitimé car le mariage entraîne *ipso jure* la légitimation des enfants préalablement reconnus. Mais l'officier de l'état civil sera dans l'impossibilité de faire dans l'acte une mention quelconque. Il est vrai que dans ce cas les parents n'ont aucun intérêt à omettre les déclarations nécessaires et cette hypothèse est bien plutôt théorique que pratique. Il nous suffit de l'avoir indiquée.

Ainsi donc, actuellement, se trouvent mentionnés en marge de l'acte de naissance :

1^o L'acte de mariage (art. 76) ;

2^o L'acte de reconnaissance pour l'enfant naturel (art. 62) ;

(1) V. Cocat, *op. cit.*, p. 129.

3^o La légitimation pour l'enfant légitimé (art. 331).

En marge de l'acte de mariage se trouvent en outre mentionnés :

1^o Le divorce (art 251) ;

2^o La réconciliation des époux séparés de corps (art. 311).

Enfin en marge de tout acte de l'état civil réformé se trouve la mention de la rectification intervenue (art. 101).

Mais le législateur de 1897 a fait plus que d'exiger toutes ces mentions. Pour assurer la pleine exécution des prescriptions qu'il édictait et donner à la publicité son entière efficacité il a ordonné que les mentions seraient faites *d'office*.

3^o *Obligation imposée aux officiers de l'état-civil d'opérer d'office les mentions.*

Déjà l'usage s'était introduit parmi les officiers de l'état-civil d'opérer eux-mêmes les mentions lorsqu'ils étaient dépositaires des actes que ces mentions concernaient et, dans le cas contraire, d'envoyer les extraits à leurs collègues pour qu'ils pourvoient à l'inscription. Mais ces actes donnant lieu à la perception de certains droits, voici comment l'on était arrivé à concilier l'intérêt général et celui de l'Administration de l'Enregistrement. En cas de divorce, par exemple, les droits étaient perçus soit sur l'expédition du jugement ou de l'arrêt prononçant le divorce soit sur celle de l'acte de mariage contenant en marge la mention du divorce (1).

(1) V. *Bull. off.*, Min. Just., 1886, p. 412.

La perception des droits était donc très simple et l'on pouvait avoir pleine sécurité à l'égard de l'inscription de la mention. Cependant, l'Administration ayant réclamé contre cette pratique, une décision du Ministre des Finances (1) lui donna gain de cause et prescrivit l'application de l'article 49 (ancien) du Code civil. L'Administration consentit toutefois à tolérer la mention d'office lorsque la reconnaissance était reçue dans la commune de la naissance et l'on autorisa même cette mention d'office en faveur des indigents (2).

Puisque l'on admettait ainsi non-seulement la possibilité mais encore la supériorité pratique du système d'inscription d'office, il ne fallait pas qu'une prétendue difficulté de perception des droits en empêchât l'application. La loi de 1897 dans son article 1^{er} pose le principe de l'inscription d'office d'une manière générale. L'article 1^{er} de cette loi remplace comme suit l'article 49 du Code civil : « Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état civil devra avoir lieu en marge d'un acte déjà inscrit, elle sera faite d'office.

« L'officier de l'état-civil qui aura dressé ou transcrit l'acte donnant lieu à mention, effectuera cette mention dans les trois jours sur les registres qu'il détient.

« Dans le même délai, il adressera un avis au Procureur de la République de son arrondissement, et celui-ci veillera à ce que la mention soit faite d'une façon uniforme, sur les registres existant dans les ar-

(1) V. *Rép. Enregist.*, art. 6365. Cf. *Journ. Enregist.*, 24349.

(2) V. *Circulaire du Préfet de la Seine*, en date du 3 mai 1887. Cf., Cocat, *op. cit.*, p. 67.

chives des communes ou des greffes ou dans tous autres dépôts publics. »

Les prescriptions de la loi sont relatives à l'état civil et l'inscription ne peut avoir lieu d'office que si la mention à opérer est la conséquence d'un acte de l'état civil. Or dans certains cas, un acte modifiant l'état d'une personne peut ne point figurer sur les registres de l'état civil et dans ce cas la mention ne peut-être requise que par les parties intéressées.

Tout en reconnaissant les progrès accomplis par cette loi nous devons cependant signaler en elle certaines lacunes qui lui enlèvent pour une trop large part encore sa portée d'application.

1° Au cas de reconnaissance d'un enfant naturel par acte notarié, la loi ne fait pas obligation au père ni au notaire de faire insérer la mention de cet acte en marge de l'acte de naissance. Il semble bien cependant, qu'elle puisse être opérée à la demande des parties intéressées ; la loi ne s'y oppose pas, mais elle ne vise pas non plus ce cas qui est resté en dehors de sa réglementation ;

2° Si les époux se réconcilient, après avoir obtenu la séparation de corps, il doit en être fait mention en marge de l'acte de naissance. Mais l'inscription de cette mention est encore subordonnée à la demande des parties intéressées. La réconciliation n'est pas constatée par un acte de l'état civil et c'est seulement dans ce cas que le législateur a prévu la mention d'office ;

3° En ce qui concerne l'adoption, nous devons constater une lacune fort regrettable. L'acte d'adoption qui doit être inscrit à la réquisition de l'une ou l'autre des parties sur le registre d'état civil du lieu où l'adoptant

est domicilié (art. 359) ne fait pas l'objet d'une mention en marge de l'acte de naissance de l'adopté, ce qui serait cependant très naturel par analogie avec la reconnaissance et légitimation. La loi est restée muette sur ce point. Et malgré l'intention probable du législateur d'accorder à cet acte la même publicité par mention qu'il a prescrite pour les actes analogues aucun texte ne nous autorise à lui appliquer les mêmes règles ;

4° Il en est de même du cas de désaveu auquel fait allusion M. Guérin dans son rapport supplémentaire au Sénat et qui n'a pas été prévu dans la loi de 1897. Cependant, si le demandeur a pris des conclusions à fin de rectification, le jugement devra conformément à l'article 101, dont la portée est générale, être transmis au Procureur de la République et à l'officier de l'état civil du lieu où se trouve inscrit l'acte réformé. Il sera transcrit sur les registres, et mention en sera faite en marge de l'acte réformé. Mais cette obligation d'inscription pour tous les jugements de rectification avec mention en marge de l'acte réformé, résulte d'un article du Code civil modifié par la loi du 8 juin 1893. Le nouvel article 49 n'a donc rien changé aux dispositions législatives déjà en vigueur sur la matière (1) ;

5° Mais la plus grave lacune, à notre sens, que nous ayons à signaler dans la loi de 1897 c'est qu'il n'y est nullement question des décès. Il est regrettable que cet acte ne soit pas mentionné en marge de l'acte de naissance et cela à plusieurs points de vue. D'abord, les futurs époux peuvent éprouver de grandes difficultés à se procurer les actes de décès de leurs parents, actes qu'ils

(1) Cf. Cocat, *op. cit.*, p. 121.

doivent représenter à l'officier de l'état civil pour justifier qu'ils n'ont pas à obtenir de consentement. Il est vrai que la loi du 20 juin 1896 dont l'article 5 forme le 2^e alinéa de l'article 155 du Code civil, autorise à passer outre à la célébration du mariage sur le serment des futurs époux que le lieu du décès et celui du dernier domicile de leurs ascendants leur sont inconnus. Mais il eut été préférable de faciliter leurs recherches.

L'acte de décès est aussi indispensable au point de vue du règlement des droits successoraux, et faute de connaître l'époque et le lieu de décès, les héritiers seront obligés de recourir aux formalités de la déclaration d'absence.

Avec les déplacements de plus en plus faciles et de plus en plus fréquents, la mention du décès serait très utile. La loi de 1897 eut dû l'exiger. Il eut suffi de reprendre en l'élargissant, une proposition de M. Paulmier dont le but était de compléter les articles 78 et 79 du Code civil. L'auteur de la proposition demandait qu'il fut fait mention de l'acte de décès de tout enfant âgé de moins de dix ans en marge de son acte de naissance (1). Seulement on n'aperçoit pas le motif d'une semblable limitation. La mesure ne doit pas concerner les enfants seulement, elle doit être générale. Le législateur eut dû opérer cette généralisation, mais cette question elle-même n'a pas attiré son attention.

L'amélioration que nous signalons a été introduite en Hongrie par une loi du 9 décembre 1894 (2). D'après l'article 72 de cette loi « si l'acte de naissance est porté

(1) *Doc. Parl.*, 21 mars 1893, n^o 2658.

(2) *V. Ann. Législ. étr.*, 1894, p. 387.

sur un registre tenu ou conservé par un autre préposé que celui à qui le décès a été déclaré, ce dernier informe d'office le préposé sur les registres duquel la naissance est inscrite pour que mention soit faite du décès. »

Ainsi voilà autant de faits pour lesquels nous constatons le défaut de lien qui était déjà le grand vice de la publicité telle que l'avait comprise et organisée le Code civil. Dans une large mesure la lacune est comblée, cependant nous voyons qu'elle ne l'est pas tout à fait.

Est-ce à dire qu'il suffirait d'exiger la mention sur l'acte de naissance des autres faits sur lesquels le législateur de 1897 a gardé le silence ? N'est-ce pas plutôt à une autre organisation qu'il faudrait recourir ! — En somme, il existe à l'heure actuelle trois grands centres d'information où les tiers peuvent se renseigner sur l'état des individus avec lesquels ils se proposent de traiter ; ce sont : l'acte de naissance, l'acte de mariage, enfin le greffe du lieu de naissance (1). Eh bien, ne

(1) Mentionnons cependant, à côté de ces trois sources de renseignements, une institution qui vient à l'heure actuelle les compléter. Nous voulons parler du *livret de famille*. L'institution n'est pas restée ignorée de l'époque romaine, et l'ancien droit, dans le midi de la France particulièrement, connut les livres de raison. Mais ces livres n'avaient aucun caractère d'authenticité. Après la guerre de 1870, lorsqu'il s'agit de reconstituer les registres, on vit l'énorme difficulté qu'il y avait à retrouver les extraits de ces registres détruits. C'est alors que le vote du Conseil municipal de Paris introduisit la pratique des livrets de famille. Le garde des sceaux Dufaure approuva l'innovation par une circulaire du 18 novembre 1876 (Bulletin officiel 1876, p. 230). Une circulaire du ministre de l'intérieur de 1882 en recommanda la généralisation (Bull. off. 1882, p. 300). Enfin, la loi du 5 avril 1884, art. 136, déclara obligatoire pour les communes en même temps que les frais des registres de l'état-civil ceux des livrets de famille. — Le livret de

faut-il point désirer davantage, nous voulons dire une centralisation plus complète, plus radicale? N'est-ce point en un lieu unique que devraient se trouver tous les renseignements dont nous avons parlé?

D'aucuns l'avaient pensé avant les lois de 1893 et de 1897. Les réformes accomplies n'ont point enlevé aux systèmes ainsi proposés, tout leur intérêt. C'est à l'étude de ces réformes que nous arrivons.

famille est remis à l'époux lors de la célébration du mariage; on y fait figurer le mariage et le décès des époux, la naissance et le décès des enfants. Sans doute, ainsi organisé, le livret n'a, tant pour la preuve que pour la publicité de l'état des personnes, qu'une portée et une efficacité restreintes. Il ne mentionne que les faits relatifs à l'état ayant leur base dans le mariage; les reconnaissances d'enfants naturels n'y sont point mentionnées. N'étant délivré que lors de la célébration de ce mariage, les célibataires n'en peuvent profiter. Il n'en est pas moins vrai cependant que, malgré son imperfection, le livret de famille peut, le cas échéant, rendre des services réels.

CHAPITRE III

EXPOSÉ CRITIQUE DES SYSTÈMES PROPOSÉS POUR LA CENTRALISATION DE TOUS LES RENSEIGNEMENTS INTÉ- RESSANT L'ÉTAT ET LA CAPACITÉ DES PERSONNES.

Nous avons constaté avant comme après le Code civil une tendance très marquée au groupement des éléments multiples dont l'ensemble forme l'état des individus. En même temps que la constatation de l'état des personnes prenait dans les rapports juridiques une importance plus considérable, le besoin se faisait sentir plus impérieusement d'unir ces différents renseignements, d'établir entre eux un lien qui permette de s'en procurer plus aisément et la preuve et la connaissance. Nous avons vu quel avait été en cela le rôle des lois postérieures au Code civil, et de l'étude critique que nous en avons faite se dégage cette impression générale que les législateurs successifs tout en poursuivant un même but n'ont pas procédé d'après un plan unique, d'après une vue d'ensemble, comme il eût été désirable. Et c'est pourquoi, malgré les progrès accomplis, nous avons eu à signaler dans leur œuvre tant de lacunes qui eussent été certainement évitées s'ils avaient procédé d'après une conception plus générale du problème que nous envisageons.

Actuellement encore, l'œuvre n'est donc pas parfaite et une réforme s'impose. Tous les auteurs qui se sont occupés de la question sont d'accord sur ce point ; tous ont émis le vœu que les renseignements concernant l'état des individus soient centralisés en un lieu facile à découvrir, et là consignés par écrit et mis à la disposition du public.

Mais, si tous sont d'accord sur le principe et le point de départ, les auteurs sont au contraire très divisés dès qu'il s'agit de concevoir un système d'application pratique. C'est qu'en effet, et c'est l'évidence, la centralisation peut comporter plusieurs degrés. Les uns, poussant cette idée de centralisation dans ses dernières limites défendent l'idée d'un dépôt unique pour toute la France ; d'autres déclarent se contenter d'un dépôt par département ou par arrondissement ; d'autres enfin prenant pour base le lieu de naissance veulent centraliser dans chaque commune les renseignements relatifs à toutes les personnes qui y sont nées. Et les divergences de vue n'existent pas seulement sur ce point, on les retrouve encore lorsqu'il s'agit de déterminer la nature et le nombre des renseignements à réunir ; les uns ne s'occupent que de l'état civil, d'autres embrassent dans leurs réformes, d'une façon plus générale, l'état des personnes, et la conséquence de ces divergences est encore une diversité d'opinions dans le choix de la personne qui sera préposée à la tenue et à la garde de ces renseignements : les uns songent à recourir aux officiers de l'état civil, d'autres aux greffiers, certains même aux conservateurs des hypothèques, aux receveurs de l'enregistrement.

En somme, ainsi qu'on l'a fait très justement remar-

quer (1), les moyens de centralisation proposés peuvent se ramener à trois principaux :

1^o La *transcription*, étendue à tous les actes. — Ce système consisterait à réunir en un lieu déterminé tous les actes concernant une même personne. Les tiers qui voudraient se renseigner trouveraient ainsi non-seulement des indications utiles pour guider leurs recherches, mais encore les actes eux-mêmes dont ils ont besoin et dont ils pourraient prendre communication et obtenir copie ;

2^o Le *casier*. — A l'inverse du précédent, ce système du casier fournirait de simples renseignements. Il se composerait de fiches mobiles classées par ordre alphabétique, ce qui permettrait ainsi d'accroître facilement le nombre des renseignements concernant chaque individu par l'adjonction de fiches intercalaires ;

3^o Le *Bulletin* ou *Tableau complémentaire d'état civil et de filiation*. — Ce système consisterait dans la tenue d'un tableau contenant par mention tous les actes qu'il semblerait nécessaire de faire connaître en même temps que l'acte d'état civil auquel il serait annexé.

Dans une première section, nous étudierons ces différents systèmes en utilisant pour leur classification la division que nous venons d'indiquer.

L'exposé théorique et pratique du système que nous proposons fera l'objet d'une deuxième section dans laquelle nous nous attacherons spécialement à donner

(1) V. J.-N. Loir, *Centralisation des actes de l'état civil, Bulletins ou Tableaux complémentaires*, Paris, 1862, et *Rev. prat.*, 1862, t. XV, p. 417 et s., et t. XVI, p. 315 et s.

satisfaction aux critiques suggérées par l'étude des travaux de ceux qui nous ont précédé.

SECTION PREMIÈRE

EXPOSÉ DES PRINCIPAUX SYSTÈMES DE CENTRALISATION.

§ 1^{er}. — Système de la transcription.

L'idée de la transcription sur les registres de l'état civil comme mode de centralisation a son origine dans les dispositions mêmes du Code civil relativement aux actes reçus en mer ou à l'étranger ou sur les territoires occupés par l'armée française. On peut concevoir une extension de ce principe et en faire l'application dans les circonstances ordinaires. Tel fut, en effet, le premier système proposé par le docteur Loir (1). Mais il fallait, avant d'entrer dans les détails d'application pratique, déterminer le *lieu* où s'effectuerait la centralisation des actes.

Dans les cas de transcription déjà prévus par le Code civil, cette formalité s'effectue sur les registres de l'état

(1) V. J.-N. Loir, *Mémoire sur la centralisation des actes de l'état civil au domicile d'origine*, Paris, 1836, et dans le *Recueil de l'Académie des sciences morales et politiques*, année 1836, t. XXXVIII, p. 429.

civil du domicile de chaque individu. Mais ce choix est critiquable, car le domicile d'habitation peut n'être pas le même durant toute la vie ; il tend même de plus en plus à varier, avec les progrès de l'industrie, la facilité des communications. Un autre lieu nous apparaît d'une stabilité parfaite, c'est celui de la naissance. C'est lui que le D^r Loir choisit pour servir de base à sa réforme comme étant à la fois immuable et le plus aisé à connaître. Du reste, dès avant le D^r Loir, les auteurs qui, en d'autres matières, avaient eu à s'occuper de centralisation, avaient tous choisi pour les mêmes raisons le lieu de la naissance (1). L'auteur du projet fait plus encore, et il choisit l'acte de naissance lui-même, comme point de centralisation au domicile d'origine. Il propose de réunir à cet acte l'acte de mariage et l'acte de décès en raison de l'union intime existant entre ces trois actes principaux de la vie civile, qui se

(1) Lors du concours ouvert en 1826 par Casimir-Périer pour la réforme du régime hypothécaire, et aussi lors de la constitution de l'état criminel des condamnés en 1854, le lieu de naissance avait été choisi comme centre de renseignements. C'est au lieu de naissance que Duval, Decourdemanche, etc., ont eu l'idée de réunir les actes hypothécaires des grevés. C'est le siège natal que M. Hébert, ancien notaire à Rouen, a pris comme point de départ de son système d'immatriculation générale. C'est là aussi qu'Émile de Girardin voulait qu'on ouvrit son grand livre d'inscription universelle. C'était enfin le lieu de naissance que choisissait M. Bonnevillle dans son projet de localisation des renseignements judiciaires en 1848. Et à propos de la nécessité d'avoir une commune d'origine il émettait le vœu que : « Les Français nés en pays étrangers et les étrangers naturalisés en France seraient tenus de faire en France élection d'une commune d'origine sur les registres de laquelle serait transcrit leur acte de naissance ou de naturalisation. »

complètent réciproquement. Il suffirait, en effet, pour cela, remarque-t-il, d'imposer une obligation à tout officier de l'état civil qui reçoit un acte de mariage ou un acte de décès concernant un citoyen qui n'est pas né dans sa commune, l'obligation d'envoyer copie de l'acte à son collègue du lieu de la naissance ainsi qu'au greffier du tribunal dont dépend cette commune.

Le choix de l'acte de naissance se comprend aisément, mais quel sera exactement le rôle de la municipalité à qui un acte sera ainsi expédié ? L'officier de l'état civil se bornera-t-il à le mentionner en marge ou devra-t-il enregistrer l'expédition et en délivrer copie ? Le Dr Loir estime qu'il faut accorder aux officiers d'état-civil cette seconde faculté afin d'atteindre d'une manière plus complète le but qu'il s'est proposé. Enfin pour les actes exceptionnels de mariages et de décès dont l'expédition n'aurait pu être adressée à l'arrondissement natal, le Dr Loir pense qu'il faudrait créer à Paris un dépôt central. Ce dépôt renverrait les actes au lieu de naissance, dès que ce lieu aurait été découvert. « On ferait ainsi pour le civil ce qu'on fait journellement aux Ministères de la Guerre, de la Marine, des Affaires étrangères pour les militaires. »

Tel est le système. Quelle est sa valeur ? A coup sûr il se recommande par une exposition très claire des besoins et une vue très nette des améliorations possibles. Il faut pourtant bien reconnaître qu'il est loin de la perfection. Tout d'abord, et cela est manifeste, il est incomplet puisqu'il vise la réunion à l'acte de naissance, non point de tous les actes intéressant l'état des personnes mais des seuls actes de mariage. L'auteur du projet eut dû englober dans sa réforme tous les actes

de l'état civil. — Et à ce sujet, on l'a également critiqué de ne s'occuper que des actes inscrits jusqu'ici dans les registres de l'état civil. Nous ne partageons pas pour notre part cette opinion. Les actes de l'état civil forment une matière spéciale, soumise à des règles spéciales, voilà le fait ; nous ne voyons pas l'avantage qu'il y aurait à introduire dans cette matière des éléments nouveaux. Le système du Dr Loir a au contraire sur ce point l'avantage de ne rien changer à la législation en vigueur et de pouvoir même s'accomplir par une simple décision administrative (1) et c'est, à notre avis, un mérite considérable.

On a généralement reproché à ce système de compliquer les écritures, et de surcharger l'acte de naissance. Mais cette critique est, en partie au moins le résultat d'une erreur d'interprétation du projet (2). Du reste, pour ce

(1) Voici la formule que donne le Dr Loir de cette décision : « Aussitôt qu'un acte de mariage ou de décès aura été reçu dans un siège quelconque d'état civil, le préposé à cet état (le maire) sera tenu sous peine d'une amende de..... francs par omission, d'adresser, suivant la forme et les dimensions prescrites, une expédition dudit acte à la municipalité du lieu de la naissance de l'époux et de l'épouse, s'il s'agit d'un mariage, et du défunt s'il s'agit d'un décès. Ces extraits ou expéditions seront mentionnés en marge de l'acte de naissance, classés par ordre alphabétique et seront l'objet de tables annuelles et décennales. Pour les cas exceptionnels où l'arrondissement natal reste inconnu, l'expédition de l'acte sera faite par le même préposé, dans les mêmes termes, et dans le même délai au dépôt ou greffe général établi à Paris à cet effet. Ces extraits ou expéditions seront classées par ordre alphabétique, et l'objet de tables annuelles et décennales. Le tout pour servir aux documents demandés. »

(2) Cf. Cocat *op. cit.*, p. 160, qui s'exprime ainsi au sujet du système de Loir : « Il présente l'inconvénient très grave d'une ap-

qui concerne la difficulté des écritures, la loi de 1897 a consacré le système des mentions en marge, faisant ainsi justice des craintes peut-être exagérées sur la manière dont seraient exécutées les prescriptions légales par certains officiers de l'état civil. Sur tous ces points les critiques sont donc bien peu fondées.

Mais, où il semble bien par contre que l'auteur se soit mépris, le voici. Il demande d'enjoindre aux municipalités, après avoir fait la mention en marge, de conserver les expéditions, de les classer par ordre alphabétique et d'en délivrer des extraits. Or les principes du Code civil s'opposent à cette faculté que l'on prétend laisser aux officiers de l'état civil. Car en effet quelle valeur aurait la copie délivrée conforme à l'extrait reçu par la commune ? C'est une copie de copie et d'après le Code civil cette pièce n'a que la valeur d'un simple renseignement (art. 1335 alin. 4) (1).

En somme, le projet du D^r Loir présentait de nombreux points vulnérables, et son auteur lui-même le reconnut. « La transcription, dit-il dans un nouvel ouvrage, offre quelques difficultés, beaucoup de travail, et elle créerait peut-être de la confusion dans les municipalités déjà surchargées. » Et le D^r Loir abandonna

plication difficile, compliquée et dangereuse. Il compliquerait en effet les écritures, puisqu'il consiste à insérer dans une simple marge le texte original d'actes quelquefois assez longs. » Or, d'après la formule précédente (alin. 2), il ne semble pas que ce soient les actes entiers qui doivent être insérées en marge mais de simples mentions ; les expéditions étant d'ailleurs classées et conservées dans les archives de la commune.

(1) V. Doublet, *Etude sur la centralisation des actes de l'état civil* dans le journal *Le Droit* du 27 octobre 1860.

son projet pour un autre que nous étudierons plus loin. En réalité cependant peut-être était-il fort possible grâce à quelques modifications de rendre son système excellent ; mais son auteur qui avait été le premier à publier un ouvrage d'ensemble sur la matière avait vu surgir à côté du sien un projet plus large, celui du casier civil, pouvant s'appliquer à toutes les modifications de l'état des personnes. Il voulut également donner à son œuvre une semblable extension en abandonnant sa première idée de la transcription, et c'est alors qu'il en vint au système du Bulletin ou Tableau complémentaire. Nous l'étudierons plus loin. Examinons auparavant le système du casier civil.

§ II. — Système du casier civil.

L'idée primordiale du système est encore de réunir en un même lieu l'indication de tous les actes portant modification dans l'état et la capacité des personnes. Mais dans quel lieu s'opérera cette centralisation, quels sont les actes qui en seront l'objet, comment classera-t-on ces différents renseignements ? Les auteurs, d'accord sur les principes, n'apportent pas dans l'application pratique la même unité de conception.

Nous avons dit en passant un mot du casier civil. L'auteur du premier projet d'un semblable système de centralisation fut M. Lionel d'Albiousse, juge suppléant au tribunal, adjoint à la mairie d'Uzès. Son œuvre se divise en deux parties, qui sont du reste l'une et l'autre l'application des mêmes principes.

Dans un premier travail (1) il proposa d'abord de créer à côté des actes de l'état civil un nouveau système de publicité en prenant pour base à la fois le greffe du tribunal dont dépend le lieu de naissance de chaque individu et cette dernière localité elle-même. Ce projet était visiblement inspiré du casier judiciaire ; la centralisation des actes s'opérerait au même endroit, elle prenait simplement le nom de casier de l'état civil. Une modification était apportée à la tenue des actes de l'état civil, c'était d'énoncer dans tous ces actes le lieu de naissance des personnes qu'ils concernaient.

L'innovation capitale était la suivante. Elle consistait à établir dans tous les greffes des tribunaux de première instance et dans toutes les communes de France un casier destiné à recevoir les renseignements relatifs à l'état civil des personnes ayant quitté le lieu de leur naissance. Ce casier devait être divisé par compartiments, établis suivant l'ordre alphabétique, et destinés à recevoir des bulletins constatant soit les actes de mariage, soit les actes de décès. Leur rédaction serait faite d'après une formule imposée aux officiers de l'état-civil. Ces bulletins, rédigés en double, seraient envoyés au procureur de l'arrondissement où est situé le lieu de naissance de la personne que le bulletin concerne. Le procureur en remettrait un exemplaire au greffier et enverrait l'autre au maire du lieu de la naissance qui le conserverait dans le casier de l'état civil. Tous les ans ou tous les dix ans, suivant l'importance de la localité, les bulletins seraient réunis par ordre alphabétique

(1) Lionel d'Albiousse, *Le Casier de l'état civil* (Rev. prat., 1860, p. 457).

en un ou plusieurs volumes munis de tables, portant cette inscription : « Bulletins de l'état civil. — Mariages, Décès. » M. d'Albiousse proposait encore un travail rétrospectif pour les renseignements antérieurs à 1860, donnant ainsi à son projet son entier effet d'application.

Jusqu'ici, il faut bien l'avouer, le système ne constituait point un progrès sur le précédent. D'abord le casier tel qu'il était conçu était distrait des registres de l'état-civil, il ne leur était rattaché par d'autres liens que le dépôt dans un même lieu ce qui peut paraître bien insuffisant. En outre la proposition de M. d'Albiousse est aussi fort incomplète car elle ne vise parmi les actes de l'état civil que la centralisation des seuls renseignements concernant les actes de mariage et de décès. Aussi bien, l'auteur du projet comprit-il immédiatement la nécessité de donner au casier une plus grande extension, et il proposa la création d'un autre casier, le « casier des objets divers » (1). Que serait-ce que ce casier ? Conçu sur le même modèle que le casier judiciaire, le casier des objets divers, distinct du casier de l'état civil, et à la différence de ce dernier, serait tenu seulement au greffe du tribunal de l'arrondissement du lieu de naissance. Cette institution devait dans la pensée de M. d'Albiousse affermir le crédit par une publicité plus complète et plus durable de certaines modifications apportées à la capacité des personnes.

(1) V. Lionel d'Albiousse, *Le casier des objets divers, suite et complément des casiers judiciaires et de l'état civil*. (Rev. prat., 1862, t. XIII, p. 332 et suiv.)

Pour faciliter le bon fonctionnement du système, d'après l'auteur, il eût fallu :

1^o Enoncer dans tous les actes émanés de l'autorité, tels que jugements, arrêts, actes notariés, passeports, livrets d'ouvriers, etc., le lieu de naissance des personnes que ces actes concernent ;

2^o Etablir dans tous les greffes des tribunaux de première instance, un casier destiné à recevoir des bulletins semblables à ceux dont il est parlé ci-après.

Dans ce casier seraient mentionnées :

1^o Les Interdictions et nominations de conseils judiciaires ; 2^o les Tutelles ; 3^o les Séparations de corps ; 4^o les Séparations de biens.

Les bulletins portant les indications requises seraient envoyés respectivement par les différentes personnes désignées dans des dispositions réduites en forme de loi et que M. d'Albiousse désirait voir admises (1).

(1) Voici les dispositions proposées par M. d'Albiousse :

« Art. 1. — Dans tous les greffes des tribunaux de première instance de l'Empire seront établis sur le modèle du casier judiciaire, deux autres casiers, l'un appelé casier de l'état civil, l'autre appelé casiers des objets divers.

« Art. 2. — Dans tous les jugements, arrêts, actes de l'état civil, actes notariés, passeports, livrets d'ouvrier et autres actes émanés de l'autorité, le lieu de naissance des personnes qui y sont dénommées sera indiqué à la suite de la mention du domicile.

« Art. 3. — Les officiers de l'état civil qui recevront un acte de l'état civil d'une personne née hors de leur commune, en informeront immédiatement le greffier du tribunal de première instance du lieu de la naissance par un bulletin conforme au modèle ci-annexé et qui devra être conservé au casier de l'état civil.

« Art. 4. — Les greffiers de la justice de paix dans tous les cas de tutelle, et ceux des tribunaux ou des cours dans les jugements

La conception de M. d'Albiousse dans sa seconde forme nous apparaît évidemment beaucoup plus complète qu'auparavant. Il s'en faut pourtant encore de beaucoup que ce casier des objets divers renferme toutes les mentions utiles et par suite désirables. Seulement comme de par sa nature même, se composant de fiches mobiles, on pourrait aisément y introduire de nouvelles mentions, ce n'est pas sur ce point que ce projet peut être bien sérieusement critiqué. Mais c'est l'idée même d'un système de casiers qui nous apparaît comme vraiment contestable et inadmissible. Nous l'examinerons bientôt. L'idée du casier civil a du reste donné naissance à plusieurs propositions du même genre que nous pouvons indiquer immédiatement. D'autant qu'en dehors de leurs imperfections respectives elles tombent toutes sous le coup des mêmes critiques d'ordre général.

Disons, du reste, que malgré deux pétitions adressées au Sénat, par M. d'Albiousse, et malgré une pétition du Dr Loir accompagnant l'envoi de ses ouvrages, les propositions que nous avons étudiées ne furent pas l'objet d'une mise à exécution. M. Thayer, chargé de faire le rapport au Sénat, conclut au renvoi de la pétition de M. d'Albiousse et des mémoires du Dr Loir aux ministres

ou arrêts en dation de conseils judiciaires, interdiction, séparation de corps ou de biens, devront envoyer un bulletin conforme aux modèles ci-annexés au greffier du tribunal de première instance du lieu de naissance des personnes que ces actes concernent. Ces bulletins seront insérés au casier des objets divers.

« Art. 5. — Les notaires seront tenus d'informer les juges de paix de leur canton des cas de tutelle testamentaire.

« Art. 6. — Les dispositions pénales de l'article 50 du Code Napoléon sont applicables aux officiers de l'état civil, notaires, greffiers, pour toute infraction aux articles 3, 4 et 5 qui précèdent. »

de la Justice et de l'Intérieur (1). Le renvoi fut adopté. Le garde des sceaux se borna à constater que « la mise en pratique des idées de M. d'Albiousse nécessiterait des modifications au Code Napoléon et compliquerait beaucoup les fonctions des officiers de l'état civil, notamment dans les communes rurales » (2).

Malgré cet échec qui visait plus le mode d'application du système que l'idée même de la réforme. M. Morel déposa en 1887, sur le bureau de la Chambre des députés, une proposition de loi tendant à l'organisation d'un casier civil (3).

Le système de M. Morel est celui du casier civil, *lato sensu*. La tenue et la garde du casier d'après l'auteur seraient confiées aux conservateurs (4) ou receveurs-

(1) *Moniteur universel*, 24 juin 1862, *Rapport* au Sénat, par M. Amédé Thayer, des projets des casiers civils présentés par MM. Loir et Lionel d'Albiousse.

(2) V. *Rapport* de M. Rozy sur les travaux de M. d'Albiousse, *Recueil de l'Acad. de Législation de Toulouse*, t. XIX, p. 170.

(3) Doc. parl., Ch. dép., 5 février 1887, n° 4514.

(4) L'idée de préposer le conservateur des hypothèques à la tenue du casier civil avait été déjà émise par M. Hébert, notaire à Rouen, dans un ouvrage intitulé : *De l'utilité d'un système général d'immatriculation des hommes, des immeubles, des titres et de quelques points se rattachant au notariat* (Rouen, 1844-1846). Nous n'avons point encore parlé de son ouvrage bien qu'il soit le premier en date, parce qu'il embrasse non-seulement l'état civil, mais encore la réforme hypothécaire, et aussi en raison de son caractère fantaisiste. A l'occasion de l'Exposition universelle de 1855, l'auteur fit imprimer une sorte de note-réclame dans laquelle il s'efforce de démontrer l'excellence de son système « breveté s. g. d. g. », disait-il, moyen simple et mathématique de parcourir la France et ses départements, notamment celui de la Seine, le bois de Boulogne, la ville de Paris et ses environs, la ville de Londres, le Palais de l'Industrie, le Palais des Beaux-Arts, etc., etc. ; de trouver à l'ins-

conservateurs des hypothèques en raison de ce que les extraits du casier civil seraient principalement requis par les notaires et, le plus souvent, à propos d'actes suivis de formalités hypothécaires. Les notaires trouveraient ainsi, dans le même bureau, tous les documents relatifs aux affaires nombreuses et importantes qui leur sont confiées. Dans les colonies où le service de la conservation des hypothèques n'existe pas, le casier serait tenu par les receveurs de l'enregistrement, bureau des successions.

La proposition fit l'objet d'un rapport de M. Gani-vet (1) au nom de la 11^e commission d'initiative parlementaire. Tout en reconnaissant les services que pourrait rendre la mise en pratique de la proposition de M. Morel, le rapporteur émettait quelques doutes sur la possibilité de sa réalisation et surtout de son fonctionnement normal. En effet, les mentions qui doivent être insérées au casier sont, suivant l'auteur lui-même, au nombre de vingt-cinq (2). Parmi ces mentions, d'ailleurs

tant même, dans le musée de Versailles, le Palais des Beaux-Arts et dans toutes les galeries un tableau quelconque, n'eût-il pas cinq centimètres de hauteur et de largeur ; le tout s'obtenant à l'aide l'immatriculation et par une simple indication portée sur une table spéciale, telle que celle-ci : Paris BA-40-80. Constantinople BA-42-46. Salon D, nord 37 ». Le projet de M. Hébert ne fut pas pris au sérieux et Laboulaye le railla fort spirituellement dans son célèbre ouvrage intitulé : *Le Prince Caniche*, Paris 1869, spéc., ch. III, intitulé : « De l'arithmétique politique chez les Gobemouches, peuple si bien administré que chez lui tout est matriculé et que chaque individu porte, brodé sur sa manche, certains chiffres indiquant à tout venant les renseignements qu'il désire avoir à son sujet.

(1) V. Ch. Dép., 17 février 1887, n^o 1543.

(2) Dans la proposition de M. Morel, le casier civil comprendrait

certaines d'entre elles seraient actuellement inutiles, comme figurant déjà sur les registres de l'état civil, il en est ainsi, par exemple, de la mention des mariages, des divorces, des reconnaissances d'enfants naturels, des légitimations, des rectifications d'actes de l'état civil, d'autres enfin ne semblent pas à leur place dans un casier civil, ainsi en est-il des réhabilitations.

La tenue du casier civil comme le conçoit M. Morel, nécessiterait donc un travail considérable, et dans la multiplicité des mentions à inscrire, il est douteux qu'aucune d'elles n'échapperait. Or le casier n'a d'utilité que si on est assuré en demandant un extrait d'être exactement renseigné sur l'état complet d'un individu. Pourquoi, d'autre part, en confier la garde au conservateur des hypothèques et réunir ainsi en un même lieu les renseignements relatifs aux personnes et aux propriétés (1)? Il semblerait, comme on l'a dit plaisamment,

les : « Absences, Adoptions, Concordats, Conseils judiciaires, Contrats de mariage, Cotutelles, Décès, Destitutions de tutelles, Divorces, Faillites, Interdictions, Légitimations, Mariages, Naturalisations, Nominations à des fonctions de comptables de deniers publics emportant l'hypothèque légale, Privation des droits civils, Protutelles, Reconnaissances d'enfants naturels, Rectifications d'état civil, Réhabilitations, Séparations de biens, Séparations de corps, Tutelles légales, Tutelles datives, Veuves ».

(1) Citons aussi le projet de M. Loreau, exposé dans son *Traité du Crédit Foncier*, publié en 1841. L'idée générale de la réforme proposée est de confier à un même fonctionnaire tous les registres destinés à la publicité de l'état, de la capacité et du crédit d'une personne. Pour cela on supprimerait les conservations des hypothèques et l'on réunirait tous les services de publicité entre les mains des receveurs de l'enregistrement. Ce projet a l'inconvénient de rendre nécessaire en même temps que la réforme de la publicité de l'état des personnes, celle du régime hypothécaire, ce qui aurait pour conséquence d'apporter à nos lois de graves modifica-

que ce soit pour éviter une course de clerc de notaire. Ce choix aurait évidemment le grave inconvénient de surcharger à l'excès les bureaux de la conservation des hypothèques et d'augmenter les responsabilités déjà très lourdes des conservateurs. On ne voit vraiment pas de raisons sérieuses pour centraliser ainsi dans un endroit différent les renseignements concernant l'état des personnes et les actes de l'état-civil.

Ajoutons que dans les différents projets que nous avons étudiés jusqu'à présent, le casier civil quel que soit son extension ne comportait aucun lien le rattachant aux actes de l'état-civil.

C'est encore à l'idée d'un casier civil que fit appel, plus récemment, un chef de bureau de la mairie de Chartres, M. Denos. Le projet de cet auteur a du reste un but principal plus spécial, celui de prévenir la bigamie (1). « Il faudrait, dit-il, obtenir que d'une manière générale nul ne puisse demeurer complètement ignoré dans le chemin de la vie, que les renseignements puissent être donnés sans dérangements ni obligations spéciales pour les personnes, sans froissements ni vexations. » Il repousse l'idée déjà émise de mentionner en marge des actes de naissance, les mariages, divorces et décès, cela en raison de l'insuffisance des marges et de

tions. D'autre part l'accumulation de tous les registres de publicité entre les mêmes mains, par la multiplicité et la variété des mentions, augmenterait les chances d'erreur. Nous ne croyons donc pas que le système de M. Loreau soit susceptible d'être mis pratiquement à exécution.

(1) V. Denos, *La Bigamie, Moyens de la prévenir et d'éviter les suppositions de noms de personne ou d'état civil*, Chartres, 1891.

la confusion possible entre les diverses mentions. — La raison paraîtra certainement très faible ; elle ne peut en tous cas s'appliquer qu'au passé. L'objection est si peu insurmontable, que les législateurs de 1897 ont précisément adopté ce système. Voici du reste, en résumé, l'économie générale du système de M. Denos.

Il propose la création d'un *casier civil* tenu en double, et ouvert au lieu de la naissance, casier contenant les énonciations essentielles de tous les actes intéressant chaque citoyen, jusques et y compris les actes de naissance de ses enfants et son acte de décès. L'un des doubles serait remis au greffe du Tribunal de l'arrondissement ainsi que cela se pratique pour les registres de l'état civil. L'auteur divise les faits qu'il propose d'insérer au casier civil en plusieurs catégories désignées par un numéro d'ordre. Chaque fois que le casier recevrait l'indication d'un des actes prévus, le greffier et l'officier d'état civil seraient en même temps tenu de mentionner en marge de l'acte de naissance :

1° Le numéro de la catégorie à laquelle appartient l'inscription ;

2° Le numéro d'inscription ;

3° La date de l'inscription.

Des abréviations et des chiffres seraient autorisés. De plus les accusés réception dans les rapports des greffiers et des officiers de l'état civil seraient également mentionnés en marge, S'il n'y a pas eu d'envoi au cas où les deux registres sont encore entre les mains de l'officier de l'état civil cette mention serait remplacée par la suivante : Pas d'accusés réception. — Les mentions qui déjà s'opèrent en marge des autres actes que ceux de naissance continueraient à y être portées,

sans figurer au casier, tandis que d'autre part, les projets de mariage feraient l'objet d'une mention en marge de l'acte de naissance des fiancés.

Malgré tous ses efforts et d'une façon générale, M. Denos ne nous semble pas avoir évité dans son système les imperfections qu'il avait critiquées dans les autres ; disons plutôt qu'il nous paraît tout au contraire les avoir singulièrement aggravées.

La principale objection qu'il ait faite à l'emploi des mentions marginales, c'est la crainte de surcharger l'acte de naissance. Or non-seulement il propose d'y mentionner des actes étrangers à l'état civil, mais chaque mention y seraient inscrite en un langage conventionnel par chiffres et abréviations représentant quatre indications de nature différente. Sa crainte est donc chimérique sur ce point. Seulement ce qui est vrai c'est que de telles mentions par elles-mêmes ne signifient rien en réalité et qu'elles ne peuvent fournir de renseignements utiles qu'à la condition de consulter le casier lui-même, d'où encore on sera conduit pour avoir de plus amples renseignements à recourir aux actes. Le casier joue donc ici le rôle d'intermédiaire obligatoire, c'est dire qu'au lieu d'être simplifié le système est plutôt compliqué, et compliqué inutilement car on ne voit vraiment pas quelle utilité peuvent avoir ces mentions qui renvoient au casier et le casier qui renvoie aux actes.

D'autre part M. Denos préconise une centralisation qui reste imparfaite. Il s'est aperçu des difficultés que pourrait créer une extension trop grande du casier à cause des risques de confusion. Il fait donc un choix entre les faits qui doivent y figurer, Or parmi eux on

trouve, il est vrai, certains actes intéressant l'état civil des individus mais pas tous. Cette sélection est arbitraire.

Enfin nous repoussons l'idée de mentionner en marge de l'acte de naissance des futurs époux leur projet de mariage. Nous avons, sans doute, constaté l'insuffisance des publications mais il ne nous semble pas que cette conception soit de nature à rendre de plus grands services. En outre la mention du projet en marge de l'acte de naissance pourrait nuire à l'établissement futur des parties au cas où le mariage projeté viendrait à ne point se réaliser.

Pour ces raisons, le système de M. Denos doit être écarté, d'autant plus que son application nécessiterait des remaniements considérables des textes du Code civil. Il faudrait modifier la rédaction de douze articles tandis que dix autres seraient abrogés purement et simplement. Or ces modifications ne pourraient se faire sans jeter un véritable trouble dans la législation actuelle et cette objection que nous faisons en dernier lieu nous paraît aussi avoir son importance.

L'idée générale du casier judiciaire et de son fonctionnement qui avait suggéré à M. d'Albiousse et plus tard à M. Morel leur projet d'établissement d'un casier civil a été reprise encore une fois par M. Theureau (1). Le casier civil serait, d'après cet auteur, établi sur les mêmes bases que le casier judiciaire et se composerait comme lui de bulletins formant les minutes du casier ou bulletins n° 1. De ces minutes on pourrait délivrer

(1) V. L. Theureau, *Les casiers judiciaires et un projet de casiers civils*, Paris, 1892.

des extraits ou bulletins n° 2. Ce casier serait tenu au greffe du Tribunal de première instance dans le ressort duquel se trouve situé le lieu de naissance de chaque individu et pour ceux dont le lieu de naissance est inconnu, la centralisation des bulletins s'effectuerait au Ministère de la Justice exactement comme pour le casier judiciaire.

Parmi les faits que M. Theureau propose de mentionner au casier civil (4), nous en trouvons certains dont la publicité est assurée par les registres de l'état civil mais sans les y rencontrer tous. Et à ce sujet nous répéterons la même observation que nous faisons à propos du système précédent ; cette sélection est arbitraire.

L'envoi des bulletins incomberait : « en ce qui concerne les actes de l'état civil, aux officiers de l'état civil, et pour les contrats de mariage aux notaires les ayant reçus, qui spécifieraient le régime des époux ; pour les émancipations de mineurs, aux greffiers de justice de paix ; de même, pour la tutelle officieuse, contrat attribué aux justices de paix par les articles 361 et suivants du Code civil ; pour les interdictions, les nominations de conseil judiciaire, les divorces, sépara-

(4) Voici les mentions qui prendraient place dans le casier civil. V. Theureau, *op. cit. Appendice, Note I*, p. 241. « Les mariages avec indication du régime adopté, régime dotal, de séparation de biens ou de communauté ; les divorces, les séparations de corps et les séparations de biens ; les déchéances de la puissance paternelle et les réintégrations ; les interdictions et les nominations de conseils judiciaires ; les émancipations, adoptions, tutelles, curatelles, tutelles officieuses ; les obtentions d'emplois publics entraînant l'hypothèque légale ; les condamnations pour stellionnat ; les déclarations de faillite ou de liquidation judiciaire. »

tions de corps, séparations de biens, adoptions, déchéances de puissance paternelle, aux greffiers des tribunaux ou des cours qui auraient prononcé en dernier ressort ; pour les faillites et liquidations judiciaires, aux greffiers des tribunaux de commerce » (1).

Enfin comme complément du système et pour assurer son bon fonctionnement, il serait désirable d'ajouter dans tous les actes de l'état civil l'indication du lieu de naissance à la suite de celle du domicile. Cette obligation devrait même être étendue à la rédaction de tous les actes publics en général.

Nous sommes également d'avis que cette dernière réforme s'impose quel que soit le système adopté.

Mais doit-on consacrer législativement le système du casier civil ?

L'idée générale du casier civil est de centraliser tous les renseignements concernant l'état des personnes en vue de les soumettre à un mode de publicité uniforme. Or, si l'on veut réunir toutes ces indications, il faut nécessairement y comprendre à la fois les faits qui reçoivent déjà une certaine publicité par leur inscription sur les registres de l'état civil, et les autres faits qui peuvent intéresser les tiers. Or les mentions qu'il serait ainsi désirable d'y faire figurer sont variées et multiples. Le projet de M. Morel en comprenait vingt-cinq et tous les actes de l'état civil n'y figuraient encore pas. Assurément chaque personne ne donnera pas lieu à l'inscription de vingt-cinq mentions, mais on devra cependant avoir un casier pour chaque personne, et si l'on songe que la France compte actuellement environ

(1) V. Theureau, *op. cit.*, p. 175

38,000,000 d'habitants, on peut justement craindre d'introduire dans la publicité une confusion qui nous paraît inévitable.

D'autre part, nous ne saurions approuver le système qui consiste à choisir parmi les faits consignés dans les registres de l'état civil certains d'entre eux pour les mentionner au casier sans assurer aux autres la même publicité. On espère ainsi en réduisant le nombre des mentions diminuer par là-même les chances d'erreur, mais on réduit en même temps la portée d'application du système et ce procédé ne nous semble pas admissible. Il faut donc prendre parti entre ces deux alternatives : ou mentionner dans le casier civil tous les faits concernant l'état des personnes, ou y insérer seulement ceux dont la publicité n'est pas assurée déjà par les registres de l'état civil. Or la première solution a le double inconvénient de nécessiter un nombre considérable de mentions dont nous avons signalé le danger, et de créer à côté du système de publicité des actes de l'état civil un nouveau mode de publicité en laissant subsister l'ancien qui fait ainsi double emploi.

Le casier civil est une application du système du casier judiciaire qui fonctionne, il est vrai, avec succès. Mais à ce bon fonctionnement il y a des raisons particulières, c'est que les mentions insérées au casier judiciaires sont peu nombreuses et toutes de même nature, c'est d'autre part que ce casier ne vise qu'un nombre relativement restreint de personnes. Or il en serait tout différemment, parce que les conditions seraient toutes différentes, s'il s'agissait d'ouvrir soit un casier d'état civil et un casier des objets divers soit surtout un casier unique pour tous les habitants de l'un et l'autre sexe. Il

s'ensuivrait une très grande difficulté de classement susceptible d'occasionner des erreurs préjudiciables. D'autre part, les feuilles mobiles risquent de s'égarer ou même d'être soustraite pour faire disparaître la mention d'une déchéance quelconque. Enfin l'on peut encore regretter que l'acte modifié ne porte pas en lui-même la trace de sa modification.

Pour toutes ces raisons nous nous croyons autorisés à repousser le système du casier civil.

§ III. — Système du tableau complémentaire.

Ce système consiste à centraliser les faits dont il importe d'assurer la publicité en les annexant par le moyen de mentions à un acte de l'état civil choisi comme acte centralisateur. Le seul qui puisse s'appliquer indistinctement à toutes les personnes, c'est l'acte de naissance, et cela se comprend sans qu'il soit besoin d'autre explication ; ce sera donc l'acte de naissance qui servira de base aux différents systèmes que nous allons étudier.

La première proposition de ce genre fut faite par M. Rameau avoué à Versailles (1). Son but était de créer un lien entre les trois actes de naissance, de mariage et de décès, de faciliter la recherche des successibles et d'empêcher la bigamie (2). Voici du reste par

(1) V. Rameau, *De quelques modifications dans la tenue des registres de l'état civil* (Gazette des tribunaux nos 4, 5 avril 1860).

(2) M. Rameau a résumé son système sous forme de modifications à certains articles du Code civil : Les articles 34, 42, 57, 76 et 77 du titre II du livre 1^{er} du Code seraient modifiés ainsi qu'il suit :

quels moyens il espérait obtenir ce résultat. Il ne serait rien changé à la tenue des registres de mariages et décès. Mais les registres de naissance devraient être modifiés. A l'avenir ils seraient divisés en cinq colonnes. Dans la première serait inscrit l'acte de naissance proprement dit, la seconde serait réservée aux mentions relatives à l'acte de célébration du mariage de la personne dont la première colonne indiquerait la naissance ; la troisième aux mentions relatives aux actes de naissance de ses enfants légitimes ou naturels ; la quatrième à la mention de l'acte de décès de la personne même dont la première colonne constaterait la naissance ; enfin la cinquième serait affectée aux mentions

« Art. 34. — Les actes de l'état civil énonceront l'année, le mois, le jour et l'heure où ils seront reçus ; les prénoms, noms, âges, professions, domiciles et lieux de naissance de tous ceux qui y seront dénommés.

« Art. 42. — Les actes seront inscrits sur les registres de suite sans aucun blanc sauf en ce qui concerne les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e colonnes des actes de naissance dont il est question à l'art. 57 ci-après. (Le reste de l'article est maintenu). »

« Art. 57. — L'acte de naissance énoncera l'année, le mois, le jour, l'heure et le lieu de la naissance ; le sexe de l'enfant et les prénoms, noms, professions, domiciles et lieux de naissance des père et mère et ceux des témoins. « Il sera rédigé en forme de tableau sur cinq colonnes destinées à recevoir : la première, l'acte de naissance proprement dit ; la seconde, la mention par extrait de l'acte de mariage du conjoint de la personne dont l'acte de naissance est inscrit dans la première colonne ; la troisième, les mentions par extraits des actes de naissance des enfants nés de ladite personne ; la quatrième, la mention par extrait de l'acte de décès de la même personne ; la cinquième, la mention de tous jugements ordonnant la rectification des différents actes ci-dessus ou les modifications légalement apportées à l'état civil de la même personne. L'extrait de tout acte de naissance, contenant la date et le lieu de la naissance, le sexe et les prénoms de l'enfant, les noms et

de rectifications conformément à l'article 101 du Code : jugements et arrêts d'adoption, actes de légitimation, autorisation de changement de noms, etc. Les mentions seraient effectuées tant sur le registre de la commune que sur celui du greffe, conformément à l'article 49 du Code civil.

Il ne s'agit donc pas, comme on l'a cru (1), d'un nouveau registre distinct des autres, mais du registre des naissances lui-même divisé de façon à pouvoir « dresser un tableau permettant d'embrasser d'un seul coup d'œil tous les faits d'état civil » qui concerneront la même personne « et faire aboutir à ce tableau la trace de chacun de ces faits à mesure qu'ils se produiront ».

prénoms des père et mère de ce dernier seront mentionnés dans la troisième colonne de l'acte de naissance de chacun des père et mère de l'enfant. »

« Art. 76. — (Après la rédaction actuelle de cet article qui est maintenue, il sera ajouté) : « L'extrait de tout acte de mariage contenant la date et le lieu de la célébration, les noms, prénoms et lieux de naissance de chacun des deux époux, et ceux de leurs pères et mères sera mentionné dans la deuxième colonne de l'acte de naissance de chacun des deux époux. »

« Art. 77. — (Le premier alinéa de cet article est maintenu et le second est remplacé par les dispositions suivantes) : « L'extrait de tout acte de décès contenant la date et le lieu du décès, les nom prénoms et lieu de naissance de la personne décédée et ceux de ses père et mère sera mentionné dans la quatrième colonne de l'acte de naissance de la personne décédée. »

(1) V. Cocat, *op. cit.*, p. 177 : « Il propose, dit-il en parlant de M. Rameau, la tenue dans toutes les mairies d'un registre divisé en cinq colonnes destinées à recevoir chacune des mentions différentes. Dans la première serait mentionné l'acte de naissance, etc. » Cette première colonne ne contient pas la mention de l'acte de naissance, mais bien au contraire l'acte lui-même intégralement. V. du reste le texte du projet rédigé en forme de loi et les modifications qui seraient apportées à l'art. 57 du C. civ,

On aurait ainsi, à la fois les renseignements qui touchent à l'état de l'individu, avec la possibilité de reconstituer sa descendance, d'où sortirait l'*arbre généalogique* que l'on forme bien aujourd'hui à l'aide de la tradition mais qui n'a de valeur légale qu'au moyen des actes de notoriété. Si l'on joint à cette réforme l'obligation de mentionner le lieu de naissance dans tous les actes il serait facile de retrouver ce renseignement qui permettrait de se procurer ensuite tous les autres.

Le système de M. Rameau vise exclusivement les actes de l'état civil sans s'occuper des autres faits qui touchent à l'état des personnes. Il y a donc là une lacune considérable. Mais en ce qui concerne les actes de l'état civil la centralisation qu'il propose est simple et complète, peut-être même excessive à certains égards. Par exemple, il est d'avis de mentionner l'acte de naissance des enfants légitimes et naturels dans la troisième colonne réservée à cet effet sur le feuillet du registre où se trouve inscrit l'acte de naissance des parents. Le but poursuivi par l'auteur est de faciliter aussi la recherche des successibles. Or, dans le cas présent, ce résultat n'est atteint que pour les héritiers du premier degré. En effet, lorsque des héritiers plus éloignés auront appréhendé la succession il pourra se présenter des héritiers plus proches ou du même degré qui réclameront la succession en totalité ou en partie. Le système de M. Rameau est impuissant à prévenir ce cas. Lorsque le législateur aura mis tous les héritiers à même de pouvoir se renseigner sur le décès d'un de leurs parents, il aura fait ce qu'il doit, et on ne peut vraiment prétendre lui demander de dresser un tableau

généalogique des successibles de toutes les personnes jusqu'au douzième degré.

De plus, la mention de la naissance des enfants appelle aussi celle de leur décès, et s'ils se marient, il faut aussi au point de vue successoral, étant donné le principe de la représentation, mentionner les mariages et les naissances qui suivront. Puis, s'il intervient des actions en désaveu, pourquoi ne pas porter aussi la mention du jugement qui les accueillera ?

Mais cette masse de renseignements produira d'incessantes erreurs. L'idée de mentionner la naissance des enfants sur l'acte de naissance des parents doit donc être résolument écartée.

Le second système de M. Loir (1) offre de nombreux points de ressemblance avec celui de M. Rameau. Mais au lieu d'annexer toutes les indications à un acte unique, celui de la naissance, les diverses mentions sont réparties de la manière suivante :

En marge de l'acte de naissance on ménagerait un tableau (2) sur lequel on inscrirait le lieu et la date du mariage, le lieu et la date du décès. En marge de l'acte de mariage seraient mentionnés les enfants avec la date et le lieu de leur naissance. Cette liste pourrait être arrêtée par la mention du décès d'un des époux. Il se-

(1) V. J.-N. Loir, *Centralisation des actes de l'état civil. Bulletins ou tableaux complémentaires*, Paris, 1862, et *Rev. prat.*, 1862, t. XV, p. 417, t. XVI, p. 316 et suiv.

(2) Dans ces tableaux on énoncerait 1^o la date de la minute (quantième, mois, année) ; 2^o la commune et le département dépositaires de cet acte auquel on renvoie pour l'expédition à délivrer. L'auteur fait remarquer du reste que ces mentions pourraient aussi s'effectuer en marge sans l'adjonction du tableau.

rait, du reste, possible d'étendre cette mesure aux cas exceptionnels difficiles à centraliser, par exemple au cas d'enfants naturels non reconnus, et même aux actes d'un ordre secondaire comme les condamnations entraînant la perte des droits civils, les interdictions, les émancipations, les séparations de corps, donations, etc. Toutefois, dit M. Loir, la centralisation de ces actes ne nous a pas paru utile et sage.

Pour faciliter la recherche de l'acte de naissance l'auteur propose encore d'ordonner la confection de tables alphabétiques des naissances dressées tous les dix ans dans chaque arrondissement. Ces tables serviraient à constituer une table générale pour toute la France.

Le système de M. Loir est plus large que le précédent ; mais on pourrait formuler à son sujet les mêmes critiques en ce qui concerne les bulletins de filiation. D'autre part, nous repoussons absolument l'idée d'insérer en marge de l'acte de naissance des faits qui n'ont aucun rapport avec les actes de l'état civil. Cette mesure aurait pour résultat d'amener la confusion entre ces diverses mentions et de donner lieu à des erreurs préjudiciables. Enfin, si nous admettons comme possible, et même très utile ; la confection de tables décennales des naissances par arrondissement (1) il nous semble que l'auteur en proposant l'établissement d'une table al-

(1) Conformément à un décret du 20 juillet 1807 les officiers de l'état civil sont tenus de dresser chaque année des tables alphabétiques de tous les actes qu'ils ont reçus durant l'année (art. 2). Les greffiers doivent également dresser des tables décennales par commune. Ces tables sont rédigées en triple expédition, l'une est destinée au greffe, l'autre à la préfecture, la troisième à la mairie (art. 5). Cf. Cocat, *op. cit.*, p. 177.

phabétique générale pour toute la France, n'ait pas fait dans son projet une part suffisante aux chances d'erreur.

Dans les deux précédents systèmes la centralisation se faisait en marge de l'acte de naissance par mentions inscrites également sur les registres du greffe ou sur ceux de la commune. Or on peut craindre que les officiers de l'état civil n'opèrent pas les mentions avec toute la régularité désirable. M. Reynald Petiet propose en conséquence d'en charger exclusivement les greffiers des tribunaux de première instance (1). Le double des registres de naissances à eux destinés serait tenu de façon à ménager la place pour l'inscription de mentions sommaires, soit en marge, soit à la suite de l'acte. M. Petiet adopte les vingt-cinq mentions proposées par M. Morel en y ajoutant la mention des actes de société. — Le projet de M. Petiet nous fait craindre la confusion au milieu d'éléments si divers. C'est la transformation du registre des naissances en registre-casier civil par une centralisation excessive à notre avis.

Ces critiques s'adressent également pour partie à la proposition de loi déposée par M. Letellier sur le bureau de la Chambre des députés, le 6 août 1890 (2). La proposition avait un double objet : « 1^o La publicité du mariage par la mention de la célébration en marge de l'acte de naissance dans le but de prévenir la bigamie et le dol dans les contrats (3) ; 2^o la publicité à donner aux différentes causes d'incapacité. »

(1) V. Reynald Petiet, *Publicité en matière d'état et d'incapacité des personnes* (*Revue critique*, t. XVI, nouvelle série, 1887).

(2) *Doc. Parl.*, 6 août 1890, n^o 901.

(3) Cette première partie de la proposition a été reprise par

Ainsi, des faits étrangers à l'état civil se trouveraient de la sorte consignés sur les registres, ce que nous avons déjà refusé d'admettre précédemment, et d'autre part la centralisation des actes de l'état civil est elle-même incomplète.

Dans tous les systèmes que nous avons étudiés jusqu'à présent, nous avons critiqué le défaut d'unité, de centralisation. Les uns ne concernent que certains actes de l'état civil, d'autres sont relatifs à certains faits seulement intéressant l'état des personnes. M. Cocat s'est attaché à unifier la publicité en créant un système applicable à tous les cas (1). Il propose de centraliser sur les registres des naissances du greffe tous les renseignements qui touchent à l'état et à la capacité des individus. Pour cela il ne faudrait écrire les actes de naissance que sur le recto du double des registres qui doit être déposé au greffe. Le verso serait destiné à recevoir toutes les mentions nécessaires. Pour plus de commodité on diviserait l'espace libre en quinze colonnes désignées par des numéros correspondant aux catégories de mentions à y insérer (2). La première serait réservée à tous les actes qui se rattachent au fait de la naissance, la deuxième contiendra les mentions du mariage, du

M. Michelin, le 22 janvier 1894, et elle a abouti à la loi du 17 août 1897.

(1) V. Cocat, *De la publicité en matière d'état et de capacité des personnes*. — *Organisation d'un casier civil*, Grenoble, 1898.

(2) Voici en détail les mentions qui doivent, dans ce système, figurer dans les cinq colonnes affectées à chaque acte de naissance : « 1^o Dans la première colonne : Les jugements de rectification qui ont trait soit à la rédaction de l'acte de naissance (date erronée, erreur dans les noms), soit à la question de filiation (désaveu quand il y a eu des conclusions à fin de rectification, etc.), art. 101, Code.

contrat de mariage et de tous les événements qui s'y rapportent. La troisième comprendra le tableau de la filiation, c'est-à-dire l'indication de la descendance légitime, naturelle ou adoptive. La quatrième sera spéciale aux incapacités, déchéances et privations de droits, qui n'auront pas trouvé place dans les autres colonnes.

L'auteur lui-même avoue qu'on peut de prime abord être effrayé du grand nombre de mentions appelées à figurer sur le registre. Mais, dit-il, certaines d'entre elles sont incompatibles « et ne peuvent se présenter pour la même personne. De plus parmi tant de mentions, beaucoup ne seront que rarement nécessaires, la première colonne restera souvent vierge; la plupart des individus sont des enfants légitimes et leur état civil n'est le plus souvent l'objet d'aucune rectification. Il arrivera égale-

civ.; La reconnaissance de l'enfant naturel titulaire du casier civil ou sa légitimation.

L'adoption survenue au profit de l'enfant légitime ou naturel dont l'acte de naissance sera inscrit en regard du tableau :

Enfin, le décret de naturalisation ou d'autorisation de résider en France ; dans le cas où l'étranger sera né en France, la mention sera faite sur son casier civil tenu dans son arrondissement natal ; dans le cas contraire, la mention sera portée sur le casier central en face de l'acte de naissance qui aura été préalablement transcrit sur les registres du casier central.

2^o Dans la deuxième colonne : Le mariage ; le contrat de mariage ; la demande en séparation de biens formée par la femme ; le jugement ou l'arrêt qui aura prononcé le divorce ou la séparation de corps ; la réconciliation des époux séparés de corps ou de biens seulement ; le jugement ou l'arrêt de conversion de la séparation de corps en divorce ; enfin le décès du conjoint. — Toutes ces mentions qui se rattachent au fait du mariage, devront figurer sur le casier civil de chacun des époux.

3^o Dans la troisième colonne : La descendance légitime, naturelle

ment souvent que la quatrième colonne ne portera aucune écriture, la capacité est la règle, et l'incapacité l'exception. »

Enfin pour les actes de naissance reçus dans des conditions anormales, en mer, à l'étranger, la centralisation s'effectuerait au bureau de la statistique du ministère de la Justice. La publicité des registres serait assurée non-seulement par la voie des extraits, mais encore par la communication directe moyennant une minime rétribution.

La centralisation préconisée par M. Cocat nous semble excessive. Vouloir annexer aux registres de l'état civil toutes les modifications survenues dans l'état et la capacité des personnes conduit à y faire figurer une masse énorme de renseignements formant un bloc indivisible. Quelqu'un désire-t-il savoir si son cocontractant

ou adoptive, c'est-à-dire les actes de naissance des enfants légitimes, les actes de naissance des enfants naturels, la légitimation et les arrêts d'adoption. — Ici encore, chaque fois qu'il s'agira de deux époux, la mention devra figurer sur le casier civil de chacun d'eux.

4^o Enfin dans le quatrième : L'émancipation et le retrait d'émancipation ; l'interdiction judiciaire et sa mainlevée, ainsi que la nomination d'un conseil judiciaire et sa mainlevée ; les condamnations pouvant avoir une influence sur les droits civils et la réhabilitation. Les fonctions de tuteur attribuées par une décision de conseil de famille, de même que celle de protuteur ou de cotuteur, qu'il s'agisse d'un mineur ou d'un interdit ; les fonctions de tuteur testamentaire d'un mineur et même, si on le désire, les fonctions de tuteur légal. Quand il s'agira de la mère tutrice légale, il sera indispensable de mentionner la présence du conseil de tutelle qui lui aura été imposé ; les fonctions de comptables de deniers publics quand elles emportent hypothèque légale ; les déclarations de commerce faites au greffe du tribunal de commerce ; le jugement prononçant la faillite ou la liquidation judiciaire, la réhabilitation. »

n'est pas interdit, il demandera un extrait de son acte de naissance. Or à côté du renseignement qui lui est nécessaire il recevra une multitude d'autres renseignements qui lui sont absolument inutiles, par exemple la liste de tous les enfants légitimes, naturels ou adoptifs, peut-être même la mention d'un désaveu ; il y relèvera peut-être encore la trace d'une émancipation obtenue jadis par la personne avec laquelle il traite, etc. Autant de renseignements inutiles pour le cas présent et qui ont l'inconvénient grave d'entraîner des longueurs d'écriture dans l'expédition de l'extrait.

Nous avons déjà repoussé l'idée de mentionner la naissance des enfants en marge de l'acte de naissance de leurs parents. Les critiques que nous avons formulées à cet égard au sujet du système de M. Rameau subsistent donc entièrement, et nous n'y reviendrons pas. Mais nous croyons en outre dangereux de mentionner au casier civil les condamnations, ainsi que le demande M. Cocat. Les faits de l'état criminel des individus sont soumis à une centralisation spéciale. Il nous semble donc préférable de ne pas introduire dans le casier civil la mention des condamnations pour lesquelles le principe même de la publicité est aujourd'hui fort discuté.

Nous voudrions enfin répondre à un vœu de M. Cocat tendant à livrer aux communes les registres de l'état civil avec des formules préalablement imprimées, laissant en blanc seulement l'espace nécessaire à l'indication des mentions qui varient avec chaque acte. On arriverait, dit-il, par ce moyen à obtenir une rédaction uniforme de tous les actes. Nous repoussons énergiquement cette proposition et ceux qui ont eu l'occasion de

consulter d'anciens registres d'état civil (1) nous comprendront parfaitement. On ne saurait en effet trop insister sur les dangers que présentent ces moules d'actes dans lesquels le rédacteur fait entrer à la hâte quelques mentions. L'écriture des officiers de l'état civil n'est pas toujours très lisible; si l'on se borne à exiger quelques mentions, la difficulté sera plus grande encore. Le rédacteur écrira certainement avec moins de soin s'il n'a qu'à remplir une formule préparée, et puis, s'il y a des doutes sur un mot on n'aura pas la ressource de consulter les autres lettres semblables contenues dans le corps de l'acte puisque la partie manuscrite sera très restreinte. Le rédacteur qui est obligé d'écrire en entier de sa main un acte, y mettra plus de soin et la lecture en sera facilitée. En outre, l'écriture suit la loi générale de l'évolution et pour lire nos registres actuels il sera nécessaire plus tard d'avoir des connaissances spéciales. Or ils sont destinés dans la pensée du législateur à durer indéfiniment, il faut donc songer à faciliter la tâche des générations futures. La difficulté qu'on éprouvera plus tard à lire l'écriture de notre époque sera sans doute égale à celle que nous éprouvons aujourd'hui à la lecture des anciens registres. Il est du reste certain que cette lecture nous est facilitée par la possibilité de comparaison.

Mais d'autre part, les actes consignés aux registres ne sont pas tous identiquement les mêmes. Pour répondre à cette objection M. Cocat propose de laisser entre cha-

(1) Nous entendons par là les anciens registres de baptêmes, mariages et sépultures, mais notre observation est vraie d'une façon générale et s'applique à la lecture des anciens manuscrits quels qu'ils soient.

que formule d'acte de naissance un espace correspondant à six ou huit lignes, espace largement suffisant, dit-il, pour y indiquer à sa date un procès-verbal ou un acte de reconnaissance dont on reporterait alors la transcription à la fin du registre. Nous ne pouvons admettre cette solution. D'abord la tenue générale du registre en souffrirait; c'est faciliter l'insertion d'un acte à une date différente de celle à laquelle il a été reçu. Enfin cet usage qui s'est malheureusement introduit dans certaines municipalités est contraire aux intentions du législateur qui en cette matière n'a certainement rien entendu changer aux principes traditionnels. C'est ni plus ni moins abroger une partie de l'article 42 du Code civil sans que cette mesure ait été consacrée législativement. Nous nous opposons donc à cette tendance de faire imprimer les formules des registres car on ne tarderait pas à s'apercevoir des inconvénients que nous venons de signaler.

Dans l'étude des différents projets qui se rattachent au système du Tableau complémentaire, nous avons relevé des imperfections dans le mode d'application des principes, mais nos critiques ne s'adressaient pas à la conception générale du système. L'idée du Tableau complémentaire nous semble bonne, mais elle ne nous paraît d'autre part pouvoir être appliquée avec plein succès que sous le bénéfice de certaines modifications.

Nous devons donc chercher à dégager de notre étude et à formuler le système de publicité qui nous paraît le meilleur. C'est à cette tâche, toute de conclusion, que nous allons consacrer notre dernière section.

SECTION II

SOLUTION PROPOSÉE.

Au cours de l'étude critique des différents systèmes soutenus jusqu'à présent, nous avons eu l'occasion de poser certains principes qui doivent guider notre solution. Mais avant de faire connaître les réformes que nous proposons, il est nécessaire de trancher une question capitale en notre matière, la question même de la publicité. Doit-on permettre que les tiers puissent avoir connaissance des faits se rattachant à l'état et à la capacité des individus ? A première vue l'intérêt général exige cette publicité ; mais il faut également considérer l'intérêt particulier et chercher ainsi à concilier dans la mesure du possible ces deux intérêts rivaux. La lecture de l'ouvrage précédemment cité de M. Theureau a soulevé à ce sujet une intéressante discussion au sein de l'Académie des sciences morales et politiques. Le rapporteur, M. Béranger, s'exprima en ces termes, conclusion de ses observations : « L'idée du casier est ingénieuse, est-elle acceptable en pratique ? Il est permis d'en douter : on peut se demander si cette constatation de la vie civile n'excède pas la limite des droits que l'intérêt social peut s'attribuer sur l'individu. Malgré ces réserves, l'idée est intéressante et originale (1). »

(1) V. *Recueil de l'Académie des sciences morales et politiques*, t. CXXXVII, 1892.

Dans la même discussion, M. Glasson se déclara également opposé à la création d'un casier civil : « Il serait très utile d'être renseigné, dit-il, sur l'état et la capacité des personnes, tant dans l'intérêt de l'honneur des familles que pour donner plus de sécurité dans les transactions. Ce résultat est facile à obtenir, a-t-on dit, en créant le casier civil, immense répertoire où chacun aurait sa fiche individuelle. Sans doute le casier civil ainsi compris mettrait au grand jour la vie de chacun, mais n'y aurait-il pas là un inconvénient grave ? Le mal qui en résulterait ne dépasserait-il pas le bien qu'on en attend ? On se plaint avec raison de la publicité donnée au casier criminel. C'est infliger aux condamnés une véritable note d'infamie pour toute la vie. N'ont-ils pas cependant payé leur dette à la société par l'accomplissement de leur peine ? Le casier civil offrirait les mêmes dangers, peut-être même à un plus haut degré. Pour être complet, il devrait relever les incapacités résultant des condamnations pénales ; ne serait-il pas dangereux de faire connaître à perpétuité la démence d'un individu, sa faillite, sa prodigalité ? Ce serait une note flétrissante qui suivrait l'individu pendant toute sa vie, et s'attacherait à son nom même après sa mort. Aussi je me prononce énergiquement contre un tel projet. La vie privée doit rester la vie privée. »

Il est vrai, en effet, que le casier civil, pour être complet, devrait comprendre aussi les mentions qui forment actuellement le casier judiciaire. Mais cette extension conduit alors à généraliser l'institution, et à insérer au casier civil tout ce qui concerne non seulement l'état et la capacité des personnes, mais encore le crédit ; par conséquent, les hypothèques et autres droits réels qui

grèvent les immeubles, le chiffre représentant l'actif en bien fonds et en valeurs mobilières de chaque individu, etc. Mais c'est là un système de centralisation générale que nous ne saurions admettre ni rationnellement, ni pratiquement, ni pour l'avenir ni dans le présent. — Les droits réels immobiliers font l'objet, à l'heure actuelle, d'une publicité spéciale; inutile de s'en occuper... D'autre part, la centralisation des faits de l'état criminel et leur publicité sont également soumises à des règles particulières; à ces règles nous ne toucherons point, laissant ainsi aux partisans de la réforme ou même de la suppression du casier judiciaire, le soin de les modifier.

Et maintenant, en dehors des faits qui rentrent dans les deux catégories précédentes, ceux qui modifient l'état civil et personnel des individus doivent-ils être rendus publics? Il faut bien reconnaître qu'ils le sont déjà, mais insuffisamment. De sorte que, pour eux, la question qui se pose n'est pas celle de la publicité ou de la non publicité, mais plutôt celle de savoir quelle est exactement l'étendue qu'il faut donner à cette publicité, Les règles qui régissent la matière remontent à une époque où la publicité ainsi organisée produisait son entière efficacité. Mais aujourd'hui ces règles paraissent bien n'être plus suffisantes; il s'agit donc de savoir comment les modifier pour les mettre en harmonie avec les besoins nouveaux.

La réforme nous semble absolument nécessaire. En effet, il faut, croyons-nous, choisir entre le principe de la non publicité et celui de la publicité, mais ce dernier une fois admis, il faut l'appliquer dans toute son étendue, car une publicité restreinte équivaut à la non pu-

blicité pour ceux qui n'en peuvent profiter. Cet état de choses aboutirait, du reste, à ne pas traiter tous les tiers sur le pied d'égalité, ce qui est inadmissible. Ceux qui auraient connaissance d'une incapacité frappant celui avec lequel ils voudraient traiter, soit par exemple parce qu'ils résident au lieu où s'opère la publication de cette incapacité, soit d'une façon plus générale parce qu'ils ont pu obtenir ce renseignement, ces tiers pourraient en connaissance de cause s'abstenir de contracter ou ne contracter que dans les limites de la capacité de cette personne. D'autres, au contraire, ignorant l'incapacité qui frappe leur cocontractant, subiraient peut être un préjudice par l'annulation de leur contrat, conséquence d'une incapacité inconnue pour eux et sans qu'ils aient aucune faute à se reprocher. Or une telle situation serait de nature à troubler la sécurité des relations commerciales. L'intérêt général commande donc de donner la plus large publicité possible aux différentes modifications survenues dans l'état des personnes.

Mais, dira-t-on, une publicité aussi étendue est de nature à porter atteinte à la considération et au crédit de ceux qui en sont frappés. — L'observation est vraie dans une certaine mesure, et elle serait pleinement justifiée si elle visait des faits appartenant uniquement à la vie privée. Mais il faut bien le remarquer, ce que l'on veut publier, ce n'est pas l'état de démence de tous ceux qui en sont atteints, ce n'est pas la prodigalité de tous les prodigues indistinctement, c'est l'interdiction qui les frappe ou le jugement qui leur nomme un conseil judiciaire. Ce ne sont point les séparations amiables que l'on entend rendre publiques, mais ce sont les jugements prononçant la séparation de corps ou le divorce

qui entraînent avec eux de notables modifications dans les droits respectifs des époux. Ce n'est pas l'état de gêne d'un commerçant qui arrive avec peine à faire face à ses affaires, mais bien le jugement déclaratif de faillite ou la mise en liquidation judiciaire que nous estimons devoir être connus de tous (1). Nous ne nous immisçons donc pas dans la vie privée des individus, mais lorsque le législateur intervient, soit pour frapper les uns d'une incapacité plus ou moins large, soit au contraire pour étendre la capacité normale de certaines personnes, il est nécessaire de ne pas laisser à un petit nombre seulement la connaissance de ces faits. Il faut que tous les tiers indistinctement puissent se renseigner sur le compte de l'individu avec lequel ils traitent, afin qu'ils n'aient pas à redouter de subir dans la suite les conséquences d'une incapacité qu'ils ignoraient sans avoir aucun moyen de la connaître.

Le principe de la publicité ainsi posé dans toute son étendue, il nous reste maintenant à rechercher les moyens d'application pratique. Nous savons déjà que l'état des personnes se compose de différents faits dont les uns sont consignés et rendus publics au moyen des *registres de l'état civil*, les autres sont soumis à des *règles particulières* à chacun d'eux. Or, nous avons sur la matière deux lois récentes, l'une du 16 mars 1893 sur l'interdiction et la nomination de conseil judiciaire, l'autre du 17 août 1897 relative à l'état civil. La loi de 1893 était une innovation, tandis que celle de 1897 n'est qu'une extension des principes du Code civil. Nous croyons que ces deux lois ont ouvert la véritable

(1) Cf. Cocat, *op. cit.*, p. 196.

voie aux réformes et que le système le meilleur et le plus pratique ne saurait être autre chose que le développement des idées contenues dans l'une et dans l'autre de ces deux lois.

Parmi les systèmes que nous avons combattus, nous avons repoussé celui du casier civil dans son acception générale, c'est-à-dire comprenant les actes de l'état civil et les autres modifications de l'état des personnes. Il y a dans ce système, ce nous semble, un excès de centralisation. Nous le repoussons également, qu'il se présente sous la forme d'un registre ou sous celle d'un casier à fiches volantes. Ce n'est pas le fonctionnement que nous critiquons, c'est l'idée elle-même, parce qu'une centralisation excessive conduit inévitablement à la confusion. Nous avons une organisation spéciale pour l'état civil, nous considérons qu'il faut la conserver puisqu'elle fonctionne bien, et que point n'est besoin d'insérer au casier civil des actes contenus déjà dans deux registres distincts, ni de surcharger les registres de mentions étrangères à l'état civil.

Seulement, nous nous associerons à nos devanciers pour réclamer tout d'abord l'obligation d'indiquer le *lieu de naissance* dans tous les actes émanés de l'autorité. Il faudrait arriver à ce que le lieu de naissance fasse presque partie du nom, comme cela se produisait en Grèce pour le démotique. Le législateur ferait là une réforme assurément aussi considérable que celle réalisée par l'article 167 de l'Ordonnance de Blois enjoignant aux notaires de « mettre et déclarer par lesdits contrats, testamens et actes, la qualité, demeure et paroisse des parties et des témoins y dénommez, la maison où les contrats seront passez, et pareillement le

temps de devant ou après midy qu'ils auront esté faits ». Le lieu de naissance est, en effet, la base du système de centralisation ; il est donc absolument nécessaire de le connaître. Nous avons repoussé, il est vrai, la proposition du Dr Loir concernant la création d'une table décennale générale de toutes les naissances. Nous avons cru que les chances d'erreur nées de ce travail seraient considérables. Mais nous avons en revanche accepté les tables décennales générales par arrondissement et nous estimons que cette précaution jointe à celle de la mention du lieu de naissance dans tous les actes, sera suffisante pour indiquer aux tiers le lieu où ils devront faire leurs recherches. Nous allons donc exposer maintenant le fonctionnement du système. Nous nous sommes arrêtés à un système mixte se réclamant à la fois des principes de la loi de 1897 et de celle de 1893. Nous séparerons donc les actes de l'état civil des autres modifications de l'état des personnes, et nous appliquerons pour chacune de ces deux catégories des mesures de publicité différentes. Nous croyons, en effet, préférable de centraliser à part les actes de l'état civil et les autres modifications d'état ; car, pour cela, il ne serait point besoin de changer la forme ou la tenue actuelle des registres ni la législation existante. Il suffirait d'améliorer la rédaction de certains actes et de ménager une marge plus grande dans les registres destinés aux actes de naissances et aux actes de mariages.

§ 1er. — Publicité des actes de l'état civil.

Avant la loi de 1897, certaines mentions étaient déjà requises en marge de l'acte de naissance ; cette loi n'a donc fait, en somme, qu'étendre l'application d'un principe dont plusieurs conséquences étaient consacrées déjà, en augmentant le nombre des mentions.

Cependant l'acte de naissance ne contient encore pas toutes les mentions désirables. La réforme pour être complète devrait ordonner de mentionner en marge de l'acte de naissance de chaque individu, tous les actes de l'état-civil qui le concernent. Le législateur de 1897 a préféré pour éviter l'encombrement, créer deux points de centralisation : l'acte de naissance et l'acte de mariage. Nous le suivrons donc dans cette voie et nous allons successivement déterminer quelles mentions non prévues par le législateur devraient figurer sur l'un ou l'autre de ces actes.

En marge de l'acte de naissance, il y aurait lieu, selon nous, d'ajouter encore la mention de la *reconnaissance de l'enfant naturel passée devant notaire*. Cette mention contiendrait la seule indication du *fait* même de la reconnaissance, les nom et lieu de résidence du notaire qui l'a reçue et la date de l'acte. En outre, la mention de l'*adoption* devrait figurer en marge de l'acte de naissance de l'adopté. Enfin, le *décès* devrait d'une façon générale être mentionné en marge de l'acte de naissance de toutes les personnes indistinctement.

En marge de l'acte de mariage, il y aurait lieu de mentionner la *séparation de corps*, puisque la *récon-*

ciliation doit y figurer en vertu de la loi du 6 février 1893.

Peut-être nous objectera-t-on que le nombre des mentions est déjà considérable. Nous répondrons à cela que le problème peut être facilement résolu en réservant une marge suffisamment grande. Notre projet a en outre l'avantage de ne rien modifier à la législation en vigueur et de centraliser en deux points faciles à connaître les renseignements qui doivent être fournis par les actes de l'état civil.

Pour ce qui concerne la tenue générale des actes, nous avons constaté l'avantage qu'il y aurait à insérer l'indication du *lieu de naissance* de toutes les personnes qui y figurent. Spécialement dans l'acte de naissance, il serait très utile d'indiquer, avec le lieu de la naissance du père et de la mère, leur *nationalité* ; ce qui permettrait d'en déduire la nationalité de l'enfant avec ses conséquences conformément à l'article 8 du Code civil modifié par la loi du 23 juin 1889 et celle du 22 juillet 1893 modifiant également l'article 9.

Toutes les mentions seraient inscrites sur les registres des greffes et sur ceux des communes. Or, pour la correspondance entre les officiers de l'état civil et les greffiers, il y a deux manières de procéder : ou bien envoyer un bulletin avec le texte même de la mention à insérer en marge ; ou bien envoyer l'extrait lui-même d'où l'officier de l'état civil tirera la mention. On a critiqué cette seconde méthode en disant que certains officiers d'état civil étaient incapables de ce travail, et certains auteurs ont donné en conséquence leurs préférences aux bulletins tout préparés. Tel n'est pas notre avis. Qui donc, en effet, doit préparer le bulletin ? L'officier

d'état civil; or, s'il est incapable de tirer de l'extrait reçu la mention nécessaire, il est évidemment aussi incapable de confectionner le bulletin. Par conséquent, l'emploi de bulletins préparés ne remédie à rien.

Le plus simple est assurément de faire exécuter un extrait intégral de l'acte et de le faire expédier d'abord au greffe où les préposés plus instruits, pourront, en tirant la mention nécessaire, souligner les passages dont ils se sont servis et faciliter ainsi le travail de l'officier d'état civil à qui ils enverront ensuite l'extrait, après l'avoir préalablement timbré pour lui imprimer une marque authentique de son passage au greffe.

Aussitôt après l'avoir reçu l'officier d'état civil devra opérer la mention au moyen des passages soulignés ce qui assurera ainsi l'identité des mentions inscrites sur les deux registres.

Son rôle doit-il se borner là? Les renseignements ainsi fournis sont déjà très utiles; mais ne peut-on pas arriver à une centralisation plus complète? On pourrait désirer, ce nous semble, que l'acte lui-même soit transcrit intégralement à la date de son arrivée entre les mains de l'officier d'état civil sur le registre consacré à la catégorie des actes à laquelle il appartient (1).

C'est, dira-t-on, compliquer et augmenter le travail! Assurément, mais dans les petites communes les trans-

(1) Nous prenons ici le mot transcription dans son sens propre. Notre système diffère donc de la première proposition du Dr Loir qui consistait à inscrire la mention en marge de l'acte de naissance et à conserver l'extrait lui-même dans les archives de la commune en donnant aux officiers de l'état civil l'autorisation d'en délivrer copie. (V. supra, section I, § I, Système de la Transcription).

criptions seront peu fréquentes puisque elles sont fatalement proportionnelles au chiffre de la population et les secrétaires de mairie pourront facilement y suffire. Et s'il y a excès de travail dans certaines grandes villes, qui songerait à critiquer l'inscription au budget de la commune de la modique somme nécessaire pour rétribuer un employé supplémentaire ! Ces inconvénients sont bien peu de choses si on les compare aux services que cette réforme est susceptible de rendre.

Il y a cependant un point délicat ; ce sont les chances d'erreur qui naîtront de la transcription. Le législateur n'a pas cru devoir s'y arrêter pour les cas exceptionnels dans lequel il a autorisé cette centralisation, étant donné les avantages qu'elle procure. Nous devons donc marcher dans cette voie, et perfectionner le système en lui donnant une plus grande extension.

Après la transcription, l'extrait serait coté et conservé dans les archives pour qu'il soit possible de le collationner avec l'acte transcrit en cas de doute. La transcription devrait du reste avoir lieu sur les deux registres, ce qui sera facile puisque l'acte devant être inscrit à la date de sa réception, l'officier de l'état civil a en main les deux registres.

Les mentions de divorce, séparation de corps et reprise de la vie commune continueraient à être insérées en marge de l'acte de mariage sur les registres du lieu où le mariage a été célébré. Mais ces mentions devraient figurer également en marge de l'acte transcrit, ce qui aurait lieu par le même mécanisme que précédemment. L'officier d'état civil chargé de transcrire le jugement enverrait au greffe du lieu de la naissance de chacune des parties l'extrait du jugement qu'il aurait

transcrit sur ses registres. Le greffier rechercherait l'acte de mariage transcrit à la date de la réception de l'extrait; date très voisine de celle de l'acte lui-même ; puis après avoir inscrit la mention, souligné les passages nécessaires et timbré l'extrait, il l'enverrait à l'officier de l'état civil du lieu de naissance qui opérerait lui-même la mention et transcrirait intégralement l'extrait du jugement à la date de sa réception.

En cas de *reprise de la vie commune*, la loi n'exigeant qu'une simple mention en marge de l'acte de mariage, le notaire qui aurait reçu l'acte de conciliation serait tenu d'envoyer à la fois au greffe du lieu du mariage et à celui de la naissance, les renseignements nécessaires pour opérer cette mention. — L'action du notaire doit se manifester encore dans un autre cas. Nous avons critiqué la publicité actuellement donnée *aux contrats de mariage* des simples particuliers. Nous avons vu que pour les commerçants le contrat de mariage devait être affiché par extrait du tribunal de commerce. Une pareille formalité ne peut être exigée d'une façon générale ; et cependant la publicité est insuffisante. On peut y remédier par deux moyens : ou bien insérer dans l'acte de mariage le régime adopté avec les modifications conventionnelles ; ou bien obliger les notaires à fournir à tous ceux qui le demanderont les clauses générales des contrats de mariage par eux reçus. Le premier système serait plus commode puisqu'on pourrait avoir les renseignements relatifs au contrat en demandant seulement un extrait de l'acte de mariage ; mais le second serait de nature à fournir des renseignements plus complets. Néanmoins nous adoptons le premier, car il est toujours plus fa-

cile de se renseigner au greffe ou à la mairie que chez un notaire, où par suite des changements de titulaires on peut éprouver quelques difficultés à se procurer le nom et l'adresse du dépositaire de la minute. Il vaut mieux à notre avis allonger un peu la rédaction de l'acte de mariage et fournir en même temps à ceux qui le consulteront ces renseignements qu'ils seraient obligés d'aller chercher parfois très loin. Ce serait du reste encore une ressource en cas de perte de la minute.

En résumé, voici comment se peut formuler le système de la centralisation des actes de l'état civil d'après la loi de 1897 complétée par nos remarques.

1° Les actes de l'état civil continueront à être reçus dans les lieux désignés par la loi ;

2° Il contiendront avec le domicile, le lieu de naissance de toutes les personnes y dénommées ;

3° Chaque fois qu'un officier de l'état civil dressera un acte concernant une personne née en dehors de la commune (1) il devra en faire un extrait qu'il enverra au greffier du tribunal du lieu de la naissance, qui opérera la mention en marge de l'acte désigné par la loi. Il sou-

(1) S'il s'agit d'un acte concernant une personne née dans la commune l'officier d'état civil enverra un extrait au greffe pour faire opérer la mention sur le double des registres et opérera lui-même la mention sur celui qu'il a entre les mains. Lorsque dans le cas de mariage, de divorce ou de séparation de corps la mention de ces faits et la transcription de ces actes doit avoir lieu dans plusieurs greffes et communes différentes, l'extrait sera expédié d'abord au greffe du tribunal duquel dépend la commune où l'acte a été reçu. Cet extrait sera ensuite expédié au greffe dont dépend le lieu de naissance du mari et enfin à celui dont dépend le lieu de naissance de la femme.

lignera les parties qui lui ont servi à établir la mention, timbrera l'extrait et l'enverra à l'officier de l'état civil du lieu de la naissance ;

4° Cet officier de l'état civil opérera la mention en marge de l'acte indiqué par la loi au moyen des parties de l'extrait soulignées par le greffier du tribunal ;

5° Aussitôt après réception, la mention étant opérée, dans les quinze jours de sa date par exemple (1), il transcrira intégralement l'extrait sur les registres consacrés à cette catégorie d'actes. L'extrait sera coté et déposé aux archives de la commune ;

6° Feront l'objet d'une mention :

En marge de l'acte de naissance ;

a) L'adoption ;

b) La reconnaissance de l'enfant naturel ;

c) La légitimation ;

d) Le mariage ;

e) Le désaveu ;

f) Le décès ;

En marge de l'acte de mariage, à la fois l'acte original et celui qui a dû être transcrit au lieu de la naissance on trouvera mentionnés :

a) Le divorce ;

b) La séparation de corps ;

c) La réconciliation ;

(1) Ce délai laisse ainsi cinq jours à l'officier de l'état civil qui a reçu l'acte, pour en faire un extrait et l'expédier au greffe. Le greffier devra inscrire la mention dans les cinq jours, timbrer l'acte et l'expédier à l'officier de l'état civil qui aura également un délai de cinq jours pour inscrire la mention et faire la transcription. Ceci fait donc en tout un délai de quinze jours partant de la date à laquelle l'acte a été reçu.

7° La forme intrinsèque de l'acte de naissance sera modifiée en ce qui concerne l'adjonction du lieu de naissance et de la nationalité des parents. Indépendamment de cette modification, l'acte de mariage devra aussi contenir l'indication qu'il a été fait ou non un contrat de mariage et en cas d'affirmative les nom et lieu de résidence du notaire qui l'a reçu avec les clauses principales du contrat qui règlent les rapports respectifs des époux et dans la mesure où ces clauses peuvent intéresser les tiers ;

8° Le notaire qui aura reçu l'acte sera tenu de délivrer aux parties un certificat constatant lesdites clauses ; et en cas de réconciliation après séparation de corps une attestation que l'acte a été passé par devant lui ;

9° D'une façon générale, tous les actes énoncés de l'autorité devront contenir l'indication du lieu de naissance de toutes personnes qui y figurent ;

10° Des tables décennales générales des naissances seulement seront dressées au greffe pour les actes de l'état-civil de tout l'arrondissement ;

11° Les actes transcrits seront facilement retrouvés par les mentions en marge de l'acte de naissance ; l'officier de l'état civil devant opérer la mention et la transcription aussitôt après avoir reçu l'extrait, ce qui ne doit pas excéder quinze jours depuis la réception de l'acte ;

12° Pour la commodité de l'inscription des mentions, les actes de naissance et de mariage devront être rédigés sur la moitié seulement de la page, laissant ainsi une marge d'égale grandeur ;

13° Les mentions seront inscrites en marge, les unes

au-dessous des autres, en commençant par la ligne qui correspond à la première de l'acte ;

14° Il ne sera laissé aucun blanc entre les mentions ; chacune d'elles devra être arrêtée par une barre oblique accompagnée de deux points et placée immédiatement après le dernier mot comme il est d'usage dans les actes notariés ;

15° Les jugements de rectification seront mentionnés en marge des actes qu'ils modifient et seront transcrits dans tous les lieux où se trouvera l'acte rectifié, soit le lieu de réception, soit les lieux de transcription ;

16° Conformément à ce principe général le jugement de désaveu sera mentionné en marge de l'acte de naissance de l'enfant qui en a été l'objet.

La centralisation ainsi comprise et appliquée créera entre l'acte de naissance et les autres actes de l'état civil, des liens puissants. Elle permettra de retrouver en un même lieu tous les actes dont la mention figure en marge de l'acte centralisateur, et nous croyons que ce résultat sera de nature à lever bien des scrupules sur la mise en application du système que nous venons d'exposer. Ajoutons enfin que notre proposition n'est que le développement logique des institutions contenues en germe dans le Code civil, reprises et perfectionnées par les postérieures. Mais ce système ne vise que les actes de l'état civil ; nous allons étudier maintenant le mode de publicité applicable aux autres modifications de l'état des personnes.

§ II. — **Publicité des autres modifications de l'état des personnes.**

Nous sommes d'avis de centraliser en un même lieu, les mentions relatives aux modifications survenues dans l'état des personnes qui ne sont pas consignées sur les registres de l'état civil. Ces mentions devront être rendues publiques au moyen d'un système qu'il nous reste à déterminer. Le principe de ce système, nous le trouvons dans la loi du 16 mars 1893, sur l'interdiction et la nomination de conseil judiciaire. Aux termes de cette loi : « Un extrait sommaire du jugement ou de l'arrêt sera transmis par l'avoué qui l'aura obtenu au greffe du tribunal du lieu de naissance du défendeur, dans le mois du jour où la décision aura acquis l'autorité de la chose jugée. Cet extrait sera mentionné par le greffier, dans un délai de quinze jours, sur un registre spécial dont toute personne pourra prendre communication et se faire délivrer copie. Le greffier, dans un nouveau délai de quinze jours, adressera à l'avoué un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité. » — Comme observation générale, nous pouvons remarquer qu'il serait peut-être tout aussi simple de charger les greffiers de s'expédier réciproquement et d'office les extraits des jugements qui doivent figurer sur le registre. Et d'abord, pourquoi ne demandons-nous pas ici comme pour les actes de l'état civil, indépendamment des mentions, la transcription intégrale des actes ? Nous croyons que cette précaution n'est pas nécessaire et que, dans le cas présent, la publicité par

mentions est pleinement suffisante. En effet, les actes de l'état civil, en raison de l'étroite connexité qui les relie entre eux, et de l'importance des renseignements qu'ils contiennent peuvent être eux-mêmes utiles aux tiers, tandis que la simple connaissance des autres modifications d'état est de nature à leur donner entière satisfaction. Nous le verrons, du reste, en énumérant les mentions que nous proposons de publier.

Nous savons de quelle manière est aujourd'hui connue l'interdiction et la nomination de conseil judiciaire; il suffirait, croyons-nous, d'étendre ce système aux autres modifications d'état en les faisant également figurer sur un registre tenu au greffe.

Parmi ces modifications, nous écartons résolument les condamnations pénales quelles qu'elles soient, malgré leurs conséquences sur la capacité de ceux qui en sont frappés. Les faits de l'état criminel relèvent du casier judiciaire, nous laissons donc aux partisans de sa réforme, le soin de déterminer le mode et le degré de publicité de ces déchéances.

Nous proposons, au contraire, de centraliser au greffe du lieu de la naissance de chaque individu :

1° *Les demandes en séparations de biens, et un extrait des jugements les prononçant, ainsi que la reprise des conventions matrimoniales.* — La publication est nécessaire dans ce cas, en raison de l'effet rétroactif de la demande en séparation de biens qui se produit même à l'égard des tiers. La demande en séparation de biens et le jugement qui la prononce reçoivent déjà une certaine publicité par voie d'affiche dans l'auditoire des tribunaux. Il suffirait donc d'ordonner au greffier de chaque tribunal, d'envoyer une copie de l'affiche à son

collègue du tribunal du lieu de la naissance qui la transcrirait sur le registre, ou bien encore d'en charger l'avoué poursuivant. La *réconciliation* des époux séparés de biens, doit également figurer à la suite du jugement qui a prononcé la séparation puisque les effets en sont par là même annulés. Dans ce cas, c'est au notaire qui aura reçu l'acte qu'incombera le soin d'avertir le greffier ;

2° *Les déchéances de la puissance paternelle et les réintégrations.* — Les conséquences de la déchéance de la puissance paternelle sont énumérées dans l'article 1 de loi du 24 juillet 1889. Parmi ces effets, certains d'entre eux intéressent l'ordre général, tels que la perte des prérogatives accordées par les articles 148, 150 et 151 du Code civil ; c'est-à-dire des droits qu'ont les parents de consentir au mariage de leurs enfants, ou de les émanciper (art. 477). Mais conformément à la loi de 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, la déchéance de la puissance paternelle entraîne certaines incapacités générales. L'article 8 de la présente loi est ainsi conçu : « Tout individu déchu de la puissance paternelle est incapable d'être tuteur, subrogé-tuteur, curateur ou membre du conseil de famille. » Il y a donc des tiers directement intéressés à connaître cette déchéance. Or en quoi consiste la publicité du jugement dans la législation actuelle ? Elle consiste purement et simplement dans le prononcé de ce jugement en audience publique. Or à lui seul, ce mode de publicité, n'est pas suffisamment efficace. Nous proposons donc d'insérer par extrait au registre du greffe le jugement qui prononce la déchéance de la puissance paternelle. — Il est juste aussi d'y faire

figurer la mention du jugement qui autorise la *réintégration* dont la publicité n'est pas mieux assurée que celle de la déchéance. L'extrait du jugement qui prononce soit la déchéance soit la réintégration devra être envoyé par le greffier à son collègue ou par l'avoué qui aura obtenu le jugement ;

3° *Les interdictions ou nominations de conseils judiciaires.* — Dans ces deux cas le mode de publicité nous est déjà connu par l'étude de la loi du 16 mars 1893 dont nous cherchons à généraliser les principes ;

4° *Les émancipations et retraits d'émancipations, les tutelles, curatelles, et tutelles officieuses.* — La connaissance de l'émancipation donne pleine sécurité aux tiers qui traitent avec le mineur émancipé. Que l'émancipation résulte de la déclaration faite par le père ou la mère devant le juge de paix assisté de son greffier (art. 377 du Code civil) ou d'une délibération du conseil de famille (art. 378 du Code civil) ce sera toujours le greffier de la justice de paix qui devra informer le greffier du tribunal du lieu de la naissance. C'est également à lui qu'incombera le soin de faire connaître l'acceptation de la tutelle au greffier du lieu de naissance du tuteur, en raison de l'hypothèque légale occulte qui frappe ses biens, et porte ainsi atteinte à son crédit. En cas de tutelle testamentaire c'est le notaire détenteur du testament qui devra envoyer au greffier les indications nécessaires ;

5° *Les obtentions d'emplois publics entraînant l'hypothèque légale.* — Dans ce cas, on est obligé de confier le soin de faire la déclaration au fonctionnaire lui-même, en édictant telles pénalités que l'on jugera nécessaires pour l'obliger à se soumettre à cette obligation ;

6° *Les déclarations d'absence.* — Un extrait de jugement pourra être expédié soit par le greffier, soit par l'avoué de la partie poursuivante. La mention de ce jugement sur le registre du greffe aura peut-être pour résultat de faire connaître à l'absent les mesures qui ont été prises à son encontre;

7° *Les décrets de naturalisation.* — Ici encore on ne peut confier le soin de faire opérer l'inscription qu'à l'intéressé lui-même. Il est très vraisemblable qu'il se soumettra à cette formalité qui est toute à sa faveur; cependant, on pourrait l'y contraindre en retardant les effets de la naturalisation jusqu'à l'inscription du décret au registre, faisant ainsi de cette inscription une condition suspensive;

8° *La qualité de commerçants, les déchéances et incapacités commerciales et les réhabilitations.* — Pour tous les actes de leur profession, les commerçants sont soumis à une législation spéciale, exceptionnelle. Ils sont justiciables des Tribunaux de commerce dont les juges sont élus par eux. Les livres de commerce ont une force probante particulière (art. 12 du Code de commerce). La formalité du bon et approuvé sur les billets n'est pas obligatoire pour les commerçants (art. 1326 du Code civil). La preuve testimoniale est admise plus facilement par le Code de commerce que par le Code civil (art. 109 du Code de commerce). Les commerçants sont soumis à l'obligation de payer patente, de tenir des livres, de publier par extrait leur contrat de mariage ainsi que les modifications qui pourraient y être apportées dans la suite par un jugement prononçant le divorce, la séparation de corps et la séparation de biens. Enfin, seuls

les commerçants peuvent être mis en liquidation judiciaire ou déclarés en faillite.

Il y a donc un grand intérêt pour les tiers à connaître cette qualité de commerçant ; or elle est actuellement l'objet d'une publicité absolument insuffisante. En effet pour être commerçant, il suffit de faire des actes de commerce. Il est vrai qu'en outre, les commerçants doivent payer patente et que l'administration dresse à cet effet des listes de patentés, mais ces listes ne sont pas publiques. D'autre part les listes d'électeurs aux tribunaux de commerce, ne peuvent être consultées que par les patentés et ne comprennent du reste pas tous les commerçants (1). Nous proposons donc d'établir dans chaque arrondissement une liste de tous les commerçants, tenue au greffe du tribunal de commerce ou s'il n'y en a pas, au greffe du tribunal civil. Les commerçants seraient tenus sous certaines pénalité et dans un certain délai à déterminer, de venir déclarer leurs nom, prénoms avec leur qualité, domicile, et le lieu de leur naissance. Les greffiers, après avoir reçu et consigné ces déclarations, devraient en envoyer copie à leurs collègues pour qu'elles soient également consignées sur le registre du greffe du lieu de la naissance. Les créanciers du commerçant pourraient ainsi retrouver facilement leur débiteur. Ce registre que l'on pourrait appeler *registre du commerce* (2) contiendrait à la fois la

(1) V. art. 619 du Code de commerce.

(2) On sait du reste que l'institution du registre du commerce existe dans maintes législations ; en Suisse (*Code fédéral* de 1881, art. 861 et suiv.) ; en Danemark (L. 4 mars 1889, *Ann. législ. étrang.*, 1889, p. 723) ; en Norvège (L. 17 mai 1890, *Ann. législ.*

liste des commerçants et les sociétés commerciales. Dans le cas où la société serait dissoute, il en serait fait mention sur le registre. La *déclaration de faillite* et la *mise en liquidation judiciaire* y seraient aussi mentionnées et le greffier serait tenu d'en prévenir son collègue du lieu de la naissance. Cette formalité n'est pas sans intérêt.

En effet, si la *faillite* ne fait pas perdre au commerçant sa capacité civile, cependant elle lui enlève l'administration et la disposition de ses biens pour la confier à un syndic, représentant la masse, c'est-à-dire l'ensemble des créanciers. Les actes du failli ne sont pas nuls, mais ils sont inopposables à la masse. Ses biens présents et à venir sont frappés d'une hypothèque légale au profit des créanciers, hypothèque soumise à l'inscription (art. 490 Code com.). Les hypothèques non inscrites ne peuvent plus l'être, et même certains actes passés durant la période dite suspecte seront annulés. Le failli perd la jouissance de ses droits politiques, il n'est plus ni éligible ni électeur, il ne peut exercer aucune fonction publique, ni être admis à la Bourse, ni escompter des billets à la Banque de France.

Mais la loi du 4 mars 1889 a créé pour le commerçant de bonne foi, obligé de suspendre ses affaires, une institution analogue à la faillite mais n'entraînant pas des déchéances aussi graves ; nous voulons parler de la *liquidation judiciaire* (1). Cette faveur doit être demandée ; le commerçant qui l'obtient reste à la tête de ses affai-

étrang., 1890, p. 675) ; au Mexique (L. 11 décembre 1885, *Ann. législ. étrang.*, 1885, p. 669).

(1) V. art. 6 et 7 de la loi du 4 mars 1889.

res, mais il doit agir dans certains cas sous le contrôle d'un liquidateur, faute de quoi ses actes ne sont pas opposables à la liquidation.

La faillite et la liquidation judiciaire doivent être actuellement publiées au lieu où elles sont prononcées et dans tous les autres lieux où le failli a des établissements commerciaux (1). Cette publicité nous paraît insuffisante et serait, croyons-nous, très avantageusement remplacée par une inscription sur les registres du greffe du lieu de la naissance. Comme conséquence, la *réhabilitation* intervenue devrait également y figurer.

Toutes les mentions que nous venons d'énumérer pourraient être réparties entre trois registres. Nous estimons en effet, qu'il est inutile de ménager pour chaque individu une place spéciale au registre. Beaucoup ne seront jamais l'objet d'aucune mention. D'autres ne seront inscrits au registre que pour l'un quelconque des faits prévus. Voici donc de quelle façon on pourrait procéder à l'inscription.

A. — Un premier registre contiendrait : Les demandes en séparation de biens et les jugements les prononçant, ainsi que la reprise des conventions matrimoniales. — Les émancipations et retraits d'émancipation, les tutelles, curatelles et tutelles officieuses. — Les obtentions d'emplois publics entraînant l'hypothèque légale. — Les déclarations d'absence. — Les décrets de naturalisation.

B. — Un deuxième registre serait réservé aux in-

(1) V. art. 442 Code com. ; art. 4 de la loi du 4 mars 1889 et art. 65 de la loi du 24 juillet 1867.

terdictions, — nominations de conseil judiciaire — et déchéances de la puissance paternelle.

C. — Un troisième registre serait le registre du commerce, spécial aux commerçants. Il contiendrait les déclarations prescrites et par extrait les jugements déclaratifs de faillite et de liquidation judiciaire.

Les mentions seraient inscrites les unes à la suite des autres, au fur et à mesure de leur arrivée au greffe. Des tables décennales générales pour les trois registres, dressées suivant l'ordre alphabétique faciliteraient les recherches. La publicité de ces registres aurait lieu du reste soit par voie d'extraits soit par communication directe, moyennant une minime rétribution.

Ainsi se trouve complété le système général de la publicité de l'état des personnes, auquel nous donnerions la préférence. Son mérite, nous le croyons du moins, est de respecter absolument les textes législatifs en vigueur, surtout les plus récents. Nous sommes en effet persuadés qu'une réforme sur ce point aboutira d'autant plus sûrement et plus facilement qu'elle se pourra opérer sans apporter de notables changements aux institutions qui nous régissent. Les lois de 1893 et de 1897 ont ouvert la voie. Au législateur de s'y engager encore plus avant.

Vu :

Le Président de la thèse,

Vu :

ANDRÉ WEISS.

Le Doyen,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	IX
INTRODUCTION.....	4
CHAPITRE I ^{er} . — Les précédents historiques	17
SECTION I ^{re} . — <i>Le droit grec</i>	21
SECTION II. — <i>Le droit romain</i>	26
SECTION III. — <i>L'ancien droit</i>	34
§ I ^{er} . — Des origines à 1539.....	34
§ II. — L'Ordonnance de Villers-Cotterets.....	44
§ III. — L'Ordonnance de Blois.....	47
§ IV. — L'Ordonnance de Saint-Germain-en-Laye..	50
§ V. — La déclaration de 1733.....	55
§ VI. — L'état civil des non-catholiques.....	58
§ VII. — Des actes intéressant l'état des personnes autres que les naissances, mariages et décès.....	61
SECTION IV. — <i>Le droit intermédiaire</i>	68
CHAPITRE II. — Le droit moderne	73
SECTION I ^{re} . — <i>Le Code civil</i>	74
§ I ^{er} . — Naissance, Reconnaissance d'enfant naturel, Légitimation, Adoption, Emancipation...	82
§ II. — Mariage, Divorce, Séparation de corps.....	93
§ III. — Décès.....	106
§ IV. — Interdiction, Conseil judiciaire.....	109

SECTION II. — <i>Les lois postérieures</i>	120
§ Ier. — Loi du 10 juillet 1850	121
§ II. — Loi du 18 avril 1886	129
§ III. — Loi du 6 février 1893.....	134
§ IV. — Loi du 16 mars 1893.....	139
§ V. — Loi du 8 juin 1893.....	144
§ VI. — Loi du 17 août 1897.....	149
1 ^o Mention du mariage en marge de l'acte de naissance	151
2 ^o Mention de la légitimation de l'enfant naturel.	154
3 ^o Obligation imposée aux officiers de l'état civil d'opérer d'office les mentions.....	156
 CHAPITRE III. — Exposé critique des systèmes proposés pour la centralisation de tous les renseignements intéressant l'état et la capacité des personnes	 163
SECTION Ire. — <i>Exposé des principaux systèmes de centralisation</i>	166
§ Ier. — Système de la transcription.....	166
§ II. — Système du casier civil.....	171
§ III. — Système du tableau complémentaire.....	186
SECTION II. — <i>Solution proposée</i>	199
§ Ier. — Publicité des actes de l'état civil.....	206
§ II. — Publicité des autres modifications de l'état des personnes.....	215

GRANDE IMPRIMERIE DE BLOIS, 2, RUE HAUTE. X 5033
